

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2023-GC-314	Motion <i>Motion</i>	Demande de révision partielle de la loi sur les finances de l'Etat <i>Teilrevision des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG)</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Benoît Glasson Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Stéphane Peiry Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
3.	2023-DIME-330	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle <i>Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Eric Barras Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>  Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2024-DIME-108	Décret <i>Dekret</i>	Octroi d'un crédit d'engagement pour la remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac <i>Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	François Genoud (Braillard) Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i>  Didier Castella Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>  Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
5.	2023-GC-251	Motion <i>Motion</i>	Création d'une commission permanente de la mobilité et du réseau routier <i>Schaffung einer ständigen Kommission für Mobilität und das Strassennetz</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Jean-Daniel Chardonnens Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  François Genoud Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		
6.	2023-GC-294	Motion <i>Motion</i>	Commission santé au Grand Conseil <i>Gesundheitskommission im Grossen Rat</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Anne Meyer Loetscher Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>  Simon Zurich Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion 2023-GC-314

### Demande de révision partielle de la loi sur les finances de l'Etat

---

Auteurs :	<b>Peiry Stéphane / Glasson Benoît</b>
Nombre de cosignataires :	<b>24</b>
Dépôt :	<b>19.12.2023</b>
Développement :	<b>19.12.2023</b>
Transmission au Conseil d'Etat :	<b>20.12.2023</b>
Réponse du Conseil d'Etat :	<b>28.05.2024</b>

---

#### I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 19.12.2023, les députés Stéphane Peiry et Benoît Glasson proposent de procéder à une révision partielle de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE) qui devrait porter au moins sur les trois volets suivants :

1. anticiper la fixation des coefficients d'impôts avant l'élaboration du budget. Le coefficient d'impôt pour l'année à venir pourrait par exemple être fixé en mai après l'approbation des comptes. Cela permettrait de donner toute latitude au Grand Conseil sur la politique fiscale du canton et donnerait aussi un cadre fixé au Conseil d'Etat pour l'établissement du budget ;
2. mettre en place une règle qui limiterait la croissance des dépenses publiques pas au-delà de la croissance économique attendue ;
3. fixer dans la loi de manière plus transparente les règles en matière d'attributions aux provisions et aux réserves.

A l'appui de leurs propositions, les motionnaires indiquent que les dispositions de l'art. 41 LFE, et en particulier celle stipulant que le coefficient annuel des impôts est fixé après le vote sur le budget, leur semblent enlever toute marge de manœuvre au Grand Conseil quant à la politique fiscale du canton. Ils soulignent en outre qu'il leur paraît nécessaire de fixer dans la LFE une cautèle pour contenir la croissance des charges. Les députés Peiry et Glasson mentionnent aussi qu'il serait à leur avis utile de clarifier les règles relatives aux attributions aux provisions et aux réserves, dans un souci de transparence et eu égard aux exigences posées en la matière envers les communes par la nouvelle loi sur les finances communales.

## II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat se prononce de la manière suivante sur les différentes problématiques évoquées dans la motion.

### 1. Fixation du coefficient annuel des impôts

L'article 41 al. 1 de la LFE prévoit actuellement que le coefficient annuel de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques, de l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales et de l'impôt minimal est fixé chaque année par le Grand Conseil en fonction du résultat du budget. Le principe voulant que la fixation des coefficients d'impôt intervienne après les débats budgétaires, en quelque sorte comme une résultante des décisions du législatif, était déjà prévu dans la loi financière du 15 novembre 1960 et même dans la loi fiscale du 11 mai 1950. Il est donc appliqué depuis de nombreuses années dans le canton de Fribourg. Le fait de fixer les coefficients d'impôt en fonction du résultat du budget paraît cohérent avec le contenu de l'article 81 al. 1 de la Constitution cantonale du 16 mai 2004 prévoyant que « *(l')Etat et les communes perçoivent les impôts et les autres contributions nécessaires à l'exécution de leurs tâches* ». Il convient de déterminer d'abord les tâches en question avant de se prononcer sur les moyens nécessaires pour les financer.

Dans le cadre des directives internes à l'administration cantonale établies annuellement pour l'élaboration du budget, qui sont habituellement adoptées à la fin janvier ou au début février, le Conseil d'Etat se prononce une première fois sur les coefficients fiscaux de référence pour l'année suivante. Les valeurs retenues, en tenant compte des autres objectifs budgétaires poursuivis, n'ont toutefois alors qu'une valeur indicative. Elles permettent cependant de cadrer les discussions et d'éviter le développement de propositions manifestement incompatibles avec les moyens financiers disponibles. La question du niveau des coefficients est réexaminée en fin de procédure budgétaire, après que le Conseil d'Etat a procédé aux arbitrages nécessaires entre les propositions émanant des Directions et dans le souci de respecter la règle d'équilibre budgétaire. Une proposition définitive en matière de coefficients est ensuite transmise au Grand Conseil, qui se prononce sur le sujet lors de la session de novembre, dans le prolongement des décisions qu'il a prises au sujet de budget.

En transformant le niveau des coefficients d'impôts d'une résultante des discussions budgétaires à une contrainte préalable à ces dernières, la proposition des députés Peiry et Glasson induirait un changement important dans la logique de la procédure budgétaire. Elle réduirait la marge d'appréciation du Conseil d'Etat et du Grand Conseil dans le choix des prestations étatiques ou, plus précisément, leur retirerait un levier d'actions en fin de processus budgétaire lorsque les décisions prises nécessiteraient un ajustement des moyens financiers à prévoir. Cette perte de souplesse pourrait être dommageable aussi bien dans les cas où les besoins avérés nécessiteraient une augmentation des sources de financement que dans ceux où les discussions budgétaires laisseraient apparaître une possibilité de réduire temporairement la charge fiscale.

Le Conseil d'Etat tient à souligner que, dans la situation actuelle, les adaptations des coefficients d'impôt après les débats budgétaires ne se traduisent pas forcément par une hausse visant à combler un manque de financement. Des adaptations à la baisse des coefficients d'impôt sont tout à fait possibles. Elles ont d'ailleurs déjà été proposées et acceptées à plusieurs reprises par le passé, dont la dernière fois dans le cadre de la loi du 3 novembre 2021 fixant le coefficient annuel des impôts cantonaux directs de la période fiscale 2022 (passage d'un coefficient de 98 % à un coefficient de 96 % pour l'impôts sur le revenu des personnes physiques). La motion déposée ne permettrait plus de réduire temporairement la charge fiscale imposée à la population et aux entreprises lorsque la situation budgétaire la permet.

Le Conseil d'Etat rappelle en outre que la politique fiscale cantonale ne repose pas entièrement sur les coefficients d'impôt. Des adaptations plus profondes et durables sont notamment aussi possibles au niveau des taux d'imposition ou des déductions prévues dans la loi sur les impôts cantonaux directs (LICD). Le Conseil d'Etat ne rejoint dès lors pas les motionnaires dans leur appréciation selon laquelle les modalités actuelles de fixation des coefficients d'impôts enlèveraient toute marge de manœuvre au Grand Conseil en matière de politique fiscale. Des interventions parlementaires demandant des modifications de la LICD peuvent être déposées en tout temps et sans établir de lien avec la procédure budgétaire.

## **2. Limitation de la croissance des dépenses**

La LFE ne contient actuellement aucune disposition établissant un lien direct et explicite entre l'évolution économique en général et celle des dépenses ou des charges de l'Etat. Elle indique toutefois d'une manière générale à son art. 3 al. 3 que « *l'interdépendance entre les finances publiques, l'économie et la conjoncture doit être prise en compte* » dans la politique financière de l'Etat. Elle prévoit également à son article 40b qu'une exception à la règle d'équilibre budgétaire peut être accordée en cas de situation conjoncturelle difficile, à certaines conditions. Ces dernières sont précisées aux articles 22a et 22b du Règlement d'exécution du 12 mars 1996 de la LFE (RFE).

Dans la pratique, le Conseil d'Etat fixe au début de la procédure budgétaire des objectifs en termes de croissance maximale des charges. Ils sont établis en tenant compte, entre autres, des prévisions de variation du PIB émanant des principaux instituts de recherche et de la Confédération. Pour le projet de budget 2025 ainsi que sur la durée du plan financier, un taux de croissance maximal des charges du compte de résultats de 2,6 % a par exemple été fixé comme valeur cible. Le Conseil d'Etat est toutefois conscient des limites du PIB en tant qu'indicateur de l'évolution économique et du fait qu'il donne une image somme toute partielle de la situation d'un canton et de ses habitants. Il l'intègre dans sa réflexion mais le considère avec une certaine réserve, sachant qu'il n'existe pas véritablement d'autres valeurs de référence, systématiquement disponibles et régulièrement mises à jour à l'échelle cantonale, auxquelles la politique financière pourrait se référer.

Sur le principe, le Conseil d'Etat partage les préoccupations des motionnaires quant à l'évolution des dépenses de l'Etat et à la nécessité de réfléchir à des moyens permettant de mieux les contenir. Il rappelle toutefois que le canton de Fribourg figure régulièrement en haut de classement dans les comparaisons intercantionales visant à déterminer le degré de rigueur des règles budgétaires et qu'il limite en outre déjà l'évolution de certaines catégories de dépenses (frein à l'endettement). Cela vaut notamment pour les subventions nettes de fonctionnement, dont le volume prévu au budget ne doit en principe pas dépasser 41 % du total du produit de la fiscalité cantonale (cf. art. 21 al. 2 de la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions). Dans ce contexte, le Conseil d'Etat estime qu'une limitation légale générale de la variation des dépenses de manière à ce qu'elles ne puissent pas dépasser l'évolution de la croissance économique attendue, sans tenir compte d'autres éléments tels que l'évolution démographique par exemple, n'est pas véritablement applicable. Le Conseil d'Etat considère aussi et surtout qu'il n'est pas envisageable de calquer l'évolution des dépenses publiques sur celles du PIB en période de récession économique.

Il est en effet généralement attendu de l'Etat qu'il applique une politique anticyclique et en particulier qu'il accepte de procéder à diverses dépenses destinées à soutenir la population et les entreprises en cas de difficultés conjoncturelles. Cela se fait le plus souvent dans le cadre des « stabilisateurs automatiques » (assurance chômage, prestations sociales diverses), mais peut également passer, dans les situations particulièrement problématiques, par la mise en œuvre de

programmes particuliers de soutien et de relance, comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le canton de Fribourg par le passé. Une application stricte de la proposition des motionnaires rendrait probablement très difficile, voire impossible le financement de mesure anticycliques appropriées en période de baisse du PIB.

Pour terminer, le Conseil d'Etat souligne que la maîtrise des dépenses de l'Etat est à considérer également hors des procédures strictement budgétaires.

### **3. Attributions aux réserves et provisions**

Afin d'éviter un malentendu, il convient de préciser que le Conseil d'Etat ne constitue pas de réserves au sens strict du terme. Il recourt par contre régulièrement à des provisions et à des préfinancements. Afin de respecter les recommandations émises à ce sujet dans le cadre du manuel sur le modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2, recommandations n° 8 et 9), diverses adaptations ont été apportées à la LFE. Elles ont été expliquées dans le message n° 203 du 6 juillet 2010, ont été acceptées par le Grand Conseil le 6 octobre 2010 et sont entrées en vigueur le premier janvier 2011. Le RFE a bien entendu été adapté en conséquence, en fonction des décisions prises par le Conseil d'Etat le 12 décembre 2010 et entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

La provision, telle que définie à l'art. 28 LFE et précisée à l'art. 13 RFE, est un montant grevant les comptes en vue d'un engagement découlant d'un événement survenu dans le passé et connu au moment du bouclage annuel. Elle ne peut être constituée que pour des engagements dépassant 100'000 francs et pour lesquels toutes les modalités ne sont pas encore toutes arrêtées. Le préfinancement, traité quant à lui à l'art. 28a de la LFE et à l'art. 13a du RFE, est un montant grevant les comptes en vue de la réalisation d'un projet qui n'a pas encore été adopté. Il peut être inscrit au budget ou décidé lors de la clôture des comptes. Le préfinancement est considéré comme une charge extraordinaire et ne s'applique que pour des investissements dont le coût est de 5 millions de francs au moins. Il est en outre subordonné à la création d'une base légale spécifique.

Le Conseil d'Etat est conscient de l'importance d'informer correctement le Grand Conseil et la population des décisions qu'il prend en matière de provision et de préfinancement. Il met dès lors ces opérations en évidence dans le cadre du communiqué de presse relatif aux comptes annuels ainsi que dans la présentation faite lors de la conférence de presse et mise à disposition le même jour sur le site Internet de l'Etat. Les attributions aux provisions, ainsi que les prélèvements sur ces dernières, sont en outre présentées de manière détaillée, au moyen d'un tableau récapitulatif, dans le message annuel sur les comptes de l'Etat. Un tableau exhaustif des provisions et des opérations effectuées en la matière durant l'exercice écoulé est de plus fourni dans une annexe aux comptes, publiée dans le cadre du fascicule annuel.

Le Conseil d'Etat estime que les diverses mesures décrites précédemment attestent du souci de transparence qui l'habite en matière de provisions et de préfinancements. Il prend toutefois note de la volonté des motionnaires de préciser ou compléter encore dans la législation les règles permettant de recourir à ces outils de gestion des finances publiques. Il est disposé à réexaminer la question dans le prolongement des réflexions déjà menées au moment du passage au MCH2 et à faire des propositions d'adaptation de la LFE, respectivement du RFE allant dans le sens souhaité. Il s'agira aussi de fixer dans la base légale les principes de présentation des provisions et des préfinancements ainsi que de déterminer les informations devant au minimum être fournies dans le cadre des comptes de l'Etat, respectivement de leurs annexes.

En ce qui concerne les différences évoquées par les motionnaires entre les dispositions de la LFE et celles de la loi sur les finances communales du 22 mars 2018 (LFCo), le Conseil d'Etat rappelle que le MCH2 prend la forme de recommandations et permet un choix entre différentes options sur un certain nombre de points. C'est notamment le cas en matière de préfinancement, instrument que les collectivités publiques restent libres de retenir ou non. Le suivi de la mise en œuvre du MCH2 effectué par le Conseil suisse de la présentation des comptes publics (SRS-CSPCP) montre que des solutions diverses ont été retenues, que ce soit entre les cantons ou, au sein d'un même canton, entre le niveau cantonal et le niveau communal. C'est le cas à Fribourg, où les adaptations de la LFE décidées en lien avec le MCH2 ont maintenu la possibilité pour l'Etat de recourir à des préfinancements alors que la LFCo, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021, ne prévoit pas cette possibilité. Cela traduit la volonté des organisations de projet respectives et in fine du législateur. Les provisions restent quant à elles par contre en vigueur aussi bien au niveau de l'Etat qu'à celui des communes. Au-delà de la question du préfinancement, plusieurs différences existent entre la LFE et la LFCo sur d'autres aspects sans que les dispositions retenues soient systématiquement plus restrictives envers les communes. Par exemple, la LFCo autorise les communes à présenter un excédent de charge au budget du compte de résultats si leur capital propre non affecté permet de l'absorber (art. 20 al. 3 LFCo). L'Etat ne dispose pas d'une telle possibilité et est soumis, sous cet angle, à des règles plus strictes en matière d'équilibre budgétaire.

#### **4. Conclusion**

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à :

- > fractionner la motion ;
- > accepter le volet visant à améliorer la transparence en matière d'attributions aux provisions et de préfinancement ;
- > rejeter le volet relatif à l'adaptation des modalités de fixation du coefficient annuel d'impôt ;
- > rejeter le volet visant à limiter la croissance des dépenses publiques.

En cas de refus du fractionnement, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter la motion.



## Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion 2023-GC-314

### Teilrevision des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates (FHG)

---

Urheber:	Peiry Stéphane / Glasson Benoît
Anzahl Mitunterzeichner/innen:	24
Einreichung:	19.12.2023
Begründung:	19.12.2023
Überweisung an den Staatsrat:	20.12.2023
Antwort des Staatsrats:	28.05.2024

---

#### I. Zusammenfassung der Motion

Mit ihrer am 19. Dezember 2023 eingereichten und begründeten Motion schlagen die Grossräte Stéphane Peiry und Benoît Glasson eine Teilrevision des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG) vor, die mindestens die folgenden drei Punkte umfassen sollte:

1. Festsetzung der Steuerfüsse vor Aufstellung des Voranschlags. Die Steuerfüsse für das kommende Jahr könnten beispielsweise im Mai nach Genehmigung der Staatsrechnung beschlossen werden. Dies würde dem Grossen Rat vollumfassenden Spielraum in Bezug auf die Steuerpolitik des Kantons und auch dem Staatsrat einen fixen Rahmen für die Aufstellung des Staatsvoranschlags geben.
2. Einführung einer Vorschrift, wonach die öffentlichen Ausgaben nicht über das erwartete Wirtschaftswachstum hinaus zunehmen dürfen.
3. Transparente gesetzliche Verankerung der Vorschriften für die Zuweisungen Rückstellungen und Reserven.

Zur Begründung ihrer Vorschläge führen die Motionäre an, dass namentlich die Bestimmungen von Artikel 41 FHG, insbesondere die Vorgabe, wonach die jährlichen Steuerfüsse jedes Jahr vom Grossen Rat nach Massgabe des Voranschlagsergebnisses festgesetzt werden, dem Grossen Rat jeglichen steuerpolitischen Handlungsspielraum auf kantonaler Ebene nähmen. Sie unterstreichen zudem, dass es im FHG eine Bestimmung brauche, um das Aufwandwachstum einzudämmen. Weiter wäre ihres Erachtens mit Blick auf die Transparenz und mit Blick auf das neue Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden, das diesen dazu strenge Vorgaben macht, eine Klärung der Regeln für die Zuweisungen an Rückstellungen und Reserven sinnvoll.



## II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat nimmt zu den verschiedenen in der Motion angesprochenen Punkten wie folgt Stellung.

### 1. Festsetzung des jährlichen Steuerfusses

Nach Artikel 41 Abs. 1 FHG werden die Steuerfüsse der Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen, der Gewinn- und Kapitalsteuer der juristischen Personen sowie der Minimalsteuer jedes Jahr vom Grossen Rat nach Massgabe des Voranschlagsresultates festgesetzt. Der Grundsatz, wonach die Steuerfüsse nach den Budgetdebatten festgesetzt werden, gewissermassen als Resultat der Beschlüsse der Legislative, war bereits im Finanzgesetz vom 15. November 1960 und im Gesetz vom 11. Mai 1950 über die Staatssteuern verankert und wird im Kanton Freiburg also seit vielen Jahren angewendet. Die Festsetzung der Steuerfüsse in Abhängigkeit vom Voranschlagsresultat steht in Einklang mit Artikel 81 Abs. 1 der Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004, wonach Staat und Gemeinden die zur Erfüllung ihrer Aufgaben notwendigen Steuern und anderen Abgaben erheben. Zuerst müssen die jeweiligen Aufgaben bestimmt werden, bevor über die Mittel entschieden werden kann, die zu ihrer Finanzierung erforderlich sind.

Im Rahmen der jährlichen internen Richtlinien der Kantonsverwaltung für die Aufstellung des Voranschlags, die normalerweise Ende Januar oder Anfang Februar genehmigt werden, entscheidet der Staatsrat ein erstes Mal über die Referenzsteuerfüsse für das folgende Jahr. Bei diesen unter Einbezug der anderen Budget-Zielvorgaben festgesetzten Steuerfüssen handelt es sich allerdings lediglich um Richtwerte. Sie dienen jedoch als Diskussionsgrundlage und sorgen dafür, dass keine Budgeteingaben gemacht werden, die offensichtlich mit den verfügbaren finanziellen Mitteln nicht vereinbar sind. Die Höhe der Steuerfüsse wird am Ende des Voranschlagsverfahrens, nachdem der Staatsrat die Vorschläge der Direktionen geprüft, gegeneinander abgewogen und darüber befunden hat, mit Blick auf das vorgeschriebene Haushaltsgleichgewicht erneut geprüft. Anschliessend wird dem Grossen Rat ein definitiver Vorschlag für die Steuerfüsse überwiesen, und dieser entscheidet dann in der Novembersession in Anlehnung an seine Voranschlagsbeschlüsse darüber.

Damit, dass die Höhe der Steuerfüsse nicht mehr das Ergebnis der Budgetberatungen, sondern für diese schon vorgegeben sein sollen, hätte der Vorschlag der Grossräte Peiry und Glasson eine wesentliche Änderung in der Logik des Voranschlagsverfahrens zur Folge. Dies würde den Ermessensspielraum des Staatsrats und des Grossen Rats beim Entscheid über staatliche Leistungen einschränken beziehungsweise sie um ein Instrument bringen, das am Ende des Voranschlagsverfahrens eingesetzt werden kann, wenn die getroffenen Beschlüsse eine Anpassung der notwendigen finanziellen Mittel erfordern. Dieser Verlust an Flexibilität kann sowohl in den Fällen, in denen es aufgrund eines nachweislichen Bedarfs höhere Einnahmenquellen braucht, als auch in Fällen, in denen sich aufgrund der Budgetdebatten eine Möglichkeit zu einer vorübergehenden Steuersenkung abzeichnet, nachteilig sein.

Der Staatsrat hält fest, dass die Steuerfussanpassungen nach den Budgetdebatten gegenwärtig nicht zwingend zu Steuerfusserhöhungen zur Schliessung einer Finanzierungslücke führen. Steuerfussenkungen sind durchaus möglich und wurden bereits mehrfach vorgeschlagen und angenommen, zuletzt mit dem Gesetz vom 3. November 2021 über den Steuerfuss der direkten Kantonssteuern für die Steuerperiode 2022 (Senkung des Einkommenssteuerfusses der natürlichen Personen von 98 % auf 96 %). Mit der eingereichten Motion wäre keine vorübergehende

Steuerentlastung für die Bevölkerung und die Unternehmen bei entsprechender Budgetlage mehr möglich.

Der Staatsrat erinnert ausserdem daran, dass die kantonale Steuerpolitik nicht ausschliesslich auf die Steuerfüsse abstellt. Tiefgreifendere und dauerhafte Anpassungen sind insbesondere auch bei den Steuersätzen oder den im Gesetz über die direkten Kantonssteuern (DStG) vorgesehenen Abzügen möglich. Der Staatsrat ist deshalb nicht einverstanden mit der Einschätzung der Motionäre, dass die geltenden Modalitäten zur Festsetzung der Steuerfüsse dem Grossen Rat jeglichen steuerpolitischen Handlungsspielraum rauben würden. Parlamentarische Vorstösse zur Änderung des DStG können jederzeit und ohne Bezug zum Voranschlagsverfahren eingereicht werden.

## **2. Begrenzung des Ausgabenwachstums**

Das FHG enthält derzeit keine Bestimmungen mit einem direkten und expliziten Bezug zwischen der allgemeinen wirtschaftlichen Entwicklung und den Ausgaben und Aufwendungen des Staates. Artikel 3 Abs. 3 bestimmt jedoch generell, dass in der Finanzpolitik des Staates den gegenseitigen Abhängigkeiten und Wechselwirkungen zwischen öffentlichen Finanzen, Wirtschaft und Konjunktur Rechnung getragen werden muss. Artikel 40b sieht in einer schwierigen konjunkturellen Lage unter gewissen Voraussetzungen eine mögliche Ausnahme von der Vorschrift des ausgeglichenen Haushalts vor. Diese Voraussetzungen sind in den Artikeln 22a und 22b des Ausführungsreglements vom 12. März 1996 zum Gesetz über den Finanzhaushalt (FHR) präzisiert.

Konkret legt der Staatsrat zu Beginn des Voranschlagsverfahren Zielvorgaben für das maximale Aufwandwachstum fest. Dabei werden unter anderem die BIP-Wachstumsaussichten der wichtigsten Forschungsinstitute und des Bundes berücksichtigt. Für den Voranschlagsentwurf 2025 sowie für die Finanzplanperiode ist beispielsweise eine maximale Zuwachsrate von 2,6 % des Aufwands der Erfolgsrechnung als Zielwert festgelegt worden. Der Staatsrat ist sich indessen der Grenzen des BIP als Indikator der Wirtschaftsentwicklung und der Tatsache bewusst, dass dieses insgesamt ein unvollständiges Bild der Situation eines Kantons und seiner Einwohnerinnen und Einwohner gibt. Er bezieht das BIP mit gewissen Vorbehalten in seine Überlegungen mit ein, da es keine wirklich anderen, systematisch verfügbaren und auf Kantonsebene regelmässig aktualisierten Bezugsgrössen gibt, auf die die Finanzpolitik abstützen könnte.

Im Grundsatz teilt der Staatsrat die Besorgnis der Motionäre über das staatliche Ausgabenwachstum und die Notwendigkeit über Mittel zur besseren Ausgabenkontrolle nachzudenken. Er erinnert aber auch daran, dass der Kanton Freiburg im interkantonalen Vergleich in Bezug auf die Strenge der Haushaltsvorschriften regelmässig eine Spitzenposition einnimmt und ausserdem die Zunahme gewisser Ausgabenkategorien bereits begrenzt (Schuldenbremse). Das gilt insbesondere für die Nettosubventionen für Funktionsausgaben, deren budgetiertes Volumen grundsätzlich nicht mehr als 41 % des gesamten kantonalen Steueraufkommens betragen darf (s. Art. 21 Abs. 2 des Subventionsgesetzes vom 17. November 1999). Vor diesem Hintergrund ist der Staatsrat der Auffassung, dass eine generelle gesetzliche Begrenzung der Ausgabenentwicklung dahingehend, dass die Ausgaben nicht über das erwartete Wirtschaftswachstum hinaus zunehmen dürfen, ohne Berücksichtigung anderer Kriterien wie etwa der demografischen Entwicklung, nicht praktikabel ist. Und er ist auch und insbesondere der Auffassung, dass eine Anpassung der Entwicklung der Staatsausgaben an die Entwicklung des BIP in Zeiten eines wirtschaftlichen Abschwungs nicht in Frage kommt.

Vom Staat wird nämlich gemeinhin eine antizyklische Politik erwartet und die Bereitschaft, bei Konjunkturunbrüchen verschiedene Ausgaben zur Unterstützung der Bevölkerung und der Unternehmen zu tätigen. Dies geschieht meistens im Rahmen der automatischen Stabilisatoren (Arbeitslosenversicherung, verschiedene Sozialleistungen), kann aber in besonders schwierigen Situationen auch in Form besonderer Unterstützungs- und Konjunkturprogramme erfolgen, wie dies im Kanton Freiburg bereits mehrmals der Fall war. Eine strikte Umsetzung des Vorschlags der Motionäre dürfte die Finanzierung zweckmässiger antizyklischer Massnahmen in Zeiten rückläufiger Konjunktur sehr erschweren, wenn nicht gar verunmöglichen.

Abschliessend betont der Staatsrat, dass die Kontrolle der Staatsausgaben auch ausserhalb der reinen Haushaltsverfahren zu erwägen ist.

### **3. Einlagen in Reserven und Rückstellungen**

Damit es keine Missverständnisse gibt, ist darauf hinzuweisen, dass der Staatsrat keine Reserven im eigentlichen Sinn bildet. Er arbeitet jedoch regelmässig mit Rückstellungen und Vorfinanzierungen. Zur Einhaltung der verschiedenen diesbezüglichen Empfehlungen im Handbuch zum harmonisierten Rechnungslegungsmodell für die Kantone und Gemeinden (HRM2, Empfehlungen 8 und 9) wurden verschiedene Anpassungen am FHG vorgenommen. Diese Anpassungen wurden in der Botschaft Nr. 203 vom 6. Juli 2010 erläutert, vom Grossen Rat am 6. Oktober 2010 angenommen und sind am 1. Januar 2011 in Kraft getreten. Das FHR seinerseits wurde entsprechend den am 1. Januar 2011 in Kraft getretenen Beschlüssen des Staatsrats vom 12. Dezember 2010 angepasst.

Rückstellungen, wie in Artikel 28 FHG definiert und in Artikel 13 FHR präzisiert, sind auf einem Ereignis in der Vergangenheit begründete, zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannte Verpflichtungen zulasten der Staatsrechnung. Rückstellungen können nur für eine Ausgabe vorgenommen werden, die sich aus einer bestehenden Verpflichtung von mehr als 100 000 Franken ergibt, die jedoch noch nicht in allen Einzelheiten festgelegt ist. Bei den in Artikel 28a FHG und Artikel 13a FHR geregelten Vorfinanzierungen handelt es sich um zweckgebundene Beträge, welche für noch nicht beschlossene Vorhaben gebildet werden. Sie können budgetiert oder mit dem Rechnungsabschluss vorgenommen werden. Vorfinanzierungen werden als ausserordentlicher Aufwand ausgewiesen, sind nur für Investitionsvorhaben ab 5 Millionen Franken möglich und an die Schaffung einer speziellen rechtlichen Grundlage gebunden.

Der Staatsrat ist sich der Bedeutung einer angemessenen Information des Grossen Rates und der Bevölkerung über seine Entscheidungen in Bezug auf Rückstellungen und Vorfinanzierungen bewusst. Er hebt diese Transaktionen in den Medienmitteilungen und den Medienkonferenzen zur Staatsrechnung jeweils besonders hervor, und die entsprechenden Dokumente werden jeweils noch am gleichen Tag auf der Website des Staates aufgeschaltet. Einlagen in und Entnahmen aus Rückstellungen werden ausserdem in der jährlichen Botschaft zur Staatsrechnung in einer eigenen Übersichtstabelle detailliert ausgewiesen. Eine vollständige Übersicht über die Rückstellungen und die im Rechnungsjahr getätigten Rückstellungstransaktionen finden sich im Rückstellungsspiegel der jährlichen Staatsrechnung.

Nach Auffassung des Staatsrats widerspiegeln diese verschiedenen Massnahmen sein Bestreben um Transparenz bei den Rückstellungen und Vorfinanzierungen. Er nimmt jedoch den Wunsch der Motionäre nach gesetzgeberischer Präzisierung und Ergänzung der Vorschriften für den Einsatz dieser staatlichen Finanzmanagementinstrumente zur Kenntnis. Er ist bereit, die Frage in Anlehnung an die bereits beim Wechsel zum HRM2 angestellten Überlegungen erneut zu prüfen und Vorschläge

für eine in die gewünschte Richtung gehende Anpassung des FHG beziehungsweise des FHR zu machen. In der gesetzlichen Grundlage sollen auch die Grundsätze für die Darstellung der Rückstellungen und Vorfinanzierungen festgelegt und bestimmt werden, welche Informationen mindestens im Rahmen der Staatsrechnung beziehungsweise ihrer Anhänge bereitgestellt werden müssen.

In Bezug auf die von den Motionären angesprochenen Unterschiede zwischen den Bestimmungen des FHG und den Bestimmungen des Gesetzes vom 22. März 2018 über den Finanzhaushalt der Gemeinden (GFHG) weist der Staatsrat darauf hin, dass es sich beim HRM2 um Empfehlungen handelt und in einigen Punkten zwischen verschiedenen Optionen gewählt werden kann. Das gilt etwa beim Instrument der Vorfinanzierung, dessen Verwendung den Gemeinwesen freigestellt ist. Die Beobachtung der Einführung des HRM2 durch das Schweizerische Rechnungslegungs-gremium für den öffentlichen Sektor (SRS-CSPP) zeigt, dass unter den Kantonen und sogar innerhalb eines Kantons auf Kantons- und Gemeindeebene unterschiedliche Lösungen umgesetzt wurden. Dies ist auch in Freiburg der Fall, wo nach den HRM2-bezogenen Anpassungen des FHG auf Kantonsebene der Staat weiter die Möglichkeit hat, auf Vorfinanzierungen zurückzugreifen, während das am 1. Januar 2021 in Kraft getretene GFHG diese Möglichkeit nicht vorsieht. Dies widerspiegelt den Willen der jeweiligen Projektorganisationen und letztlich des Gesetzgebers. Rückstellungen bleiben hingegen sowohl auf kantonaler als auch auf kommunaler Ebene gegeben. Abgesehen von der Frage der Vorfinanzierung gibt es auch in anderen Punkten Unterschiede zwischen dem FHG und dem GFHG, ohne dass die jeweiligen Bestimmungen generell restriktiver gegenüber den Gemeinden wären. So dürfen die Gemeinden gemäss GFHG beispielsweise im Budget der Erfolgsrechnung einen Aufwandüberschuss ausweisen, wenn dieser durch das nicht zweckgebundene Eigenkapital gedeckt werden kann (Art. 20 Abs. 3 GFHG). Der Staat hat diese Möglichkeit nicht, und für ihn gelten punkto Haushaltsgleichgewicht strengere Vorschriften.

#### **4. Fazit**

Nach dem Gesagten beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat

- > die Aufteilung der Motion wie folgt:
- > Annahme des Teils der Motion, der auf eine bessere Transparenz bei den Einlagen in Rückstellungen und bei Vorfinanzierungen abzielt;
- > Ablehnung des Teils der Motion, der die Anpassung der Modalitäten zur Festsetzung des jährlichen Steuerfusses betrifft;
- > Ablehnung des Teils der Motion, der den Anstieg der öffentlichen Ausgaben begrenzen will.

Wird die Aufteilung abgelehnt, beantragt der Staatsrat dem Grossen Rat die Ablehnung der Motion.

## **Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle**

du ...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

---

### *Le Grand Conseil du Canton de Fribourg*

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2023-DIME-330 du Conseil d'Etat du 14 mai 2024;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

## **I.**

### **Art. 1**

<sup>1</sup> Le crédit d'études de 7'600'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances pour mener à bien les études et travaux préparatoires en vue de l'assainissement et de la transformation du Château de Bulle.

### **Art. 2**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires seront portés au budget d'investissement du service des bâtiments, sous le centre de charge 3850/BATI-5040.002, et utilisés conformément aux dispositions de la LFE.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> Les dépenses relatives aux études du projet seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

#### **Art. 4**

<sup>1</sup> Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en octobre 2023 et établi à 112.0 points dans la catégorie «Rénovation de bâtiments administratifs – Espace Mittelland» (base octobre 2020 = 100 points).

<sup>2</sup> Le crédit d'études sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date d'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

## **II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

## **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## **IV.**

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

## **Dekret über einen Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle**

vom ...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

---

### *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DIME-330 des Staatsrates vom 14. Mai 2024;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

### **I.**

#### **Art. 1**

<sup>1</sup> Für die Studien und Vorbereitungsarbeiten zur Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle wird bei der Finanzverwaltung ein Studienkredit von 7'600'000 Franken eröffnet.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle 3850/BATI-5040.002 in den Investitionsvoranschlag des Hochbauamts aufgenommen und gemäss FHG verwendet.

#### **Art. 3**

<sup>1</sup> Die Ausgaben für die Projektierung werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 FHG abgeschrieben.

#### **Art. 4**

<sup>1</sup> Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) von Oktober 2023 von 112,0 Punkten für die Kategorie «Renovation Bürogebäude – Espace Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkt.).

<sup>2</sup> Der Studienkredit wird erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben genannten Index, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

### **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **IV.**

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.





## Message 2023-DIME-330

14 mai 2024

### Crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle

*Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle. Le crédit d'études se monte à 7 600 000 francs. Ce montant comprend également les travaux préparatoires nécessaires aux études.*

### Table des matières

<b>1</b>	<b>Contexte</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Projet</b>	<b>3</b>
<b>2.1</b>	<b>Etudes des besoins et objectifs</b>	<b>3</b>
<b>2.2</b>	<b>Concours d'architecture, sur sélection</b>	<b>3</b>
<b>2.3</b>	<b>Programme des locaux</b>	<b>4</b>
2.3.1	Les espaces d'accueil et espaces communs aux services de l'Etat	4
2.3.2	Les locaux administratifs des services de l'Etat	5
2.3.3	Les locaux culturels et touristiques	5
2.3.4	Les aménagements extérieurs (surfaces existantes à requalifier)	5
<b>3</b>	<b>Situation financière</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Estimation des coûts</b>	<b>6</b>
<b>3.2</b>	<b>Comparaison des prix au m<sup>3</sup></b>	<b>7</b>
<b>3.3</b>	<b>Réduction à terme des charges locatives</b>	<b>7</b>
<b>3.4</b>	<b>Crédit d'études</b>	<b>8</b>
<b>3.5</b>	<b>Coûts liés au projet</b>	<b>9</b>
<b>4</b>	<b>Planning intentionnel</b>	<b>9</b>
<b>5</b>	<b>Conclusion</b>	<b>10</b>

---

# 1 Contexte

---

Le château est une pièce maîtresse de l'urbanisme du centre-ville de Bulle, dans le prolongement de la place du Marché. Il est aussi l'un des édifices exceptionnels du patrimoine fribourgeois. Construit à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle par les évêques catholiques de Lausanne, il a évolué au fil des siècles en fonction des différents propriétaires, des évolutions sociétales et des changements de contextes politiques.

Aujourd'hui, seules la Préfecture de la Gruyère et la salle des mariages de l'Etat civil occupent encore les locaux, laissant de vastes espaces vacants. Le Conseil d'Etat souhaite y intégrer d'autres services de l'Etat et ouvrir plus largement le château au public, en y installant des espaces culturels et en ouvrant de nouveaux accès vers sa cour intérieure, pour que le château devienne un véritable espace urbain.

Les travaux prévus ont aussi pour objectif de rétablir la grande valeur patrimoniale de l'édifice. Le château a en effet subi de nombreuses transformations et modifications au fil du temps, de façon peu cohérente en regard de son importance.

Avec cette transformation, l'objectif du maître de l'ouvrage est d'optimiser les valeurs patrimoniales, sociales et d'usage du château, en créant un lieu de grande qualité architecturale, habité, vivant, sobre, économique et respectueux du patrimoine médiéval. La transformation sera menée dans une approche durable. Un mandat d'accompagnement des mandataires par un spécialiste SNBS (Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz) est prévu dès la phase de l'avant-projet.

Le projet de transformation s'inscrit pleinement dans la stratégie immobilière 2022-2035 adoptée par le Conseil d'Etat pour les raisons suivantes :

L'un des axes stratégiques de cette dernière consiste à rapatrier, dans la mesure du possible, les services de l'Etat dans des locaux lui appartenant dans ladite stratégie, l'Etat s'est aussi engagé à fournir un effort soutenu pour son portefeuille patrimonial, afin d'en garantir la pérennité, la valeur et l'adaptation aux besoins, conformément à sa réponse au postulat – 2017-GC-169 Jean-Pierre Doutaz/Raoul Girard – sur le patrimoine historique.

Pour ce dernier, la stratégie immobilière cantonale a fixé un certain nombre d'objectifs que relève parfaitement le projet du Château de Bulle, en particulier les suivants :

- > Orienter et coordonner les projets ponctuels dans un but de valorisation de cet immeuble ;
- > Par cette coordination, ajouter une plus-value économique, touristique, culturelle et patrimoniale dans l'intérêt public ;
- > Préserver, valoriser et faire connaître le patrimoine.

Tous ces objectifs seront atteints via ses travaux. Le Château de Bulle pourra aussi servir de projet-pilote et de bonnes pratiques pour la réfection des autres châteaux baillivaux en mains de l'Etat, le Château de Chenaux, à Estavayer-le-Lac, le Château de Morat et le Château de Romont (celui de Châtel-Saint-Denis a déjà été transformé et celui de Gruyères restera dédié à la visite). Le développement de compétences spécifiques pour la rénovation du patrimoine historique fait aussi partie des objectifs de la stratégie immobilière cantonale.

---

## 2 Projet

### 2.1 Etudes des besoins et objectifs

Le cahier des charges, validé par le Comité de pilotage, a été développé sous l'angle de l'utilisation des surfaces du Château de Bulle pour le regroupement des services de l'Etat de Fribourg, à savoir la Préfecture de la Gruyère, le site de l'état civil gruérien (Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil), le Service de l'Enfance et de la Jeunesse et le Registre foncier de la Gruyère.

Le groupe de travail en charge du projet a pris en compte les besoins des utilisateurs de chaque service, en cherchant les possibilités de mutualiser certains espaces, par exemple, l'accueil, les salles de conférences ou une cafétéria commune. La volonté d'intégrer des espaces accessibles au public lors d'évènements culturels ou en lien avec la médiation culturelle du Musée Gruérien a également été intégrée aux réflexions et études préliminaires. Enfin, le parcours touristique existant dans le donjon principal et dans les anciennes prisons mobiles en bois doit être maintenu.

Des études préalables, des relevés, une campagne de sondages et une étude de faisabilité ont été menés entre 2018 et 2021 afin d'évaluer l'état de l'édifice et ses potentiels de transformation. Le Comité de pilotage a également vérifié la faisabilité du regroupement de différents services cantonaux dans le château. Il a pu conclure que les surfaces du programme des locaux envisagé pouvaient être intégrées dans l'édifice sans ajout au volume construit existant. Un programme complet et détaillé des locaux a ainsi pu être développé et approuvé par le groupe de travail, permettant ainsi de valider un cahier des charges très précis.

D'un point de vue technique, différentes analyses et études ont été menées pour mieux estimer l'état existant du bâtiment, tout en relevant qu'à ce stade, il s'agit de sondages ponctuels et d'hypothèses techniques :

- > Relevés de plans par un architecte et un géomètre ;
- > Campagnes de sondages picturaux ;
- > Analyse globale de la structure porteuse, synthèse et recommandations ;
- > Rapport d'audit et de l'état existant des installations techniques CVSE ;
- > Analyse du potentiel pour vérifier la mise en place du programme des locaux.

Différentes exigences ont également été déterminées pour le projet :

- > La protection du patrimoine, vu le caractère emblématique du château au milieu de la vieille ville de Bulle, ainsi que sa substance bâtie historique exceptionnelle ;
- > Les installations techniques existantes nécessiteront un assainissement complet pour répondre aux exigences actuelles en termes énergétiques et de sécurité. Ces installations seront également conçues de façon proportionnée par rapport à la valeur patrimoniale de l'édifice, tout en offrant un confort d'utilisation et de sécurité répondant aux standards actuels ;
- > L'amélioration des circulations verticales à l'intérieur du bâtiment, en particulier l'ajout d'un ascenseur, pour rendre l'entier de l'édifice accessible aux personnes à mobilité réduite.

### 2.2 Concours d'architecture, sur sélection

Ces différentes réflexions et analyses ont abouti à la décision d'organiser un concours de projets d'architecture et d'ingénierie civile selon une procédure de sélection non anonyme, basée sur le règlement SIA 142.

Un collège d'experts composé de membres professionnels et non professionnels, ainsi que de spécialistes-conseils a été formé pour juger dans un premier temps les dossiers de candidature soumis et, dans un deuxième temps, les projets remis.

La procédure sélective, non anonyme, a été lancée le 7 mai 2021. Sur 38 dossiers de candidatures déposés, la procédure a permis de sélectionner 8 équipes pluridisciplinaires, dont 2 jeunes équipes. Les 8 équipes sélectionnées ont remis chacune leur projet, qui, après contrôle, ont tous été jugés recevables pour les délibérations.

---

En date du 26 janvier 2022, le jury a recommandé à l'unanimité au maître de l'ouvrage de confier le mandat pour la poursuite des études à l'équipe pilotée par le bureau Aeby Aumann Emery architectes et composée des mandataires suivants : OCSA architectes à Bulle (direction des travaux), AIC à Lausanne (ingénieur civil) et Joseph Piller à Givisiez (sécurité incendie).

Le projet lauréat « Les Visiteurs » se caractérise par l'approche sensible et de grande qualité, offrant une organisation pertinente et efficace du programme des locaux, tout en restant en adéquation avec le contexte patrimonial et spatial du château.

Les éléments suivants ont plus particulièrement été relevés par le jury :

- > Les aménagements extérieurs rappellent le caractère défensif des douves. Deux nouveaux accès les relient directement à la cour du château, ouvrant ainsi au public de nouvelles possibilités de cheminer à travers le site et le château ;
- > La cour intérieure du château devient un espace urbain central depuis lequel l'entrée principale à l'administration est facilement identifiable par les utilisateurs ;
- > L'organisation des espaces situés au rez-de-chaussée, au niveau de la cour, affirme le caractère du château comme lieu culturel ouvert au public ;
- > L'intégration judicieuse de la nouvelle liaison verticale, composée d'un escalier et d'un ascenseur ;
- > La répartition appropriée du programme des locaux malgré le nombre assez limité d'ouvertures en façades ;
- > L'aménagement des combles, laissant des espaces dégagés dans les angles de la toiture, articulés par les petites tourelles.

La procédure de choix était anonyme, mais le projet retenu sera réalisé par un bureau expérimenté dans le domaine du patrimoine de l'Etat puisqu'il a déjà réalisé la rénovation de l'Hôtel cantonal.

Le 17 février 2022 suivant les recommandations du jury, les deux directions concernées confirmaient le choix du projet lauréat.

## 2.3 Programme des locaux

Le programme se distingue en quatre espaces principaux :

- > Les espaces d'accueil et espaces communs aux services de l'Etat (chapitre 2.3.1) ;
- > Les locaux administratifs des services de l'Etat (chapitre 2.3.2) ;
- > Les espaces culturels et touristiques (chapitre 2.3.3) ;
- > Les aménagements extérieurs (chapitre 2.3.4).

Les locaux administratifs comprennent les services de l'Etat suivants :

- > La Préfecture de la Gruyère ;
- > Le Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC) ;
- > Le Service de l'enfance et de la Jeunesse (SEJ) ;
- > Le Registre Foncier de la Gruyère (RFGGr).

### 2.3.1 Les espaces d'accueil et espaces communs aux services de l'Etat

Espaces d'accueil situés de plain-pied, en relation directe avec la cour du château :

Accueil centralisé, information	25 m <sup>2</sup>
Salle de réception et de conférences, caveau	85 m <sup>2</sup>
Groupe de WC publics	26 m <sup>2</sup>
<b>Total espaces d'accueil</b>	<b>136 m<sup>2</sup></b>

Espaces communs aux services de l'Etat destinés aux collaborateurs-trices des différents services et aux séances avec de grands nombres de personnes :

Salle de conférences 1 (16–20 personnes)	40 m2
Salle de conférences 2 (12–14 personnes)	30 m2
Cafétéria commune pour le personnel	40 m2
Vestiaire du personnel	30 m2
Sanitaires du personnel répartis dans le bâtiment	60 m2
Locaux matériel, économat répartis dans le bâtiment	30 m2
<b>Total espace communs</b>	<b>230 m2</b>

### 2.3.2 Les locaux administratifs des services de l'Etat

Préfecture de la Gruyère	360 m <sup>2</sup>
Service des affaires institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC), salle des mariages dans l'ancienne salle du tribunal comprise	380 m <sup>2</sup>
Service de l'Enfance et de la Jeunesse (SEJ)	160 m <sup>2</sup>
Registre Foncier de la Gruyère (RFGr)	385 m <sup>2</sup>
<b>Total locaux administratifs</b>	<b>1285 m<sup>2</sup></b>

Locaux de services pour l'ensemble des locaux	145 m <sup>2</sup>
---	--------------------

### 2.3.3 Les locaux culturels et touristiques

Salle de médiation culturelle	120 m <sup>2</sup>
Local d'exposition et de travail pour artistes	160 m <sup>2</sup>
Grande Tour et parcours touristique y compris abris de Défense Aérienne Passive (DAP), niveaux supérieurs et prisons historiques (surfaces existantes, inchangées)	488 m <sup>2</sup>
<b>Total locaux culturels et touristiques</b>	<b>768 m<sup>2</sup></b>

### 2.3.4 Les aménagements extérieurs (surfaces existantes à requalifier)

Cour du château	528 m <sup>2</sup>
Cour de la Grande Tour	50 m <sup>2</sup>
Douves – fossés du château	3235 m <sup>2</sup>
Espace pour tracteur	20 m <sup>2</sup>
Jardin du préfet : à conserver en l'état	
<b>Total aménagements extérieurs</b>	<b>3833 m<sup>2</sup></b>

## 3 Situation financière

Le projet lauréat du concours d'architecture doit être développé jusqu'au projet d'exécution détaillé et jusqu'au devis général dont le montant sera basé sur les offres remplies et remises par les soumissionnaires. Le montant des soumissions rentrées représentera environ 70 % du montant total des travaux, les 30 % restants étant chiffrés sur la base d'estimations de coûts précises.

L'adjudication définitive des différents CFC des soumissions rentrées sera établie sous condition de l'octroi du crédit d'engagement par le Grand Conseil.

### 3.1 Estimation des coûts

Le montant de l'opération au lancement du concours tablait sur 25,8 millions de francs (CFC 1 à 9). Dans le cadre du concours, le projet « Les Visiteurs » a été évalué par l'Institut pour l'économie et la construction selon la méthode du code de frais par élément. Cette estimation « stade concours » a pour but d'établir une expertise comparative des 8 projets. Le bureau IEC a estimé ce projet à 26,9 millions de francs (sans les CFC 3 (équipements d'exploitation) et 9 (ameublement et décoration)) et se situe dans la moyenne des coûts des 8 projets. Rapporté à l'ensemble des CFC, le projet « Les Visiteurs » a été estimé à 30 millions de francs en date du 26 janvier 2022. Cette estimation a été calculée selon l'hypothèse d'une transformation basée sur des benchmarks de bâtiments transformés du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans le cadre de la poursuite du projet, le Service des bâtiments a demandé au bureau lauréat une offre de prestations de même qu'une estimation du projet pour l'élaboration de la demande du crédit d'études. Les mandataires se sont basés sur les coûts et ratios en lien avec le projet de l'Hôtel cantonal, qu'ils ont également mené, ainsi que d'autres expériences de bâtiments construits entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle. Constatant une différence notable avec les estimations préliminaires, une analyse complémentaire a été demandée et suivie également par l'Institut pour l'économie et la construction.

Le bureau lauréat a mis en évidence plusieurs éléments complexes nécessitant une approche « sur mesure », « non répétitive », avec des accès difficiles impliquant de nombreuses installations provisoires, ceci sans compter les « découvertes » structurelles qui ne peuvent être identifiées avant les travaux de démolition. Il table également sur l'expérience acquise lors de la phase de chantier de l'Hôtel cantonal dont certaines structures ont dû faire l'objet d'importants renforcements.

Ces observations ont porté les coûts du projet (CFC 0 à 9) à 43 millions de francs répartis comme suit :

CFC	Objets	Château	Tour	Montant
0	Terrain	–	–	–
1	Travaux préparatoires	1 250 000	40 000	1 290 000
2	Bâtiments	26 200 000	4 245 000	30 445 000
3	Equipements d'exploitation	405 000	–	405 000
4	Aménagements extérieurs	605 000	–	605 000
5	Frais secondaires	1 550 000	180 000	1 730 000
583	Réserves risques chantier	3 000 000	600 000	3 600 000
9	Mobilier d'exploitation	1 675 000	–	1 675 000
0–9	Total HT			39 750 000
	TVA à 8,1 %			3 219 750
0–9	Total (net TTC)			42 969 750
<b>0–9</b>	<b>Total arrondi (net TTC)</b>			<b>43 000 000</b>

Cette estimation comprend toutes les interventions lourdes au niveau des charpentes, les renforcements des dalles et toutes les mesures AEAI et acoustiques.

Cette estimation ne comprend en revanche pas les mandats de spécialistes SNBS, de physicien du bâtiment, d'historien, de FM anticipatif, etc. ou encore les frais de surveillance (détection incendie provisoire).

A ce stade du projet, à savoir fin de la phase SIA 22, il en découle une estimation du coût du projet pouvant se situer entre 36 320 000 et 54 480 000 francs (taux d'approximation  $\pm 20$  %).

Le tableau ci-dessous présente une estimation globale du projet basée sur les connaissances actuelles, les ratios comparatifs, et incluant le coût du projet, les frais divers et le montant d'approximation. L'option relative au recrépissage des façades éventuel est notée à titre indicatif mais n'est pas ajoutée au total, considérant qu'au stade de l'avant-projet, il n'est pas encore certain si elle sera exigée.

<b>Estimation globale des coûts de l'opération (sans option)</b>		<b>Montant</b>
Projet	Coûts médians (CFC 0–9)	43 000 000
Spécialistes	Physicien, SNBS, FM anticipatif, historien, rest. d'art, spécialiste pierre naturelle, éclairagiste, etc.	600 000
Sécurité	Détection incendie prov. (ou frais de surveillance) <sup>1</sup>	100 000
Frais divers	Dépenses liées au concours	350 000
	Déménagements des services	350 000
	Œuvre artistique (RAC, art.33, soit 1 % du CFC 2)	300 000
	Publication	200 000
	Emoluments spécifiques	500 000
<i>Option</i>	<i>Recrépissage des façades 2 300 000</i>	–
Total intermédiaire (net TTC)		45 400 000
Taux d'approximation ±20 % (sur 45 400 000)		±9 080 000
<b>Coût inférieur estimé du projet</b>		<b>36 320 000</b>
<b>Coût supérieur estimé du projet</b>		<b>54 480 000</b>

Cette estimation ne tient pas compte d'éventuels aménagements pour des espaces de médiation, animations, etc. qui doivent encore faire l'objet d'une analyse de besoin avec les utilisateurs.

### 3.2 Comparaison des prix au m<sup>3</sup>

Le tableau ci-dessous offre une comparaison des prix au m<sup>3</sup> en lien avec différentes interventions sur des bâtiments patrimoniaux et permet de situer le projet d'assainissement du château de Bulle. A noter que cette comparaison ne porte que sur les CFC 1, 2 et 5.

<b>Bâtiment</b>	<b>Localisation</b>	<b>Affectation</b>	<b>Année de transformation</b>	<b>Volume</b>	<b>Coûts au m<sup>3</sup>, CFC 1, 2 et 5</b>
Château Saint-Maire	Lausanne	Administratif	Valeur 2018	17 400 m <sup>3</sup>	1 140 francs / m <sup>3</sup>
Château de Nyon	Nyon	Musée	Valeur 2018	12 300 m <sup>3</sup>	1 200 francs / m <sup>3</sup>
Château de l'Aile	Vevey	Hébergements	Valeur 2018	13 000 m <sup>3</sup>	1 600 francs / m <sup>3</sup>
Château de Grandson	Grandson	Musée	Valeur 2018	25 800 m <sup>3</sup>	820 francs / m <sup>3</sup>
Hôtel cantonal	Fribourg	Administratif	Valeur 2022	14 500 m <sup>3</sup>	1 583 francs / m <sup>3</sup>
Château de Bulle	Bulle	Administratif	Valeur 2024	25 700 m <sup>3</sup> *	1 407 francs / m <sup>3</sup>

\* Selon calcul du volume IEC et répartition dans les différents CFC

Par rapport aux projets réalisés de même affectation, le projet du Château de Bulle se situe au niveau du prix au m<sup>3</sup> dans la moyenne, malgré une inflation des coûts de l'ordre de 10 % par rapport aux périodes de comparaison.

### 3.3 Réduction à terme des charges locatives

Le tableau ci-dessous énumère les services de l'Etat de Fribourg qui sont actuellement en location et qui prendront place dans le Château de Bulle une fois transformé.

<sup>1</sup> Le bâtiment n'étant que partiellement équipé en détection incendie, un système provisoire est envisagé, ou éventuellement une surveillance par une entreprise spécialisée.

Service	Surface	Loyer	Charges	Montant
Registre foncier	326,1 m <sup>2</sup>	50 200	7 250	57 450
Office Etat civil de la Gruyère	188,0 m <sup>2</sup>	32 800	10 150	42 950
Service de l'Enfance et de la jeunesse	69,0 m <sup>2</sup>	18 100	3 620	21 720
<b>Total des locations annuelles actuelles, charges comprises (net TTC)</b>				<b>122 120</b>

### 3.4 Crédit d'études

La détermination du montant du crédit d'études s'articule en application des règles régissant l'OPIC. En effet, le crédit d'études doit pouvoir couvrir le 100 % des phases 31 à 33, ainsi que de permettre de couvrir les honoraires et frais permettant un retour d'au moins 70 % des soumissions de la phase SIA 41. En l'état, le crédit d'études permettra de couvrir l'entier de la phase SIA 41.

Selon l'OPIC, le crédit d'engagement pour la construction devra se baser sur un devis général consolidé à hauteur d'au moins 70 % d'appels d'offres rentrés. S'agissant d'un monument historique et afin d'élaborer des appels d'offres conformes à la réalité du bâti, il est donc aujourd'hui impératif de connaître l'état existant des structures du château et des aménagements.

Dans le cas du Château de Bulle, les démontages et sondages s'avèrent nécessaires pour connaître la position, les compositions et l'état des éléments suivants :

- > Les fondations et dallage au niveau du rez-de-chaussée ;
- > Les éléments porteurs et structurels ;
- > Les faux plafonds, parois et doublages ;
- > Les sous-couches des crépis comme les peintures anciennes, fresques, etc.

La Préfecture est hébergée au rez de chaussée, dans une aile du bâtiment où les inconnues en termes de statiques et de principes constructifs sont les plus nombreuses. Il est donc proposé de déménager la Préfecture pour ce projet, d'anticiper une part importante de démontages et de sondages afin de comprendre les enjeux constructifs et d'élaborer des appels d'offres conformément à la réalité du bâti.

La relocalisation de la Préfecture dans d'autres surfaces au 1<sup>er</sup> étage a également été envisagée. Toutefois, cette option ne permet pas de garantir la sécurité des voies de fuites pour le personnel utilisateur et le public, ni d'offrir un accès aux personnes à mobilité réduites selon les normes en vigueur. Les enjeux liés aux accès et à la sécurité, de même que les nuisances générées par un chantier de démontages et de démolitions, ne permettent donc pas d'envisager raisonnablement le maintien du fonctionnement de la Préfecture sur le site, tant dans la phase de sondages et démontages que dans la phase d'exécution.

A noter également qu'un gain de temps et d'efficacité pourra être réalisé si les locaux sont libres durant les travaux préliminaires pour éviter, grâce à la qualité des sondages réalisés, les « mauvaises surprises » qui se sont produites sur d'autres chantiers liés au patrimoine historique de l'Etat comme celui de la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) de Fribourg ou de l'Hôtel cantonal.

Pour rappel, dans le cas de l'Hôtel cantonal, il n'avait pas été possible de procéder aux sondages utiles à la vérification de l'état structurel de certaines parties du bâtiment en raison de l'utilisation de ce dernier jusqu'en décembre 2019 pour un début de chantier en janvier 2020. Le scénario avait été quasi similaire à la BCU où tous les sondages nécessaires n'avaient pas pu être réalisés au moment de l'établissement des coûts en raison de la poursuite des activités de l'institution.

Dans le cadre de la supervision de ces travaux par l'équipe de mandataires, une partie des honoraires est prise sur les phases SIA 51 et 52, qui d'ordinaire sont intégrés au crédit d'engagement. Cela permettra de consolider entièrement le crédit de construction, et non seulement à 70 % comme prévu par l'OPIC, afin d'éviter des « mauvaises surprises ».



A noter que les honoraires du mandat général respectivement le nombre d'heures est plafonné pour les prestations en lien avec la phase du crédit d'études. Il s'agit ici d'un nombre d'heures maximum, non-forfaitaire, qui doit permettre dans un premier temps la réalisation complète de la phase 1 d'un projet tenant compte d'un assainissement lourd et de transformations complexes. Le crédit d'études d'un montant total de 7 600 000 francs est donc réparti comme suit :

<b>Estimation du crédit d'études (valeurs arrondies)</b>	<b>Montant</b>
Mandataire général architectes– Phase 1, y compris frais accessoires	4 597 575 <sup>2</sup>
Mandataires et ingénieurs (hors mandat général), spécialistes	930 000 <sup>3</sup>
Travaux de sondages, démolitions et divers	1 650 000 <sup>4</sup>
Emoluments spécifiques et frais	415 000 <sup>5</sup>
Total crédit d'études (net TTC)	7 592 575
<b>Total crédit d'études arrondi (net TTC)</b>	<b>7 600 000</b>

### 3.5 Coûts liés au projet

De manière à mieux maîtriser la compréhension des infrastructures du château et comme dit précédemment, des sondages seront opérés en phase d'études. Le déménagement de la Préfecture qui occupe les lieux du sondage est donc obligatoire dans cette phase. Des coûts de relocalisation temporaire de la Préfecture et de la salle de mariage font également partie de l'opération immobilière. Les travaux d'aménagement et de location temporaires sont estimés à environ 1,8 millions de francs, font encore l'objet de négociations et discussions sur les avantages et inconvénients d'investir en tant qu'Etat dans des locaux en propriété de tiers. Ils seront intégrés au crédit d'engagement pour la construction.

## 4 Planning intentionnel

### Phase 1 (Etudes)

Avant-projet, enquête préalable et demande de permis de démolitions/démontages	Juillet 2024 – Décembre 2024
Travaux préparatoires et exécution partielle	Janvier 2025 – Août 2025
Projet de l'ouvrage	Janvier 2025 – Septembre 2025
Procédure demande d'autorisation de construire et appels d'offres	Octobre 2025 – Mars 2026
Décret du Grand Conseil sur crédit d'engagement	Juillet 2026 – Décembre 2026
Votation populaire	Janvier 2027 – Juin 2027

### Phase 2 (Réalisation)

Exécution de l'ouvrage, achèvement	Janvier 2028 – Septembre 2030
Mise en exploitation	Décembre 2030

<sup>2</sup> Ce montant comprend à la fois les honoraires supplémentaires pour la fonction du mandataire général, (dans ce cas-ci 1,5 % du total des honoraires), ainsi que les frais accessoires (4 % du total des honoraires mandat général). Ces taux se situent dans la moyenne des projets similaires tels que l'assainissement de l'Hôtel cantonal par exemple.

<sup>3</sup> Sont estimés dans ce montant : prestations mandataires tels qu'ingénieurs CVSE, paysagiste (550 000 francs) et prestations spécialistes telles que physicien des bâtiments, acousticien, géomètre, éclairagiste, etc. (380 000 francs).

<sup>4</sup> Sont estimés dans ce montant : sondages état existant, analyses et rapports (245 000 francs), les travaux d'entreprises pour les démolitions des cloisons, revêtements, installations existantes, étayages, etc. (870 000 francs), les relevés 3D (50 000 francs), les échantillons (50 000 francs), détection incendie provisoire/frais de surveillance (110 000 francs) et un divers et imprévus (325 000 francs).

<sup>5</sup> Sont estimés dans ce montant : émoluments pour procédures de demande d'autorisation, recours, indemnités, etc. (200 000 francs) et frais divers tels que tests spécifiques sur éléments à valeur patrimoniale (215 000 francs).

---

## 5 Conclusion

---

L'assainissement et la transformation du Château de Bulle répondent à une nécessité reconnue par les autorités et s'inscrivent parfaitement dans la stratégie immobilière cantonale. Ces travaux permettront le regroupement de différents services de l'Etat dans un même bâtiment et redonneront au Château de Bulle sa valeur patrimoniale et emblématique au milieu de la ville, tout en devenant plus ouvert et accessible au public.

Des études et des travaux préparatoires doivent aujourd'hui être entreprises afin de présenter ultérieurement un projet de décret pour la transformation projetée. A cet effet, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit d'études de 7 600 000 francs.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est conforme au droit fédéral et européen.

Ce décret est soumis au référendum financier facultatif, s'agissant d'un crédit d'études d'importance cantonale.

### Annexe

---

Présentation projet lauréat



## Botschaft 2023-DIME-330

14. Mai 2024

### Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle

*Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle vor. Der Studienkredit beläuft sich auf 7 600 000 Franken. Dieser Betrag umfasst auch die für die Studien erforderlichen Vorarbeiten.*

### Inhaltsverzeichnis

<b>1</b>	<b>Hintergrund</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Projekt</b>	<b>3</b>
<b>2.1</b>	<b>Bedarfsstudien und Ziele</b>	<b>3</b>
<b>2.2</b>	<b>Architekturwettbewerb im selektiven Verfahren</b>	<b>3</b>
<b>2.3</b>	<b>Raumprogramm</b>	<b>4</b>
2.3.1	Empfangsbereiche und Gemeinschaftsbereiche für die Ämter des Staats	4
2.3.2	Verwaltungsräume der Ämter des Staats	5
2.3.3	Räume für Kultur und Tourismus	5
2.3.4	Aussenanlagen (bestehende Flächen, die neu gestaltet werden müssen)	5
<b>3</b>	<b>Finanzielle Situation</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Kostenschätzung</b>	<b>6</b>
<b>3.2</b>	<b>Vergleich der Quadratmeterpreise</b>	<b>7</b>
<b>3.3</b>	<b>Langfristige Senkung der Mietkosten</b>	<b>7</b>
<b>3.4</b>	<b>Studienkredit</b>	<b>8</b>
<b>3.5</b>	<b>Projektbezogene Kosten</b>	<b>9</b>
<b>4</b>	<b>Vorläufige Planung</b>	<b>9</b>
<b>5</b>	<b>Schlussfolgerung</b>	<b>10</b>

---

# 1 Hintergrund

---

Das Schloss ist das Herzstück des Stadtzentrums von Bulle in der Verlängerung des Marktplatzes. Es ist zudem ein aussergewöhnliches Freiburger Kulturgut. Es wurde Ende des 13. Jahrhunderts im Auftrag der katholischen Bischöfe von Lausanne erbaut und im Laufe der Jahrhunderte aufgrund der verschiedenen Eigentümer, der gesellschaftlichen Entwicklungen und der Veränderungen des politischen Kontexts immer wieder umgestaltet.

Heute belegen nur noch das Oberamt des Greyerzbezirks und das Trauungslokal des Zivilstandsamts die Räumlichkeiten, sodass grosse Flächen leer stehen. Der Staatsrat möchte dort andere staatliche Ämter unterbringen und das Schloss in grösserem Umfang der Öffentlichkeit zugänglich machen, indem er kulturelle Räume und neue Zugänge zum Innenhof einrichtet, damit das Schloss zu einem echten urbanen Raum wird.

Die geplanten Arbeiten sollen auch dazu dienen, den hohen baukulturellen Wert des Gebäudes wiederherzustellen. Das Schloss wurde nämlich im Laufe der Zeit zahlreichen Umbauten und Veränderungen unterzogen, die angesichts seiner Bedeutung wenig kohärent waren.

Mit dem nun geplanten Umbau verfolgt der Bauherr das Ziel, das Schloss aus baukultureller und sozialer Sicht sowie mit einer vielfältigen Nutzung in Wert zu setzen, indem ein Ort von hoher architektonischer Qualität geschaffen wird, der bewohnt, lebendig, nüchtern, wirtschaftlich und respektvoll gegenüber dem mittelalterlichen Erbe ist. Beim Umbau kommt ein nachhaltiger Ansatz zum Tragen. So ist bereits in der Vorprojektphase ein Mandat zur Begleitung der Planer durch eine SNBS-Fachperson (Standard Nachhaltiges Bauen Schweiz) vorgesehen.

Das Umbauprojekt fügt sich vollständig in die vom Staatsrat verabschiedete Immobilienstrategie 2022–2035 ein. Dies zeigt sich auf mehreren Ebenen.

Eine der strategischen Achsen dieser Strategie besteht darin, die Ämter nach Möglichkeit im Gebäude unterzubringen, die dem Staat gehören. In der genannten Strategie hat sich der Staat ferner verpflichtet, dauerhaft Anstrengungen für seine Immobilien zu unternehmen, um den Fortbestand, ihren Wert und die fortlaufende Anpassung an die Bedürfnisse zu gewährleisten (siehe Antwort des Staatsrats auf das Postulat 2017-GC-169 der Grossräte Jean-Pierre Doutaz und Raoul Girard zum historischen Erbe im Besitz des Kantons Freiburg).

In der kantonalen Immobilienstrategie ist eine Reihe von Zielen festgelegt, die das Projekt des Schlosses Bulle perfekt erfüllt. Dazu gehören insbesondere die folgenden Ziele:

- > Leitung und Koordinierung der punktuellen Projekte auf eine Weise, die den Wert der Gesamtheit steigert;
- > Schaffung eines wirtschaftlichen, touristischen, kulturellen und denkmalpflegerischen Mehrwerts im öffentlichen Interesse dank dieser Koordination;
- > Bewahrung, Aufwertung und Bekanntmachung der Baudenkmäler.

All diese Ziele werden mit diesen Arbeiten erreicht werden. Das Schloss Bulle wird auch als Pilotprojekt und Best-Practice-Beispiel für die Renovierung der anderen Vogteischlösser in Staatsbesitz dienen: das Schloss Chenaux in Estavayer-le-Lac, das Schloss Murten und das Schloss Romont (das Schloss Châtel-Saint-Denis wurde bereits umgebaut, und das Schloss Gruyères wird weiterhin dem Tourismus gewidmet sein). Die Entwicklung spezifischer Kompetenzen für die Sanierung des historischen Bestands ist ebenfalls Teil der Ziele der kantonalen Immobilienstrategie.

---

## 2 Projekt

### 2.1 Bedarfsstudien und Ziele

Das vom Steuerungsausschuss validierte Pflichtenheft wurde unter anderem mit dem Ziel erarbeitet, das Schloss Bulle so auszubauen, dass mehrere Ämter des Staats Freiburg – das Oberamt des Greyerzbezirks, das Greyerzer Zivilstandswesen (Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen), das Jugendamt und das Grundbuchamt des Greyerzbezirks – die Räumlichkeiten nutzen können.

Die mit dem Projekt beauftragte Arbeitsgruppe berücksichtigte die Bedürfnisse der einzelnen Ämter und suchte nach Möglichkeiten, bestimmte Räume gemeinsam zu nutzen, zum Beispiel den Empfang, die Konferenzräume oder die Cafeteria. Auch der Wille, Räume zu integrieren, die bei kulturellen Veranstaltungen oder im Zusammenhang mit der Kulturvermittlung des Musée gruérien öffentlich zugänglich sind, wurde in die Überlegungen und Vorstudien einbezogen. Schliesslich soll der bestehende touristische Rundgang im Hauptverlies und in den ehemaligen mobilen Holzgefängnissen beibehalten werden.

Zwischen 2018 und 2021 wurden Vorstudien, Erhebungen, eine Sondierungskampagne und eine Machbarkeitsstudie durchgeführt, um den Zustand des Gebäudes und sein Umbaupotenzial zu beurteilen. Der Steuerungsausschuss prüfte auch die Machbarkeit der geographischen Zusammenlegung verschiedener kantonaler Ämter im Schloss und kam zum Schluss, dass die Flächen des geplanten Raumprogramms in das Gebäude integriert werden können, ohne das bestehende Bauvolumen zu vergrössern. So konnte ein vollständiges und detailliertes Raumprogramm entwickelt und von der Arbeitsgruppe validiert werden, was die Festlegung eines präzisen Pflichtenhefts ermöglichte.

Auch wenn es sich zum jetzigen Zeitpunkt um punktuelle Sondierungen und technische Hypothesen handelt, wurden verschiedene Analysen und Studien durchgeführt, um den bestehenden Zustand des Gebäudes besser einschätzen zu können:

- > Planaufnahmen durch einen Architekten und einen Geometer;
- > Erfassung der bildnerischen Elemente;
- > Gesamtanalyse der Tragwerke, Zusammenfassung und Empfehlungen;
- > Auditbericht und Bericht über den bestehenden Zustand der HLKS-Anlagen;
- > Analyse des Potenzials zur Überprüfung der Umsetzung des Raumprogramms.

Daneben wurden die verschiedenen Anforderungen für das Projekt festgelegt:

- > Schutz des Kulturgutes, angesichts des emblematischen Charakters des Schlosses inmitten der Altstadt von Bulle sowie seiner aussergewöhnlichen historischen Bausubstanz;
- > vollständige Sanierung der bestehenden technischen Anlagen, um den heutigen Energie- und Sicherheitsanforderungen zu entsprechen. Diese Anlagen werden ebenfalls in einer Weise konzipiert, die in Bezug auf den baukulturellen Wert des Gebäudes verhältnismässig ist und gleichzeitig einen Nutzungskomfort und eine Sicherheit bietet, die den aktuellen Standards entsprechen;
- > Verbesserung der vertikalen Erschliessung, namentlich mit dem Einbau eines Lifts, um das gesamte Gebäude für Menschen mit eingeschränkter Mobilität zugänglich zu machen.

### 2.2 Architekturwettbewerb im selektiven Verfahren

Diese verschiedenen Überlegungen und Analysen führten zur Entscheidung, einen Projektwettbewerb im selektiven Verfahren auf der Grundlage der SIA-Ordnung 142 mit einem Auswahlverfahren in nicht anonymer Form zu veranstalten.

Es wurde ein Beurteilungsgremium aus professionellen und nicht professionellen Mitgliedern sowie beratenden Fachleuten gebildet, um in einer ersten Phase die eingereichten Bewerbungsunterlagen und in einer zweiten Phase die eingereichten Projekte zu beurteilen.

---

Das nicht anonyme Auswahlverfahren begann am 7. Mai 2021. Aus 38 eingereichten Bewerbungen wurden im Rahmen des Verfahrens 8 multidisziplinäre Teams ausgewählt, darunter 2 junge Teams. Die 8 ausgewählten Teams reichten ihre Projekte ein, die nach einer Überprüfung ohne Ausnahme für das weitere Verfahren zugelassen werden konnten.

Am 26. Januar 2022 empfahl die Jury dem Bauherrn einstimmig, das Mandat für die Fortsetzung der Studien an das Team unter der Leitung des Büros Aeby Aumann Emery Architekten mit folgenden Planern zu vergeben: OCSA architectes in Bulle (Bauleitung), AIC in Lausanne (Bauingenieur) und Joseph Piller in Givisiez (Brandschutz).

Das Siegerprojekt «Les Visiteurs» zeichnet sich durch eine funktionale und effiziente Organisation aus und integriert neuen Nutzungen mit Feingefühl und auf kohärente Weise in die Räume von hoher historischer und räumlicher Qualität des Schlosses Bulle.

Die folgenden Elemente wurden von der Jury besonders hervorgehoben:

- > Die Aussenanlagen erinnern daran, dass die Gräben einst der Verteidigung dienten. Zwei neue Zugänge verbinden sie direkt mit dem Hof und bieten dem Publikum neue Möglichkeiten, durch das Gelände und das Schloss zu wandern.
- > Der Innenhof des Schlosses wird zu einem zentralen städtischen Raum, von dem aus der Haupteingang zur Verwaltung leicht zu erkennen ist.
- > Die Organisation der Räume im Erdgeschoss auf der Ebene des Hofes bekräftigt den Charakter des Schlosses als offene Kulturstätte.
- > Die neuen vertikalen Erschliessung, bestehend aus einer Treppe und einem Lift, wurden zweckmässig integriert.
- > Es wurde trotz der recht geringen Anzahl an Fassadenöffnungen eine angemessene Verteilung des Raumprogramms gefunden.
- > Mit dem Ausbau des Dachbodens entstehen in den Ecken des Daches freie Räume, die durch die Türmchen gegliedert werden.

Der eigentliche Wettbewerb war dann anonym, doch ergab sich, dass das ausgewählte Projekt von einem Büro durchgeführt wird, das Erfahrung bei der Sanierung und dem Umbau historischer Gebäude in staatlichem Besitz hat, verwirklichte es doch die Renovierung des Rathauses in Freiburg.

Am 17. Februar 2022 bestätigten die beiden betroffenen Direktionen auf Empfehlung der Jury die Wahl des Siegerprojekts.

## **2.3 Raumprogramm**

Das Raumprogramm sieht vier Hauptbereiche vor:

- > Empfangsbereiche und Gemeinschaftsbereiche für die Ämter des Staats (Punkt 2.3.1);
- > Verwaltungsräume der Ämter des Staats (Punkt 2.3.2);
- > Räume für Kultur und Tourismus (Punkt 2.3.3);
- > Aussenanlagen (Punkt 2.3.4).

Die Verwaltungsräume sind für die folgenden staatlichen Stellen geplant:

- > Oberamt des Greyerzbezirks;
- > Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen (IAEZA);
- > Jugendamt (JA);
- > Grundbuchamt des Greyerzbezirks (RFGr).

### **2.3.1 Empfangsbereiche und Gemeinschaftsbereiche für die Ämter des Staats**

Empfangsbereiche im Erdgeschoss, die direkt mit dem Hof verbunden sind:

Zentraler Empfang, Information	25 m <sup>2</sup>
Empfangs- und Konferenzsaal, Gewölbe	85 m <sup>2</sup>
Öffentliche WCs	26 m <sup>2</sup>
<b>Gesamtfläche Empfangsbereiche</b>	<b>136 m<sup>2</sup></b>

Gemeinschaftsbereiche für die Angestellten der verschiedenen Ämter und grosse Konferenzräume:

Konferenzraum 1 (für 16–20 Personen)	40 m <sup>2</sup>
Konferenzraum 2 (für 12–14 Personen)	30 m <sup>2</sup>
Gemeinsame Cafeteria für die Angestellten	40 m <sup>2</sup>
Garderobe für die Angestellten	30 m <sup>2</sup>
Sanitäranlagen für die Angestellten, im Gebäude verteilt	60 m <sup>2</sup>
Materialräume und Economat, im Gebäude verteilt	30 m <sup>2</sup>
<b>Gesamtfläche Gemeinschaftsbereiche</b>	<b>230 m<sup>2</sup></b>

### 2.3.2 Verwaltungsräume der Ämter des Staats

Oberamt des Greyerzbezirks	360 m <sup>2</sup>
Amt für institutionelle Angelegenheiten, Einbürgerungen und Zivilstandswesen (IAEZA), einschliesslich Trauungslokal im ehemaligen Gerichtssaal	380 m <sup>2</sup>
Jugendamt (JA)	160 m <sup>2</sup>
Grundbuchamt des Greyerzbezirks (RFG)	385 m <sup>2</sup>
<b>Gesamtfläche Verwaltungsräume</b>	<b>1285 m<sup>2</sup></b>

Betriebsräume für alle Räumlichkeiten	145 m <sup>2</sup>
---------------------------------------	--------------------

### 2.3.3 Räume für Kultur und Tourismus

Raum für Kulturvermittlung	120 m <sup>2</sup>
Ausstellungs- und Arbeitsraum für Künstlerinnen und Künstler	160 m <sup>2</sup>
Grosser Turm, Rundgang für Touristen inkl. passiver Luftschutz, obere Ebenen und historische Gefängnisse (bestehende Flächen, unverändert)	488 m <sup>2</sup>
<b>Gesamtfläche für Kultur und Tourismus</b>	<b>768 m<sup>2</sup></b>

### 2.3.4 Aussenanlagen (bestehende Flächen, die neu gestaltet werden müssen)

Schlosshof	528 m <sup>2</sup>
Hof des grossen Turms	50 m <sup>2</sup>
Wassergraben – Gräben	3235 m <sup>2</sup>
Platz für Traktor	20 m <sup>2</sup>
Jardin du Préfet: in seiner jetzigen Form zu erhalten	
<b>Gesamtfläche Aussenanlagen</b>	<b>3833 m<sup>2</sup></b>

## 3 Finanzielle Situation

Das Siegerprojekt des Architekturwettbewerbs muss bis zum detaillierten Ausführungsprojekt und Kostenvoranschlag mit den Angeboten der Anbieter als Grundlage weiterentwickelt werden. Der Betrag der eingegangenen Angebote wird etwa 70 % der Gesamtsumme der Arbeiten ausmachen, die restlichen 30 % werden auf der Grundlage genauer Kostenschätzungen beziffert werden.

Die endgültige Vergabe der verschiedenen BKP der eingegangenen Angebote erfolgt unter der Bedingung, dass der Grosse Rat den Verpflichtungskredit bewilligt.

### 3.1 Kostenschätzung

Bei der Lancierung des Wettbewerbs war man von 25,8 Millionen Franken ausgegangen (BKP 1 bis 9). Im Rahmen des Wettbewerbs wurde das Projekt «Les Visiteurs» vom Büro Institut pour l'Economie et la Construction SA (IEC) nach der Methode der Elementkostengliederung geschätzt. Diese Schätzung im Wettbewerbsstadium hat zum Ziel, ein vergleichendes Gutachten für die 8 Projekte zu erstellen. IEC schätzte das Siegerprojekt auf 26,9 Millionen Franken (ohne die BKP 3 «Betriebseinrichtungen» und 9 «Ausstattung»), das damit im Mittelfeld der 8 eingereichten Projekte lag. Unter Einbezug aller BKP wurde das Projekt «Les Visiteurs» am 26. Januar 2022 auf 30 Millionen Franken geschätzt. Diese Schätzung wurde unter der Annahme eines Umbaus berechnet, der auf Benchmarks von Umbauten aus dem 19. Jahrhundert basiert.

Im Rahmen der Weiterführung des Projekts forderte das Hochbauamt vom Preisträger ein Leistungsangebot sowie eine Schätzung für die Ausarbeitung des Studienkreditgesuchs an. Der Preisträger stützte sich auf die Kosten und Kennzahlen im Zusammenhang mit dem Projekt des Rathauses, das ebenfalls er durchgeführt hatte, sowie auf Erfahrungen mit Gebäuden aus dem 15. bis 18. Jahrhundert. Weil die Differenz zu den vorläufigen Schätzungen gross war, wurde eine zusätzliche Analyse in Auftrag gegeben, die von IEC begleitet wurde.

Der Preisträger hat mehrere komplexe Elemente hervorgehoben, die einen massgeschneiderten, einmaligen Ansatz erfordern, mit schwierigen Zugängen, zahlreichen provisorischen Installationen und möglichen strukturellen Überraschungen, die vor den Abbrucharbeiten nicht identifiziert werden können. Er stützte sich auch auf die Erfahrungen aus der Renovierung des Rathauses, wo einige Strukturen erheblich verstärkt werden mussten.

Aufgrund dieser Beobachtungen wurden die Projektkosten (BKP 0 bis 9) auf 43 Millionen Franken erhöht. Dieser Betrag kann wie folgt aufgeschlüsselt werden:

BKP	Gegenstand	Schloss	Turm	Betrag
0	Grundstück	–	–	–
1	Vorbereitungsarbeiten	1 250 000	40 000	1 290 000
2	Gebäude	26 200 000	4 245 000	30 445 000
3	Betriebseinrichtungen	405 000	–	405 000
4	Umgebung	605 000	–	605 000
5	Baunebenkosten	1 550 000	180 000	1 730 000
583	Reserven Baustellenrisiken	3 000 000	600 000	3 600 000
9	Möbel	1 675 000	–	1 675 000
0–9	Total exkl. MWST			39 750 000
	MWST (8,1 %)			3 219 750
0–9	Total (netto inkl. MWST)			42 969 750
<b>0–9</b>	<b>Gerundet (netto inkl. MWST)</b>			<b>43 000 000</b>

Diese Schätzung umfasst alle schweren Eingriffe im Bereich der Dachstühle, die Verstärkung der Decken und alle Brandschutz- und Akustikmassnahmen.

Nicht in dieser Schätzung enthalten sind hingegen die Mandate in den Bereichen SNBS, Bauphysik, Geschichte, vorausschauendes Facility Management usw., ebenso wenig die Kosten für die Überwachung (provisorische Brandmeldeanlage).

In diesem Stadium des Projekts, d. h. am Ende der SIA-Teilphase 22, ergibt dies eine Schätzung der Projektkosten, die zwischen 36 320 000 und 54 480 000 Franken liegt (Genauigkeit von  $\pm 20\%$ ).

Die folgende Tabelle zeigt eine Schätzung der Gesamtkosten für das Projekt, die auf dem aktuellen Wissensstand und vergleichenden Kennzahlen basiert und die Projektkosten, diverse Kosten und den Näherungsbetrag umfasst. Die



Option einer möglichen Neuverputzung der Fassade ist als Hinweis vermerkt, wird aber nicht zur Gesamtsumme hinzugefügt, da zum Zeitpunkt der Vorstudien noch nicht feststeht, ob sie nötig sein wird.

<b>Gesamtkostenschätzung (ohne Option)</b>		<b>Betrag</b>
Projekt	Mediane Kosten (BKP 0–9)	43 000 000
Fachpersonen	Bauphysik, SNBS, vorausschauendes FM, Geschichte, Kunstrestauration, Naturstein, Beleuchtung usw.	600 000
Sicherheit	Provisorische Brandmeldeanlage (oder Kosten für die Überwachung) <sup>1</sup>	100 000
Verschiedenes	Ausgaben für den Wettbewerb	350 000
	Umzug der Ämter	350 000
	Kunst am Bau (Art. 33 KAR, 1 % von BKP 2)	300 000
	Publikation	200 000
	Spezifische Gebühren	500 000
<i>Option</i>	<i>Neuverputzung der Fassaden 2 300 000</i>	–
Zwischentotal (netto inkl. MWST)		45 400 000
Genauigkeit ±20 % (von 45 400 000 Franken)		±9 080 000
<b>Untere Grenze der geschätzten Projektkosten</b>		<b>36 320 000</b>
<b>Obere Grenze der geschätzten Projektkosten</b>		<b>54 480 000</b>

Diese Schätzung berücksichtigt nicht die mögliche Einrichtung von Räumen für Mediation, Animationen usw., die noch Gegenstand einer Bedarfsanalyse sein muss.

### 3.2 Vergleich der Quadratmeterpreise

Die untenstehende Tabelle bietet einen Vergleich der Preise pro m<sup>3</sup> im Zusammenhang mit verschiedenen Eingriffen in denkmalgeschützten Gebäuden und ermöglicht es, das Sanierungsprojekt des Schlosses Bulle einzuordnen, wobei zu beachten ist, dass sich dieser Vergleich nur auf die BKP 1, 2 und 5 bezieht.

Gebäude	Ort	Nutzung	Jahr des Umbaus	Volumen	Kosten pro m <sup>3</sup> , BKP 1, 2 und 5
Schloss Saint-Maire	Lausanne	Verwaltung	Wert 2018	17 400 m <sup>3</sup>	1 140 Franken/m <sup>3</sup>
Schloss Nyon	Nyon	Museum	Wert 2018	12 300 m <sup>3</sup>	1 200 Franken/m <sup>3</sup>
Schloss Aile	Vevey	Wohnen	Wert 2018	13 000 m <sup>3</sup>	1 600 Franken/m <sup>3</sup>
Schloss Grandson	Grandson	Museum	Wert 2018	25 800 m <sup>3</sup>	820 Franken/m <sup>3</sup>
Rathaus	Freiburg	Verwaltung	Wert 2022	14 500 m <sup>3</sup>	1 583 Franken/m <sup>3</sup>
Schloss Bulle	Bulle	Verwaltung	Wert 2024	25 700 m <sup>3*</sup>	1 407 Franken/m <sup>3</sup>

\* Gemäss Berechnung des Volumens durch IEC und Verteilung auf die BKP

Im Vergleich zu realisierten Projekten mit gleicher Zweckbestimmung liegt das Projekt für das Schloss Bulle beim Preis pro m<sup>3</sup> im Mittelfeld, trotz einer Kostensteigerung von rund 10 % gegenüber den Vergleichszeiträumen.

### 3.3 Langfristige Senkung der Mietkosten

In der untenstehenden Tabelle sind die Ämter des Staats Freiburg aufgelistet, die derzeit in gemieteten Räumlichkeiten untergebracht sind und nach dem Umbau ins Schloss Bulle umziehen werden.

<sup>1</sup> Da das Gebäude nur teilweise mit einer Brandmeldeanlage ausgestattet ist, wird ein provisorisches System in Betracht gezogen, oder eventuell eine Überwachung durch ein spezialisiertes Unternehmen.

Amt	Fläche	Miete	Ausgaben	Betrag
Grundbuchamt	326,1 m <sup>2</sup>	50 200	7 250	57 450
Zivilstandsamt Greyerzbezirk	188,0 m <sup>2</sup>	32 800	10 150	42 950
Jugendamt	69,0 m <sup>2</sup>	18 100	3 620	21 720
<b>Total Jahresmieten, inkl. Nebenkosten (netto inkl. MWST)</b>				<b>122 120</b>

### 3.4 Studienkredit

Die Bestimmung der Höhe des Studienkredits erfolgt gemäss Verordnung über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates (ImmoV). So muss der Studienkredit 100 % der SIA-Teilphasen 31 bis 33 sowie mindestens 70 % der SIA-Teilphase 41 abdecken. In der vorliegenden Form wird der Studienkredit die gesamte Phase SIA 41 abdecken können.

Gemäss ImmoV wird der Verpflichtungskredit für den Bau auf einem konsolidierten Kostenvoranschlag basieren müssen, wobei die zugrunde liegenden eingegangenen Angebote mindestens 70 % der SIA-Leistungen abdecken müssen. Da es sich um ein historisches Monument handelt und um Ausschreibungen, die der Realität der Bausubstanz entsprechen, vorbereiten zu können, ist es unabdingbar, den strukturellen Zustand des Schlosses und der Ausstattungen zu kennen.

Im Fall des Schlosses von Bulle erweisen sich Demontagen und Sondierungen als notwendig, um Position, Zusammensetzung und Zustand der folgenden Elemente zu ermitteln:

- > Fundamente und Bodenplatte im Erdgeschoss;
- > Tragwerke und strukturelle Elemente;
- > Zwischendecken, Wände und Auskleidungen;
- > Schichten unter dem Putz wie alte Gemälde, Fresken usw.

Das Oberamt ist im Erdgeschoss untergebracht, in einem Flügel des Gebäudes, in dem die Unsicherheiten in Bezug auf Statik und Konstruktionsprinzipien am grössten sind. Es wird daher vorgeschlagen, das Oberamt für dieses Projekt umzuziehen und einen grossen Teil der Demontagen und Sondierungen vorwegzunehmen, um die baulichen Herausforderungen zu verstehen und Ausschreibungen zu erstellen, die der Realität der Bausubstanz entsprechen.

Auch die Verlegung des Oberamts in andere Räumlichkeiten im ersten Stock wurde in Betracht gezogen. Diese Option ermöglicht es jedoch nicht, die Sicherheit der Fluchtwege für die Angestellten und die Öffentlichkeit zu gewährleisten oder einen Zugang für Personen mit eingeschränkter Mobilität gemäss den geltenden Normen zu bieten. Die Herausforderungen im Zusammenhang mit den Zugängen und der Sicherheit sowie die durch eine Demontage- und Abrissbaustelle verursachten Belästigungen lassen es nicht zu, den Betrieb des Oberamts an diesem Standort in vernünftiger Weise aufrechtzuerhalten, und zwar sowohl in der Phase der Sondierungen und Demontagen als auch der Realisierung.

Zu beachten ist auch, dass ein Zeit- und Effizienzgewinn erzielt werden kann, wenn die Räumlichkeiten während der Vorarbeiten frei sind, um dank der Qualität der durchgeführten Sondierungen Überraschungen zu vermeiden, die bei anderen Baustellen im Zusammenhang mit dem historischen Bauerbe des Staates wie der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) oder dem Rathaus aufgetreten sind.

Zur Erinnerung: Beim Rathaus war es aufgrund der Nutzung des Gebäudes bis Dezember 2019 bei einem Baubeginn im Januar 2020 nicht möglich gewesen, die für die Überprüfung des strukturellen Zustands bestimmter Gebäudeteile notwendigen Sondierungen durchzuführen. Ein vergleichbares Szenario ergab sich bei der KUB, wo zum Zeitpunkt der Kostenermittlung nicht alle notwendigen Sondierungen durchgeführt werden konnten, weil die Bibliothek ihre Aktivitäten fortsetzte.

Im Rahmen der Aufsicht über diese Arbeiten durch das Planerteam wird ein Teil der Honorare aus den Phasen SIA 51 und 52 genommen, die normalerweise Teil des Verpflichtungskredits sind. Dadurch kann der Baukredit, um Überraschungen zu vermeiden, nicht nur zu 70 %, wie von der ImmoV verlangt, sondern zu 100 % konsolidiert werden.

Das Honorar des Generalplaners bzw. die Stundenzahl für die Leistungen im Zusammenhang mit der Phase des Studienkredits ist nach oben begrenzt. Es handelt sich hierbei um eine maximale Stundenzahl (keine Pauschale), die zuerst die vollständige Durchführung der Phase 1 eines Projekts unter Berücksichtigung einer umfangreichen Sanierung und komplexer Umbauten ermöglichen soll. Der Studienkredit in Höhe von insgesamt 7 600 000 Franken setzt sich wie folgt zusammen:

<b>Schätzung Studienkredit (gerundet)</b>	<b>Betrag</b>
Generalunternehmer Architekten – Phase 1, inkl. Nebenkosten	4 597 575 <sup>2</sup>
Planer und Ingenieure (ohne Generalplanung) und Spezialisten	930 000 <sup>3</sup>
Sondierungs-, Abriss- und sonstige Arbeiten	1 650 000 <sup>4</sup>
Spezifische Gebühren und Kosten	415 000 <sup>5</sup>
Total Studienkredit (netto inkl. MWST)	7 592 575
<b>Studienkredit gerundet (netto inkl. MWST)</b>	<b>7 600 000</b>

### 3.5 Projektbezogene Kosten

Um die Infrastruktur des Schlosses besser zu verstehen, sollen, wie bereits erwähnt, in der Studienphase Sondierungen durchgeführt werden. Der Umzug des Oberamts, das sich in den Räumlichkeiten befindet, wo die Sondierungen vorgesehen sind, ist in dieser Phase somit unumgänglich. Die Kosten für den vorübergehenden Umzug des Oberamts und des Trauungslokals (Kosten für Einrichtung und Mietzins) sind somit ebenfalls Teil der Operation. Die Kosten sind noch Gegenstand von Verhandlungen, werden aber im Moment auf rund 1,8 Millionen Franken geschätzt und sind noch Gegenstand von Verhandlungen und Diskussionen über die Vor- und Nachteile, als Staat in Räumlichkeiten zu investieren, die sich im Eigentum Dritter befinden. Sie werden in den Verpflichtungskredit für den Bau integriert werden.

## 4 Vorläufige Planung

### Phase 1 (Studien)

Vorstudien, Voruntersuchung und Bewilligungsgesuch für Abbruch/Demontage	Juli bis Dezember 2024
Vorbereitende Arbeiten und teilweise Ausführung	Januar bis August 2025
Bauprojekt	Januar 2025 bis September 2025
Baubewilligungsverfahren und Ausschreibungen	Oktober 2025 bis März 2026
Dekret des Grossen Rats für Verpflichtungskredit	Juli bis Dezember 2026
Volksabstimmung	Januar bis Juni 2027

### Phase 2 (Realisierung)

Ausführung, Beendigung	Januar 2028 bis September 2030
Inbetriebnahme	Dezember 2030

<sup>2</sup> Dieser Betrag umfasst sowohl das zusätzliche Honorar für die Funktion des Generalplaners (in diesem Fall 1,5 % des Gesamthonorars) als auch die Nebenkosten (4 % des Gesamtbetrags des Gesamthonorars). Diese Prozentsätze liegen im Durchschnitt ähnlicher Projekte wie z. B. der Sanierung des Rathauses.

<sup>3</sup> In diesem Betrag sind veranschlagt: Leistungen von Planern (HLKS, Landschaft – 550 000 Franken) und Leistungen von anderen Fachpersonen (Bauphysik, Akustik, Vermessung, Beleuchtung usw. – 380 000 Franken).

<sup>4</sup> In diesem Betrag sind enthalten: Sondierungen des bestehenden Zustands, Analysen und Berichte (245 000 Franken), Arbeiten von Unternehmen für den Abriss von Trennwänden, Verkleidungen, bestehenden Installationen, Abstützungen usw. (870 000 Franken), 3D-Vermessungen (50 000 Franken), Proben (50 000 Franken), provisorische Brandmelde-/Überwachungskosten (110 000 Franken) sowie Verschiedenes und Unvorhergesehenes (325 000 Franken).

<sup>5</sup> In diesem Betrag sind enthalten: Gebühren für Bewilligungsverfahren, Beschwerden, Entschädigungen usw. (200 000 Franken) und verschiedene Kosten wie spezifische Tests von baukulturell wertvollen Elementen (215 000 Franken).

---

## 5 Schlussfolgerung

---

Die Sanierung und der Umbau des Schlosses Bulle entsprechen einer von den Behörden anerkannten Notwendigkeit und fügen sich nahtlos in die kantonale Immobilienstrategie ein. Diese Arbeiten werden die Zusammenlegung verschiedener staatlicher Ämter in einem einzigen Gebäude ermöglichen und dem Schloss Bulle seinen baukulturellen und symbolischen Wert im Herzen der Stadt zurückgeben, während es gleichzeitig offener und für die Öffentlichkeit zugänglicher wird.

Gegenwärtig müssen Studien und Vorbereitungsarbeiten durchgeführt werden, um zu einem späteren Zeitpunkt einen Dekretsentwurf für den geplanten Umbau vorlegen zu können. Zu diesem Zweck beantragt der Staatsrat beim Grossen Rat die Gewährung eines Studienkredits von 7 600 000 Franken.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit Bundes- und den europäischen Recht.

Dieses Dekret unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum, weil es sich um einen Studienkredit von kantonaler Bedeutung handelt.

### Anhang

---

Das Siegerprojekt (nur auf Französisch)



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Service des bâtiments SBat  
Hochbauamt HBA

---

# Transformation & assainissement du Château de Bulle

---

*Projet « LES VISITEURS »*

# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »

Architecte	<b>AEBY AUMANN EMERY ARCHITECTES</b> Fribourg
Ingénieur civil	<b>AIC Ingénieurs Conseils SA</b> Lausanne
Expert protection incendie	<b>Joseph Piller SA</b> Givisiez
Direction des travaux	<b>O. Charrière architectes SA</b> Bulle
Ingénieur bois	<b>Marc Jeannet</b> Moiry (VD)

Ce projet s'articule autour de l'assainissement et de la transformation du Château de Bulle afin d'y accueillir différents services de l'Etat de Fribourg, dont :

- > La Préfecture de la Gruyère
- > Le Service des aff. institutionnelles, des naturalisations et de l'état civil (SAINEC)
- > Le Service de l'Enfance et de la Jeunesse (SEJ)
- > Le Registre foncier (RFGr)

Il vise également à valoriser les espaces de la Grande Tour (donjon), des prisons historiques et du caveau par des visites publiques. Un espace de médiation culturelle à même d'accueillir des groupes en lien avec ces visites sera réalisé.



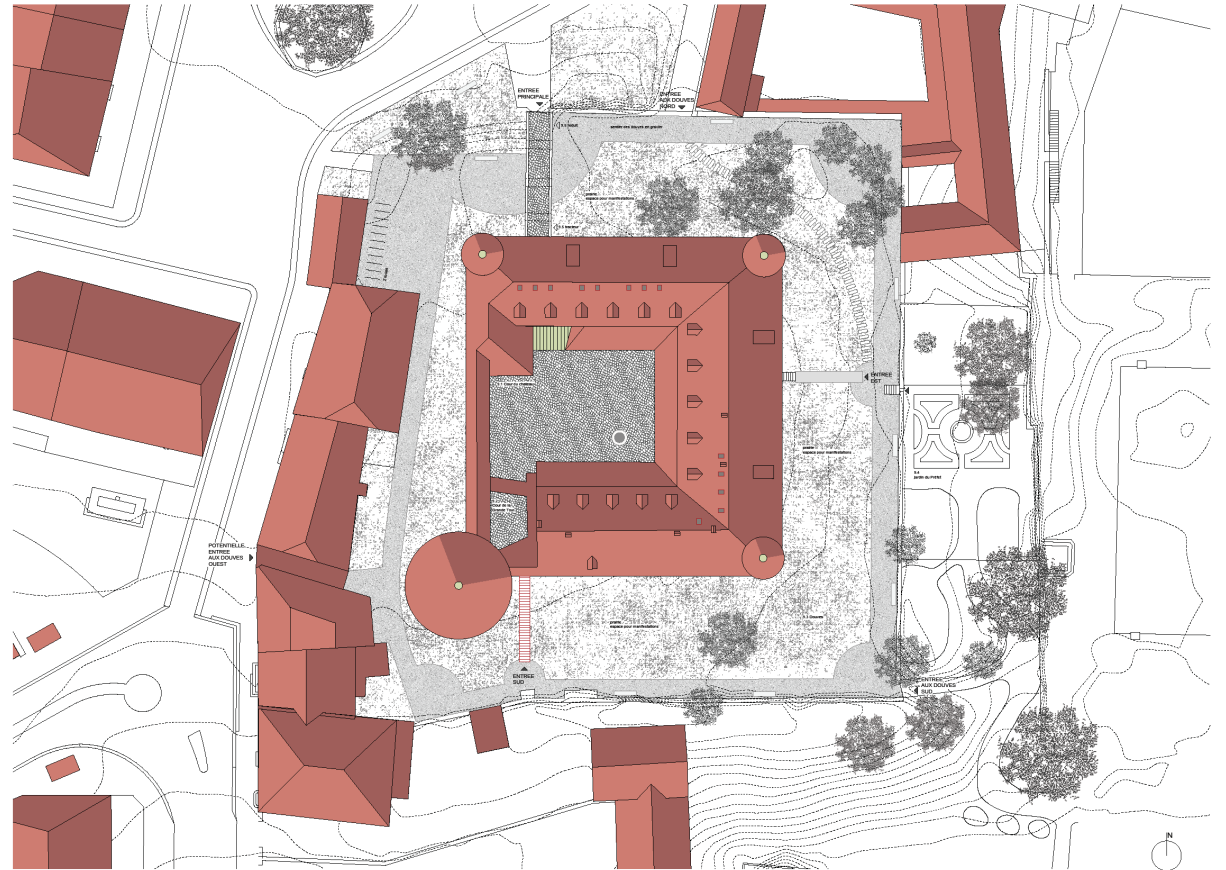
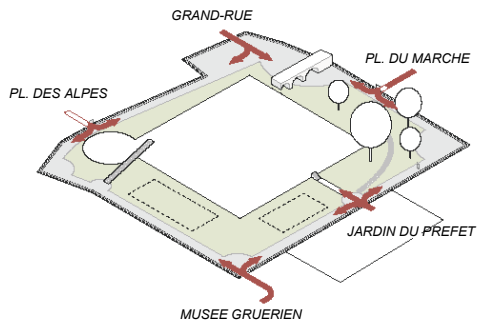
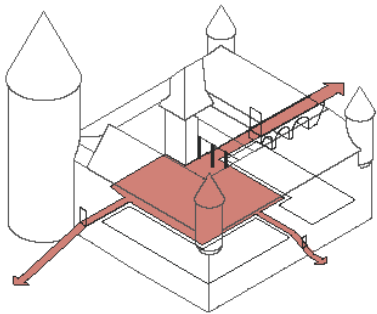
DOUVES ET ENTREE SUD

# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »

« RENDRE UN DONJON PERMEABLE »

« S'OUVRIR AU CŒUR DE LA VILLE »



SITUATION

# Projet lauréat

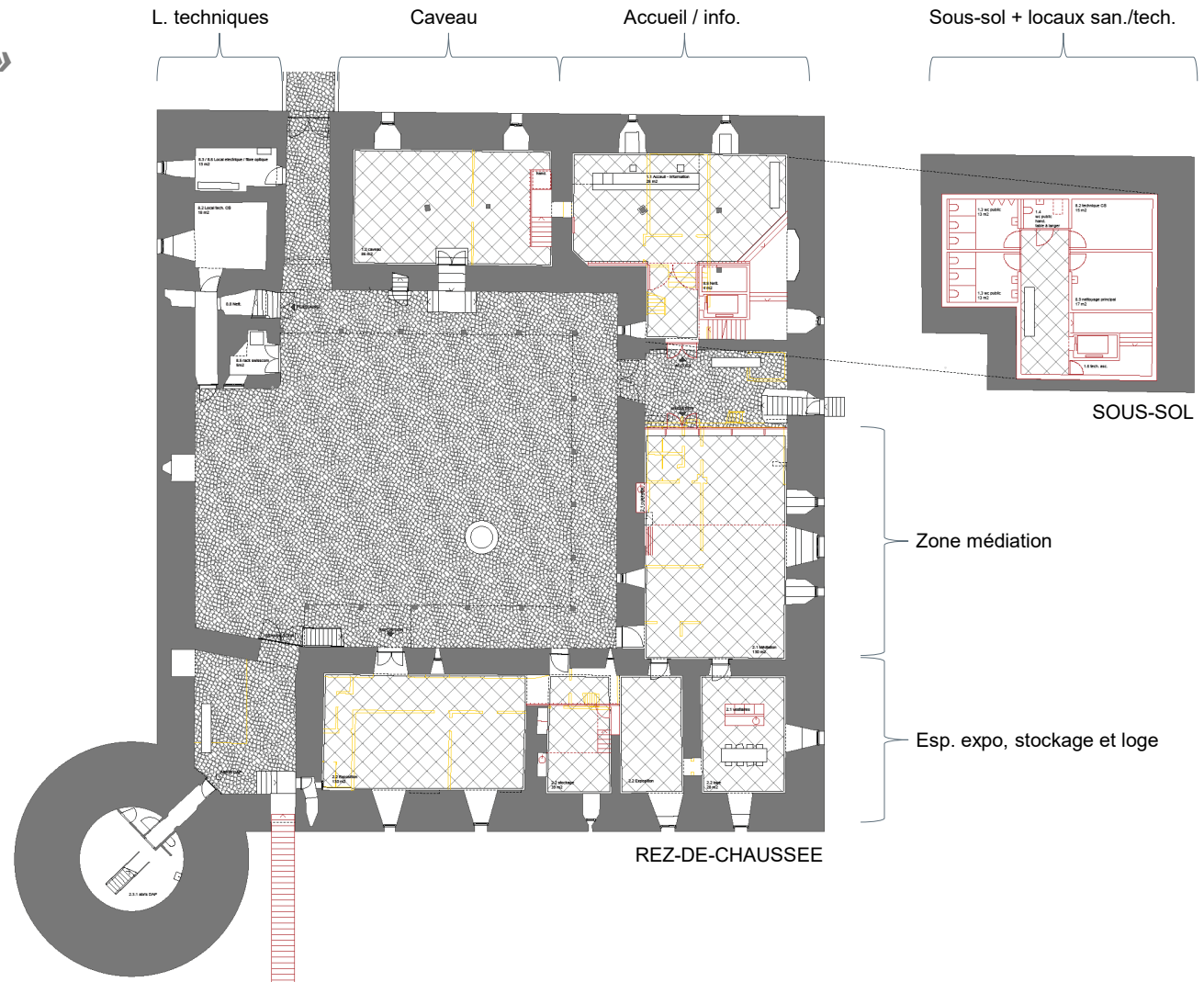
## « LES VISITEURS »

### SOUS-SOL :

- > WC public
- > Local technique
- > Local nettoyage

### REZ-DE-CHAUSSEE :

- > Caveau
- > Zone d'accueil et d'information
- > Zone médiation
- > Espaces exposition, stockage et loge
- > Locaux techniques et nettoyage





# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »

### REZ SUPERIEUR :

- > SAINEC (archives)

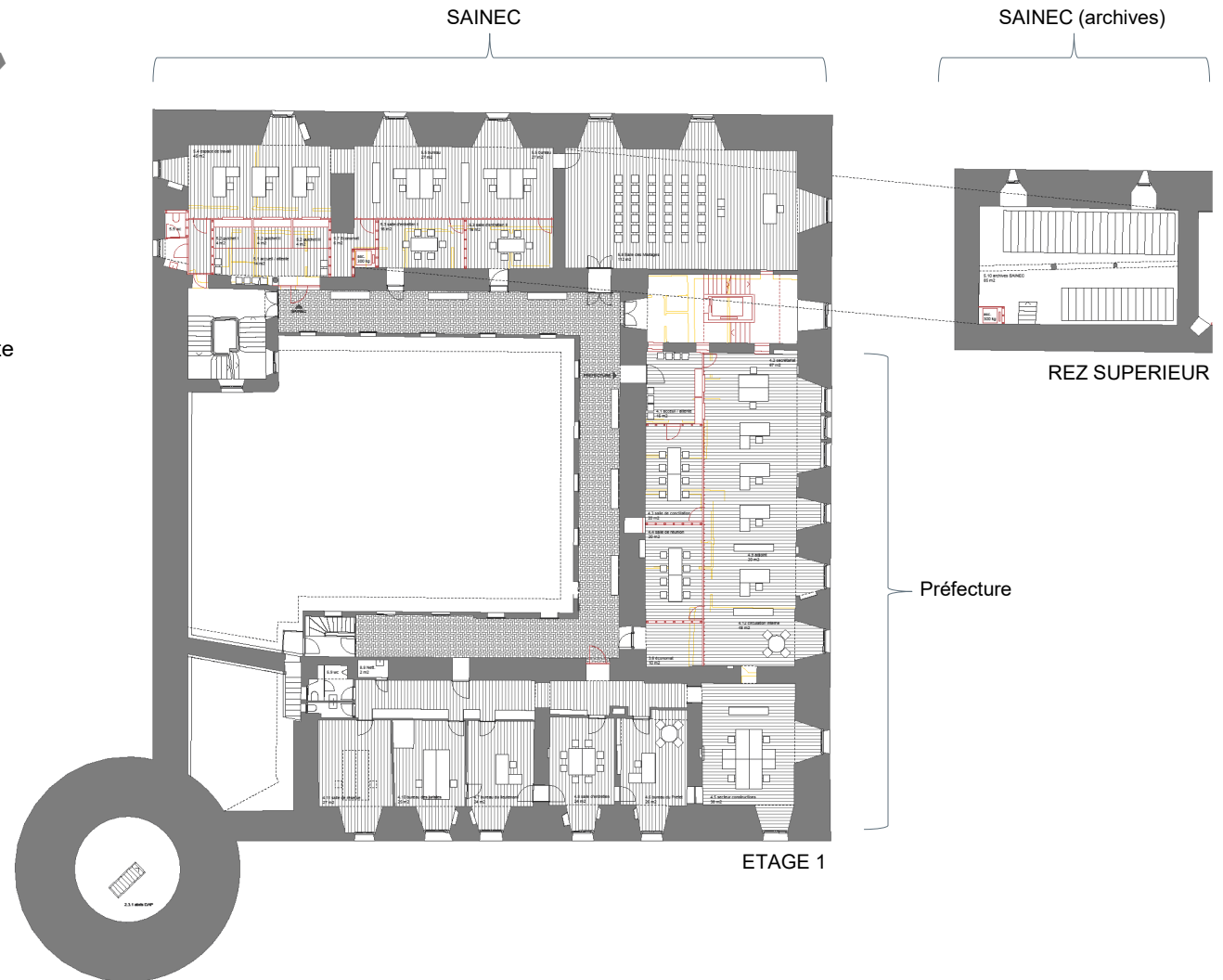
### ETAGE 1 :

#### > SAINEC

- > Guichets + zone d'accueil et d'attente
- > Espaces de travail
- > Bureaux
- > Salles d'entretien
- > Salle des mariages
- > Local sanitaire

#### > PREFECTURE

- > Zone d'accueil et d'attente
- > Salle de conciliation
- > Salle de réunion
- > Zone secrétariat + adjoint
- > Bureau secteur construction
- > Bureau du Préfet
- > Salle d'entretien
- > Bureau de lieutenant de Préfet
- > Bureau des juristes
- > Salle de réserve
- > Economat
- > Locaux sanitaires + nettoyage



# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »

### ETAGE 2 :

#### > REGISTRE FONCIER

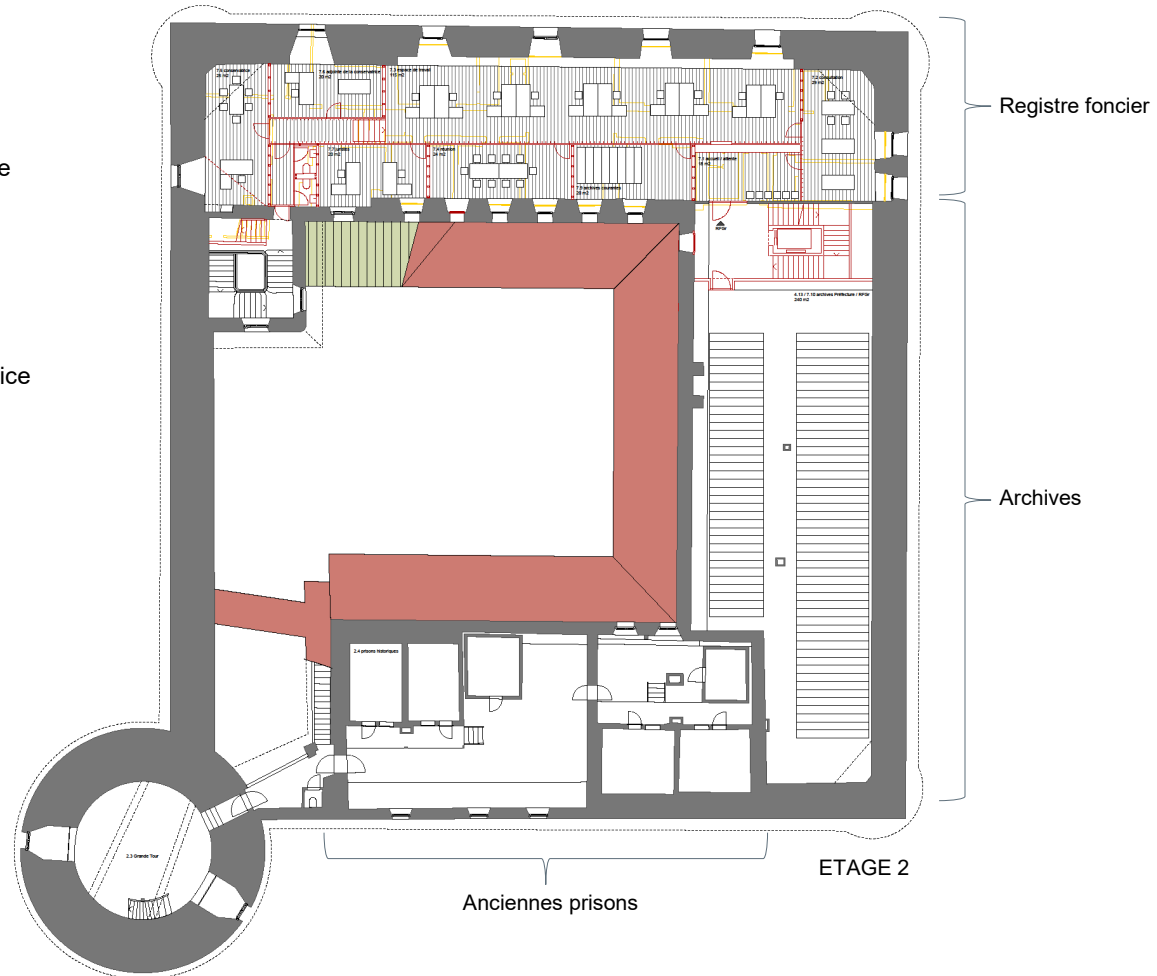
- > Guichet + zone d'accueil et d'attente
- > Salle de consultation
- > Espace de travail
- > Salle de réunion
- > Bureau des juristes
- > Bureau de la conservatrice
- > Bureau de l'adjointe à la conservatrice
- > Archives courantes
- > Locaux sanitaires

#### > ARCHIVES

- > Zone d'archives Préfecture
- > Zone d'archives Registre foncier

#### > ANCIENNES PRISONS

- > Espaces patrimoniaux



# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »

### COMBLES :

#### > SERVICE DE L'ENFANCE ET JEUNESSE

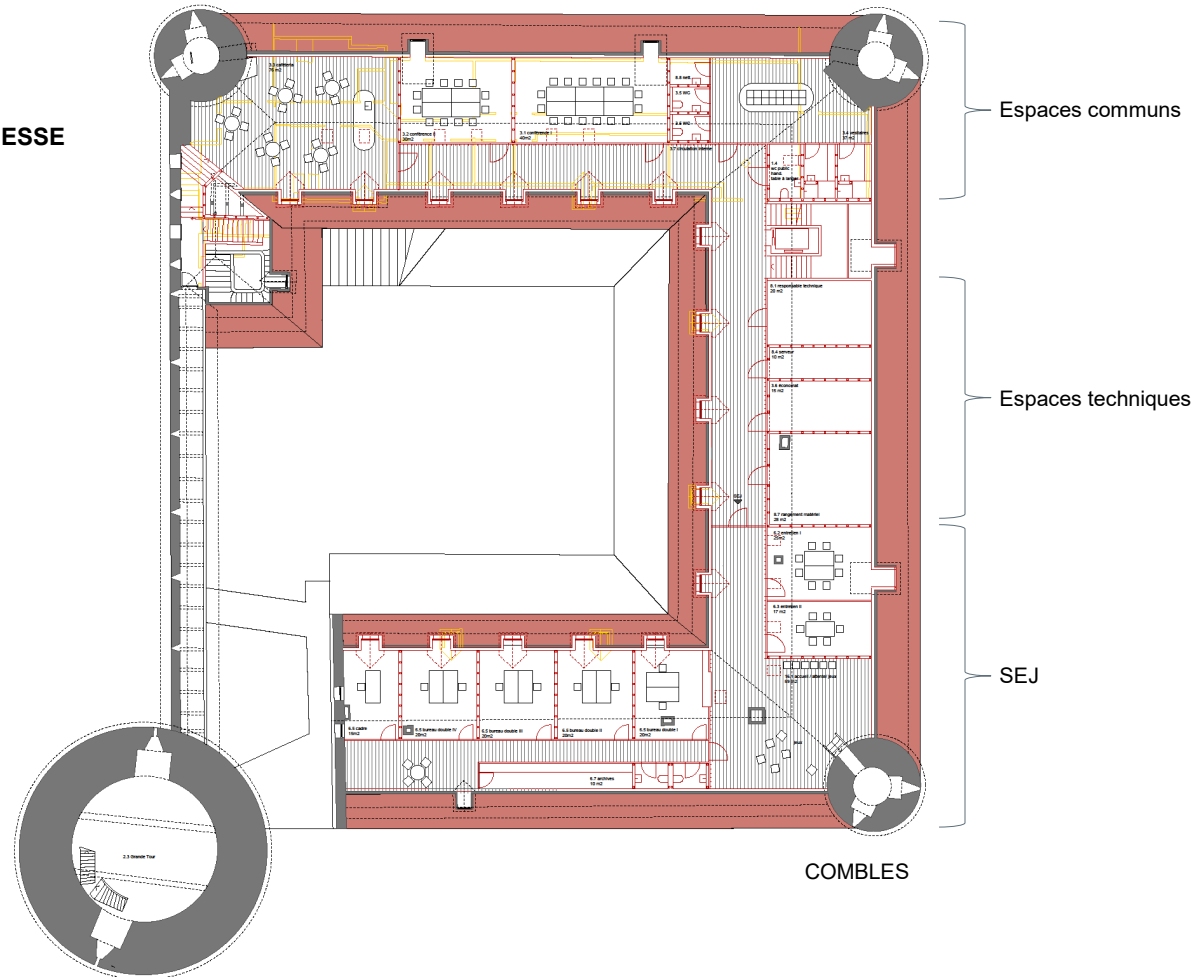
- > Zone d'accueil, d'attente et de jeux
- > Salles d'entretien
- > Bureaux doubles
- > Bureau cadre
- > Zone d'archives
- > Locaux sanitaires

#### > ESPACES COMMUNS

- > Cafétéria
- > Salles de conférence
- > Vestiaires
- > Locaux sanitaires

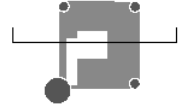
#### > ESPACES TECHNIQUES

- > Local du responsable technique
- > Local serveur
- > Economat
- > Rangement matériel



# Projet lauréat

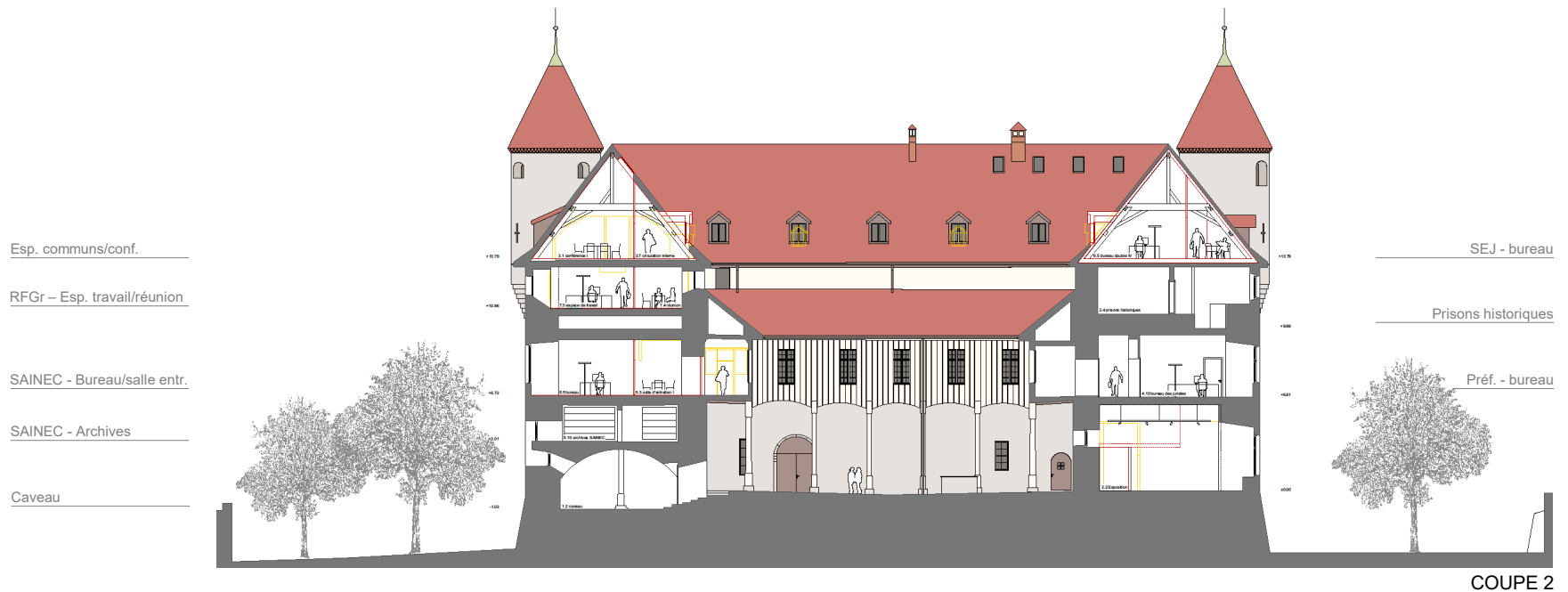
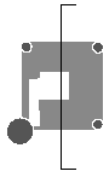
## « LES VISITEURS »



COUPE 1

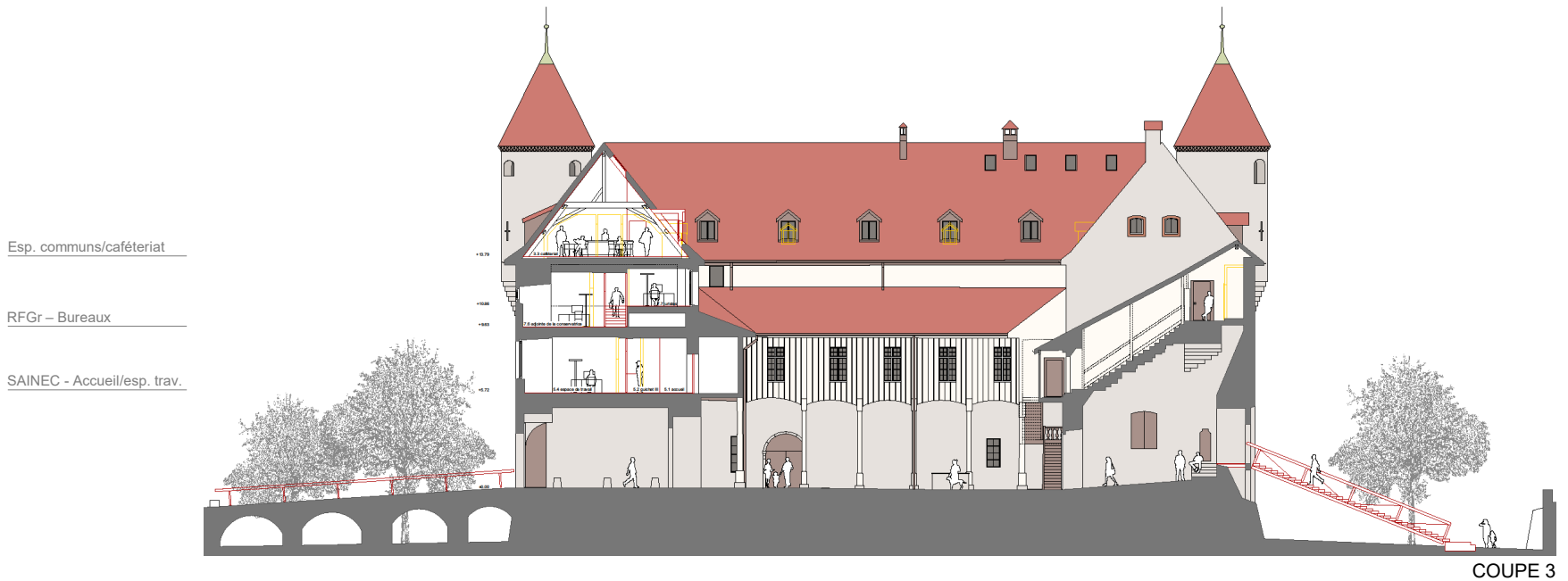
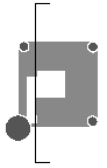
# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »



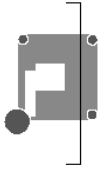
# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »



# Projet lauréat

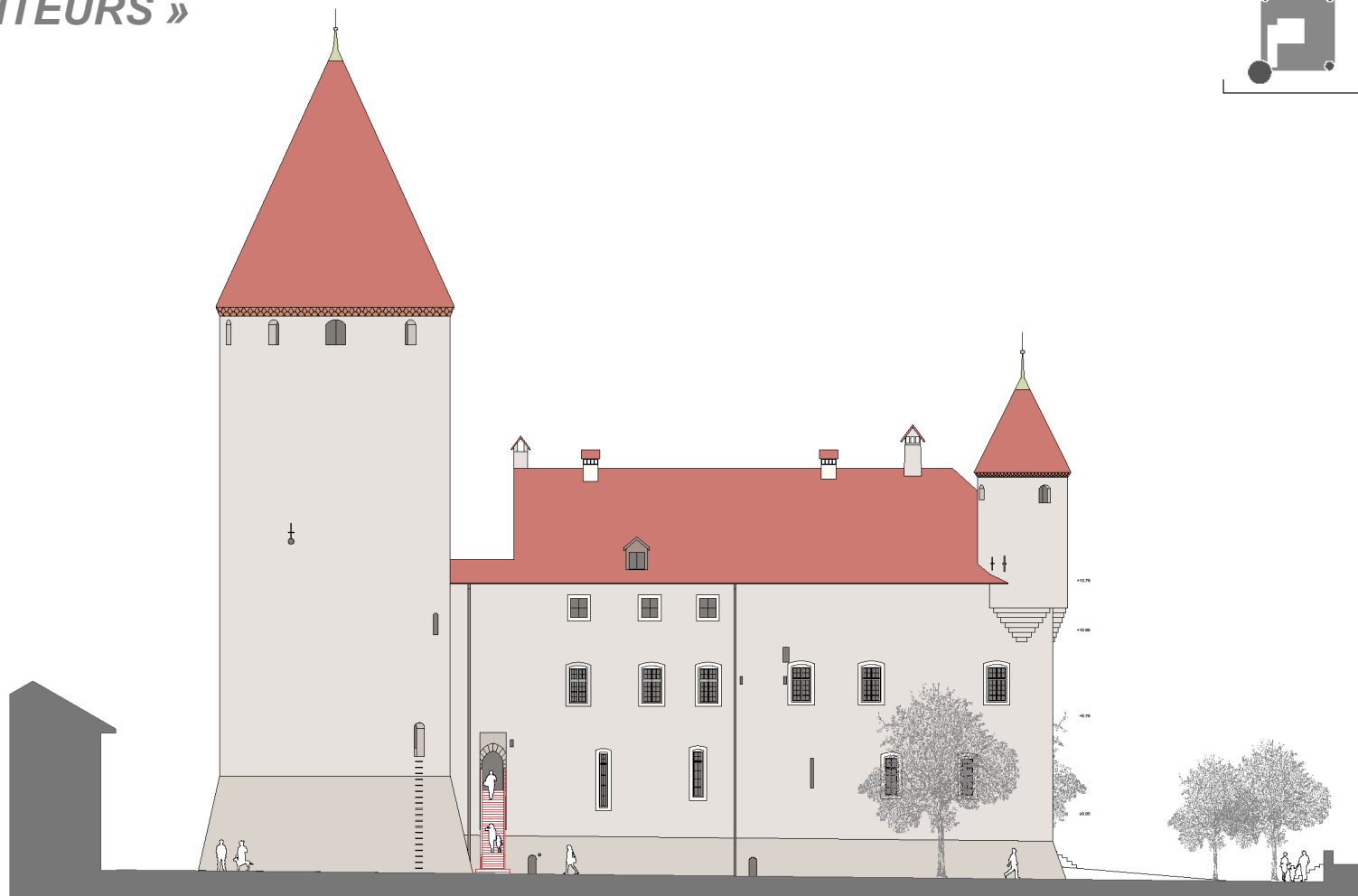
## « LES VISITEURS »



COUPE 4

# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »



ELEVATION SUD

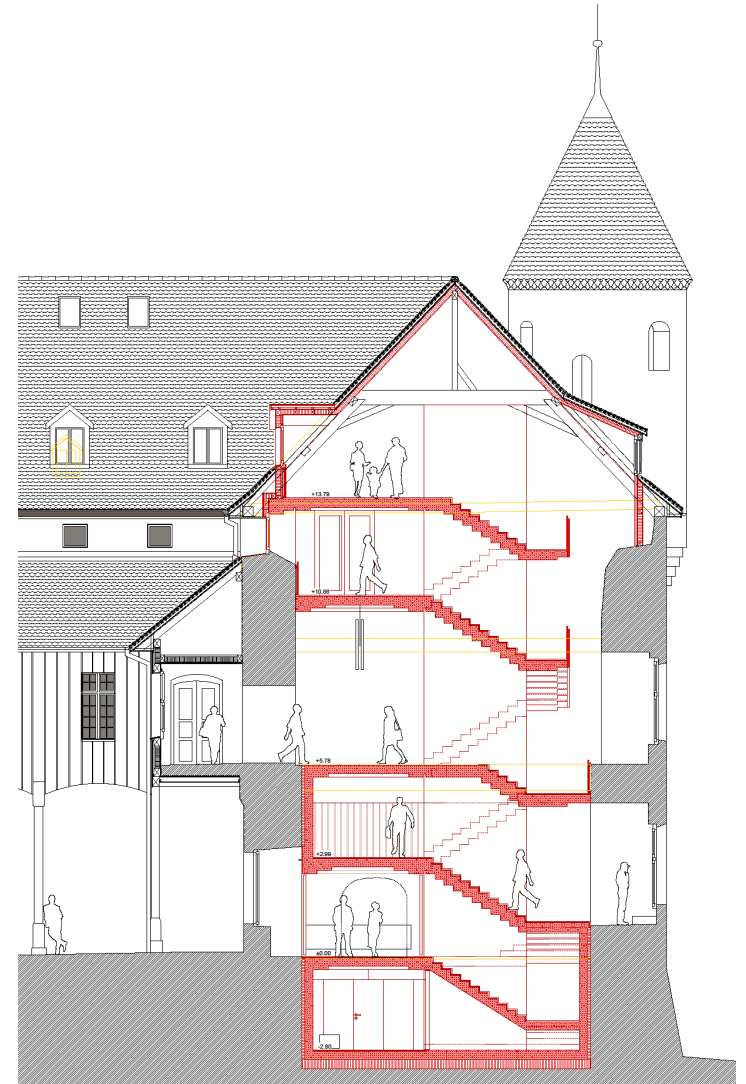


# Projet lauréat

## « LES VISITEURS »



HALL D'ACCUEIL CENTRALISE ET INFORMATION



TRAVEE

# Projet lauréat

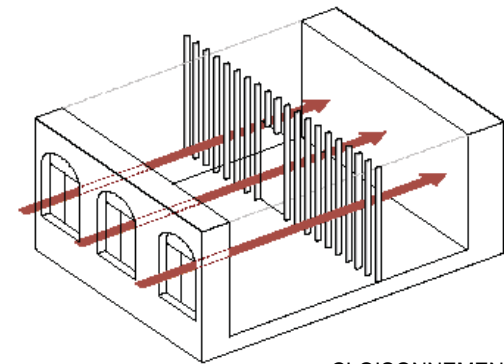
## « LES VISITEURS »



RECEPTION DU SERVICE DE L'ENFANCE ET DE LA JEUNESSE



BUREAUX DE LA PREFECTURE



CLOISONNEMENTS VITRES

## Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DIME-330

**Projet de décret :**  
**Octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement et la transformation du Château de Bulle**

*Propositions de la commission ad hoc CAH-2024-005*

---

*Présidence : Eric Barras*

*Membres : Flavio Bortoluzzi, Bruno Clément, Jean-Pierre Doutaz, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Pierre Mauron, Anne Meyer Loetscher, Sophie Moura, Chantal Pythoud-Gaillard, Sophie Tritten*

### Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

### Vote final

Par 10 voix contre 0 et 0 abstention (un membre est absent), la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

### Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

---

*Le 03 juin 2024*

## Anhang

GROSSER RAT

2023-DIME-330

**Dekretsentwurf:**  
**Studienkredit für die Sanierung und den Umbau des Schlosses Bulle**

*Antrag der Ad-hoc-Kommission ADK-2024-005*

---

*Präsidium: Eric Barras*

*Mitglieder: Flavio Bortoluzzi, Bruno Clément, Jean-Pierre Doutaz, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Pierre Mauron, Anne Meyer Loetscher, Sophie Moura, Chantal Pythoud-Gaillard, Sophie Tritten*

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

### Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltung (ein Mitglied ist abwesend) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

### Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

---

*Den 03. Juni 2024*

## Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DIME-330

**Projet de décret :**  
**Octroi d'un crédit d'études pour l'assainissement  
et la transformation du Château de Bulle**

*Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG*

---

*Présidence* : Claude Brodard

*Vice-présidence* : Bruno Riedo

*Membres* : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas  
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel  
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey,  
Jean-Daniel Schumacher

### Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en  
matière sur ce projet de décret.

### Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil  
d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

---

*Le 12 juin 2024*

## Anhang

GROSSER RAT

2023-DIME-330

**Dekretsentwurf:**  
**Studienkredit für die Sanierung und den Umbau  
des Schlosses Bulle**

*Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK*

---

*Präsidium* : Claude Brodard

*Vize-Präsidium* : Bruno Riedo

*Mitglieder* : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas  
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel  
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey,  
Jean-Daniel Schumacher

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen  
Dekretsentwurf einzutreten.

### Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekrets-  
entwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

---

*Den 12. Juni 2024*

## **Décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac**

du ...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

---

### *Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu l'article 32 du concordat du 19 mai 2003 sur la pêche dans le lac de Neuchâtel;

Vu l'article 31 de la loi du 15 mai 1979 sur la pêche (LPêche);

Vu la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2024-DIME-108 du Conseil d'Etat du 14 mai 2024;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

### **I.**

#### **Art. 1**

<sup>1</sup> Le crédit d'engagement de remise en fonction de la pisciculture est approuvé.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le coût global des travaux est estimé à 3'560'000 francs. Il se décompose d'une part en la remise en fonction du bâtiment actuel la création d'un pavillon additionnel pour un montant de 3'010'000 francs et d'autre part en la création de la nouvelle adduction d'eau pour un montant de 550'000 francs.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> Un crédit d'engagement de 3'560'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la remise en fonction du bâtiment actuel, de la création d'un pavillon additionnel et de l'exécution d'une nouvelle adduction d'eau du lac.

### **Art. 4**

<sup>1</sup> Les crédits de paiement nécessaires à la part d'investissement sont portés aux budgets annuels sous le centre de charge 3850/5040.000 «construction d'immeubles» utilisés conformément aux dispositions de la LFE.

### **Art. 5**

<sup>1</sup> Les dépenses prévues à l'article 3 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

### **Art. 6**

<sup>1</sup> Le coût des travaux est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en octobre 2023 à 113,7 pts dans la catégorie «Bâtiment – Espace Mittelland» (base octobre 2020 = 100 points).

<sup>2</sup> Le coût de ces travaux sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date d'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

<sup>3</sup> Les évolutions de coûts selon l'alinéa 2 ne devront pas faire l'objet d'un crédit d'engagement additionnel.

## **II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

## **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

## **IV.**

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

Il entre en vigueur dès son adoption.

# **Dekret über einen Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer- le-Lac**

vom ...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –

Geändert: –

Aufgehoben: –

---

## *Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 32 des Konkordats vom 19. Mai 2003 über die Fischerei im Neuenburgersee;

gestützt auf Artikel 31 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (FischG);

gestützt auf das Grossratsgesetz vom 6. September 2006 (GRG);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DIME-108 des Staatsrats vom 14. Mai 2024;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

## **I.**

### **Art. 1**

<sup>1</sup> Der Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage wird genehmigt.



## **Art. 2**

<sup>1</sup> Die Gesamtkosten der Arbeiten werden auf 3'560'000 Franken geschätzt. Sie setzen sich zusammen aus 3'010'000 Franken für die Wiederinbetriebnahme des bestehenden Gebäudes und den Bau eines zusätzlichen Pavillons und aus 550'000 Franken für eine neue Wasserversorgung.

## **Art. 3**

<sup>1</sup> Für die Wiederinbetriebnahme des bestehenden Gebäudes, den Bau eines zusätzlichen Pavillons und die Einrichtung einer neuen Wasserversorgung wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 3'560'000 Franken eröffnet.

## **Art. 4**

<sup>1</sup> Die erforderlichen Zahlungskredite werden unter der Kostenstelle 3850/5040.000 «Bau von Gebäuden» in die Jahresvoranschläge eingetragen und gemäss dem FHG verwendet.

## **Art. 5**

<sup>1</sup> Die Ausgaben nach Artikel 3 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG abgeschrieben.

## **Art. 6**

<sup>1</sup> Die Schätzung der Kosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) von Oktober 2023 von 113,7 Punkten für die Kategorie «Hochbau – Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkt.).

<sup>2</sup> Die Kosten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben genannten Index, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

<sup>3</sup> Für die Kostenentwicklungen nach Absatz 2 muss kein zusätzlicher Verpflichtungskredit eingeholt werden.

## **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

### **IV.**

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

Es tritt mit seiner Annahme in Kraft.



## Message 2024-DIME-108

14 mai 2024

Message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue de la remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac et de travaux de raccordements en eau

*Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement de 3 560 000 francs en vue de la réhabilitation de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac et de travaux de raccordements en eau.*

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Contexte</b>	<b>3</b>
1.1	Historique	3
1.2	La pisciculture actuelle	4
<b>2</b>	<b>Gestion piscicole du lac de Neuchâtel</b>	<b>5</b>
2.1	Coordination intercantonale	5
2.2	Situation actuelle des espèces prévues	5
2.3	Avis des Commissions intercantionales de la pêche dans les lacs de Neuchâtel et Morat	7
<b>3</b>	<b>Projet de remise en fonction de la pisciculture</b>	<b>8</b>
3.1	Objectifs de production	8
3.2	Gestion de la production et des utilisateurs	9
3.3	Architecture	9
3.4	Approvisionnement en eau	11
3.4.1	Contexte	11
3.4.2	Concept de raccordement en eau	11
3.5	Charges liées au permis de construire : protection contre les crues	12
3.6	Durabilité	12
<b>4</b>	<b>Planning</b>	<b>13</b>
<b>5</b>	<b>Coûts de remise en fonction</b>	<b>13</b>
5.1	Remise en état selon les objectifs de production	13
5.2	Travaux de raccordement en eau	14
5.3	Montant du crédit d'engagement	15

---

<b>5.4</b>	<b>Coûts d'exploitation estimés : nouvelle pisciculture</b>	<b>15</b>
<b>5.5</b>	<b>Fonctionnement actuel</b>	<b>15</b>
<b>6</b>	<b>Horizon 2045</b>	<b>16</b>
<b>7</b>	<b>Conclusion</b>	<b>16</b>

---

---

# 1 Contexte

## 1.1 Historique

La pisciculture cantonale d'Estavayer-le-Lac, érigée entre 2015 et 2016 et inaugurée le 26 octobre 2016, n'a fonctionné que pendant une courte période avant d'être fermée en raison de défauts majeurs. Afin de comprendre les raisons de cet échec, un premier rapport technique a été rédigé en 2017.

En décembre 2017, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC, aujourd'hui DIME) ont lancé une enquête administrative sur la gestion de la procédure de planification et de construction des installations. Le cabinet Eller & Associés SA, mandaté à cet effet, a publié son rapport en mars 2018.

Le 5 octobre 2018, la Commission des finances et de gestion (CFG) du Grand Conseil s'est prononcée en faveur d'une proposition visant à ce que l'Etat entreprenne des travaux en vue de remettre en état la pisciculture d'Estavayer-le-Lac. En mai 2019, un bureau mandaté par l'Etat a présenté un projet d'optimisation des installations, évalué à 1,526 millions de francs.

Parallèlement, le 7 mai 2019, le canton de Neuchâtel a rappelé au canton de Fribourg que la pisciculture de Colombier pouvait assurer la production des alevins nécessaires pour l'ensemble du lac de Neuchâtel. Il a suggéré la création d'une pisciculture intercantonale impliquant les cantons de Fribourg, Neuchâtel et Vaud. Le 23 octobre 2019, le Conseil d'Etat neuchâtelois a transmis une proposition chiffrée à son homologue fribourgeois. Le 10 décembre 2019, le Conseil d'Etat fribourgeois a accepté l'offre neuchâteloise et a décidé d'abandonner l'exploitation de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac en l'état.

Le 24 janvier 2020, les députés Nadia Savary-Moser et Eric Collomb ont présenté une requête visant à établir une commission d'enquête parlementaire "pour éclaircir la situation de la pisciculture et la remettre en fonction". Le 6 février 2020, le Grand Conseil a approuvé la requête des députés Savary, -Moser et Collomb et a institué, le 28 mai 2020, une Commission d'Enquête Parlementaire (CEP). Le Grand Conseil a pris acte du [rapport de la CEP](#) le 3 novembre 2021.

Le 19 février 2020, MM. Dominic Catillaz et Romain Lambert ont déposé une motion populaire "Réouverture de la nouvelle pisciculture d'Estavayer-le-Lac". Ces citoyens demandaient une modification de la loi cantonale sur la pêche afin que l'Etat de Fribourg gère lui-même les installations de pisciculture nécessaires au repeuplement des eaux.

Le Conseil d'Etat a relevé dans sa [réponse du 12 octobre 2021](#) que, sur la base de l'avis des experts, la remise en état de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac ne se justifie pas en relevant notamment que les prestations attendues de la remise en état du bâtiment sont remplies aujourd'hui à satisfaction par la pisciculture intercantonale de Colombier à des coûts incomparablement inférieurs. Conscient des attentes exprimées par les député-e-s lors des débats relatifs au rapport de la CEP, le Conseil d'Etat a néanmoins proposé l'acceptation partielle de la motion populaire, afin qu'un décret d'investissement puisse être soumis au Grand Conseil.

Le 3 novembre 2021, les députés fribourgeois ont accepté la partie de la motion populaire demandant la remise en état de l'installation.

En juillet 2022, un comité de pilotage (COPIL) composé de députés représentant les différents groupes parlementaires, des services de l'Etat concernés et présidé conjointement par les deux directeurs de la DIAF et de la DIME a été constitué afin de relancer les études sur la réhabilitation de la pisciculture. Une commission de projet (COPRO), incluant une représentation des pêcheurs professionnels et un expert externe spécialiste en aquaculture a également été instituée. Elle est dirigée par le chef de projets du service des bâtiments (SBat), sous la présidence de l'architecte cantonal, avec en tant que membres le service des forêts et de la nature, l'expert en aquaculture et un professionnel de la pêche sur le lac de Neuchâtel.

---

Les objectifs de production restent identiques à la planification initiale, comme souhaité par les motionnaires et confirmé par les membres du COPIL. Ils seront abordés ultérieurement dans ce document.

La remise en service de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac a été confrontée à divers défis, notamment :

- Résolution des défauts majeurs : La pisciculture a été fermée en raison de défauts majeurs, la première étape a consisté à identifier et résoudre ces problèmes. L'investissement estimé en 2018 a dû être révisé, actualisé et complété ;
- Cadre légal : La conception de la pisciculture est basée sur des process et techniques datant de 14 ans. Les normes énergétiques, d'hygiène et techniques ont évoluées et imposent un démantèlement complet des installations techniques actuels. Les prérequis de l'ECAB ont également évolué ;
- Durabilité environnementale : Respecter les normes environnementales élevées est une priorité qui peut favoriser la conservation des ressources aquatiques locales. La pisciculture a été développée en tenant compte des aspirations communales et d'un site fortement touristique à proximité ;
- Rétablissement des stocks : La réhabilitation permettrait, en complément de celle de Colombier, de soutenir les stocks de poissons, contribuant ainsi à la préservation de ces espèces. Cependant, de nombreux phénomènes créent un contexte complexe et difficilement surmontable (espèces invasives comme, par exemple, les moules quagga, les cormorans, la qualité de l'eau, par exemple température et nutriments, etc.) ;
- Gestion des risques : Avec la baisse régulière de géniteurs et d'œufs, la pisciculture projetée intègre des processus clairs et sécurisés afin d'éliminer les pertes de production ;
- Collaboration régionale : La Préfecture de la Broye et la Commune d'Estavayer soutiennent le projet. La collaboration avec les cantons de Neuchâtel et Vaud est déjà effective au travers de la pisciculture de Colombier qui, à ce jour, est en sous production par manque d'œufs.

En avril 2023, l'étude et la quantification des coûts a été adjugée au Bureau Afry SA et à son spécialiste en aquaculture (IDEE Aquaculture). Dans ce but, des visites sur des piscicultures similaires en exploitation ont été effectuées et ont tissées des liens techniques d'échanges et d'expérience dans la démarche.

## **1.2 La pisciculture actuelle**

La pisciculture actuelle repose sur le décret 2020\_063 du Grand Conseil du 11 mai 2011, qui a alloué un crédit de 2 000 000 de francs pour la construction d'une nouvelle installation visant à regrouper toute la production de poissons du canton de Fribourg sur un seul site. Cette production était principalement destinée aux lacs de Neuchâtel et de Morat.

Bruno Gallusser Ingenieurbüro GmbH à Saint Gall, avait été mandaté pour la conception technique de la nouvelle pisciculture. Les premiers plans ont été élaborés en 2009 et 2010, basés sur les chiffres de production souhaités par l'Etat (voir chapitre 3.1). Il n'a pas pu terminer son accompagnement lors de la réalisation pour des raisons de santé.

La construction a été retardée pendant plusieurs années en raison d'oppositions liées à la modification du plan d'aménagement local et à l'obtention du permis de construire. Les travaux de fondations et de construction ont débuté au second semestre 2015 et ont duré environ une année.

La pisciculture a été inaugurée le 26 octobre 2016 puis exploitée de novembre 2016 à janvier 2017, avant d'être stoppée en raison de dysfonctionnements majeurs. Une grande partie des œufs de palée, bondelle, truite et brochet n'ont pas atteint la phase d'incubation complète. Les œufs de bondelle de la deuxième production ont dû être déplacés vers l'ancienne pisciculture pour assurer leur production. La production du brochet a nécessité des adaptations d'urgence des installations. Selon les espèces, les pertes variaient de 41 % à 85 %.

L'ensemble des dysfonctionnements a été analysé et documenté (voir rapport technique et rapport de la CEP).

---

## 2 Gestion piscicole du lac de Neuchâtel

### 2.1 Coordination intercantonale

Selon le cadre légal en vigueur, la responsabilité du repeuplement du lac de Neuchâtel incombe aux cantons concordataires de Vaud, Neuchâtel et Fribourg. Ces cantons ont pour mission de gérer directement ou de surveiller les installations de pisciculture nécessaires, conformément à l'article 32, alinéa 1 du Concordat sur la pêche dans le lac de Neuchâtel du 19 mai 2003. Une coordination entre ces cantons est établie en fonction de l'évolution de l'empoissonnement et de la pêche dans le lac, comme spécifié à l'article 32, alinéa 2 du même Concordat.

Au niveau cantonal, la loi sur la pêche du 15 mai 1979 stipule, à l'article 31, que la responsabilité du repeuplement des eaux relevant de la régie de la pêche incombe au service des forêts et de la nature. A cette fin, ce service exploite ou fait exploiter des établissements et des installations de pisciculture.

Depuis 2020, la convention définit les objectifs de production ainsi que le partage des coûts entre les cantons concordataires pour l'exploitation de la pisciculture de Colombier, située sur le territoire neuchâtelois. Les frais de participation se sont élevés en moyenne à 59 730 francs par an et par canton au cours des cinq dernières années, englobant non seulement les frais de fonctionnement, mais également les coûts liés aux agrandissements et à la sécurisation des installations. La convention intercantonale signée permet d'atteindre les objectifs de production non seulement de la pisciculture de Colombier, mais également ceux fixés à la pisciculture d'Estavayer-le-Lac, qui ne produisait plus. Pour les années à venir, ces coûts budgétisés à 47 000 francs par an et par canton, sont basés sur les frais de fonctionnement de la pisciculture de Colombier. Les craintes émises initialement sur le transport des œufs pour justifier la construction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac n'étaient pas fondées, la pratique démontre que ce transport ne constitue aucun problème de production des alevins. Cette collaboration permet à la pisciculture de Colombier de satisfaire pleinement les objectifs de production de poissons pour l'ensemble du lac, suscitant ainsi une satisfaction totale de la part des trois cantons concordataires.

### 2.2 Situation actuelle des espèces prévues

Il convient de distinguer les différents enjeux associés aux différentes espèces produites. Les corégones, comprenant les palées et les bondelles, représentent les deux espèces cruciales pour la pêche professionnelle et constituent la base des revenus. En ce qui concerne la truite de lac, l'enjeu réside dans le maintien de l'espèce, compte tenu de la préoccupation persistante quant à l'état des populations du lac. Pour le brochet, le repeuplement possible par la pêche des géniteurs justifie une dérogation à l'interdiction de pêche pendant la période de reproduction. Cette dérogation a pour corollaire une exploitation par les pêcheurs professionnels de cette ressource pendant la période de reproduction, générant ainsi un revenu significatif au printemps. Cette espèce, également prisée par la pêche de loisir, fait l'objet d'un repeuplement principalement à des fins halieutiques.

Les résultats de pêche des géniteurs de corégones ainsi que des truites de lac au cours des dernières années ont malheureusement démontré que les piscicultures ne parviennent plus à être remplies avec les œufs disponibles. En moyenne, sur les 15 dernières années, 37,8 millions d'alevins de palée et 12,8 millions d'alevins de bondelles ont été alevinés, avec une tendance à la baisse (Figure 1). Au cours des dix dernières années, la pisciculture de Colombier, malgré des efforts considérables pour capturer des géniteurs et récolter des œufs, était remplie à hauteur de 68 % pour les palées et 50 % pour les bondelles de sa capacité. Le facteur limitant à un alevinage plus conséquent est ainsi clairement le nombre d'œufs récoltés par les pêcheurs professionnels, en aucun cas la capacité de production de la pisciculture neuchâteloise. La remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac ne changera pas cet état de fait.

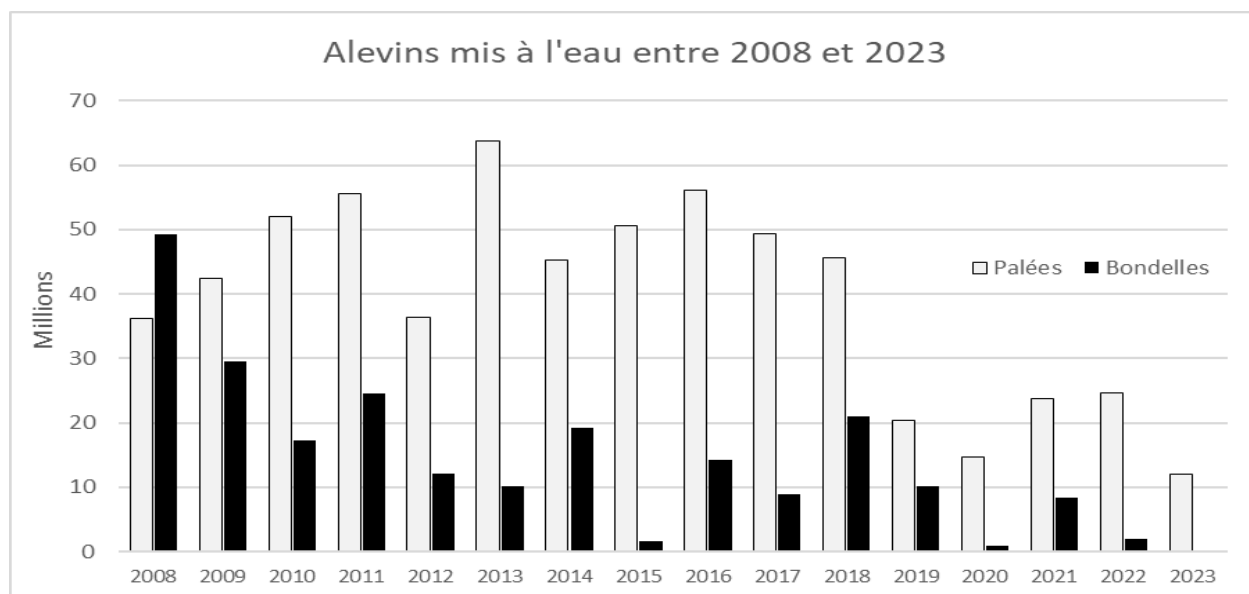


Figure 1 : Alevins mis à l'eau entre 2008 et 2023 dans le lac de Neuchâtel

Espèces	Moyenne annuelle produite sur les 15 dernières années	Moyenne annuelle produite sur les 10 dernières années	Moyenne annuelle produite sur les 3 dernières années	Capacité de production de la pisciculture de Colombier	Capacité de production de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac
Palée	37,8 millions	33,9 millions	22,2 millions	50 millions	25 millions
Bondelle	12,8 millions	9,9 millions	3,5 millions	20 millions	10 millions
Brochet	1,5 million	1,9 million	1,5 million	1-3 millions	200'000
Truite de lac	310 000	250 000	387 000	400 000	200'000

Moyennes annuelles d'alevins relâchés dans le lac de Neuchâtel au cours des 3, 10 et 15 dernières années, comparées à la capacité de production de la pisciculture de Colombier

La production de brochets, quant à elle, ne pose pas de problème d'approvisionnement en œufs, puisqu'il s'agit d'une espèce qui prospère naturellement dans le lac de Neuchâtel. Elle est d'ailleurs classée comme "non menacée" dans la liste rouge des espèces en Suisse. En ce qui concerne les truites, il est essentiel de noter que les pêches des géniteurs se déroulent dans les rivières affluents au lac, lors de leur migration vers les sites de fraie. Etant donné que le canton de Fribourg ne possède pas de tels affluents, il dépend du bon vouloir des cantons voisins pour son approvisionnement. Il convient également de préciser que la capture de géniteurs de truites devient plus difficile chaque année et que l'avenir s'annonce encore plus problématique.



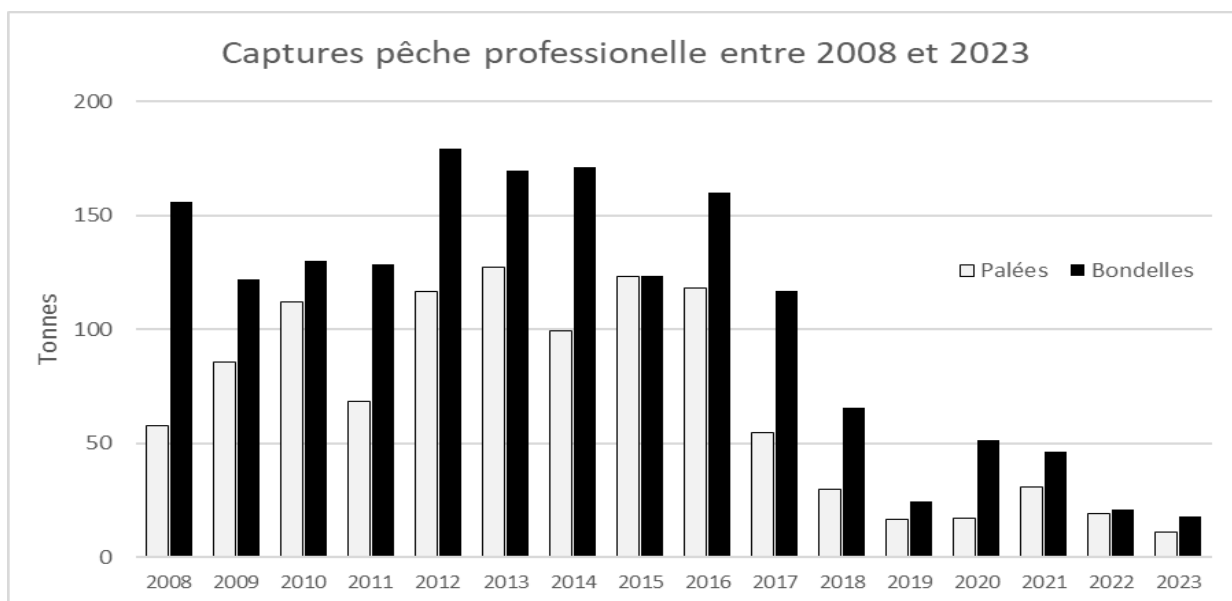


Figure 2 : Captures de la pêche professionnelle entre 2008 et 2023 dans le lac de Neuchâtel

Les raisons de la baisse des populations (Figure 2) de corégones observée ces dernières années (baisse marquée depuis 2017) demeurent inexplicables. Néanmoins, il convient de souligner que dans ce contexte difficile, les efforts de repeuplement de la pisciculture de Colombier contribuent de manière significative au nombre de poissons capturés par la pêche professionnelle. Une étude faite avec des bondelles, marquées en 2018 et recapturées en 2021 et 2022, ainsi que des palées, marquées en 2019 et recapturées en 2022 et 2023, présente des taux de poissons marqués et recapturés variant respectivement entre 35 % (n<sup>1</sup>: 123) et 12 % (n: 239) pour les bondelles, et entre 57 % (n: 47) et 47 % (n: 128) pour les palées. Il est à noter que les poissons marqués issus de Colombier se sont répartis de manière homogène sur l'ensemble du lac.

En résumé, si l'action de repeuplement dans le lac de Neuchâtel ne doit pas être remise en question, la problématique se situe au niveau de la fourniture des œufs et non dans la capacité de production des cantons concordataires. La remise en état de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac, en augmentant la capacité de production, n'apporte aucune solution à la problématique de la diminution des captures de pêche, ceci malgré une excellente collaboration et un fort engagement des milieux de la pêche professionnelle.

### 2.3 Avis des Commissions intercantionales de la pêche dans les lacs de Neuchâtel et Morat

La commission intercantonale de la pêche dans le lac de Neuchâtel est d'avis qu'une pisciculture sur la rive sud du lac de Neuchâtel est nécessaire et justifiée, mais que, compte tenu de l'évolution des rendements de la pêche et des travaux de sécurisation réalisés à Colombier, une deuxième pisciculture, qui serait également largement sous-exploitée, ne se justifie plus aujourd'hui. Les préoccupations exprimées en 2011 quant aux risques liés à la mortalité durant le transport des œufs et à la charge de travail supplémentaire à Colombier se sont avérées infondées au cours des années écoulées.

Une nouvelle pisciculture aujourd'hui ne comblerait plus un manque, mais contribuerait à augmenter les coûts pour tous les cantons impliqués, sans pour autant produire des alevins supplémentaires. L'effort considérable fourni pour alimenter la pisciculture de Colombier nous montre qu'il n'est plus possible de remplir de telles infrastructures. Ainsi, répartir le peu d'œufs incubés à Colombier (taux de remplissage des installations entre 17.5 % et 44 % ces trois dernières années pour les corégones) mettrait également en péril la viabilité de cette pisciculture et lui ferait courir le risque de se voir éventuellement fermée à terme également.

<sup>1</sup> « n : » nombre de poissons capturés permettant de déterminer un % de marquage, le % précédant le « n : »

Selon la commission intercantonale, une exploitation à trois cantons avec une répartition des coûts garantit mieux la continuité de cette pratique sur le long terme, que de vouloir maintenir à grands frais des piscicultures indépendantes. Bien qu'il soit vrai que regrouper tous les œufs dans une même pisciculture puisse exposer la production d'une année entière en cas de maladie grave ou de panne technique, ce risque est limité grâce aux améliorations techniques apportées à Colombier depuis 2020. De plus, le repeuplement est une activité à comprendre sur le long terme, et la perte potentielle d'une année de production se compense en partie avec la production des années suivantes ainsi que la longévité de ces espèces de poissons.

Pour toutes ces raisons, la commission intercantonale de la pêche dans le lac de Neuchâtel recommande de continuer à maintenir un programme de repeuplement similaire à celui des années passées, mais en exploitant uniquement la pisciculture de Colombier. Dans l'éventualité où la pisciculture d'Estavayer-le-Lac devrait être construite, les cantons voisins ne souhaitent pas participer aux coûts d'exploitation de cette pisciculture, mais ils sont prêts à partager les œufs qui seront récoltés par la pêche professionnelle et les garde-faunes des trois cantons.

Le Conseil d'Etat fribourgeois partage l'avis exprimé par la commission intercantonale.

### 3 Projet de remise en fonction de la pisciculture

#### 3.1 Objectifs de production

La remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac s'aligne sur les objectifs de production formulés dans le message accompagnant le décret 2020\_063 du Grand Conseil du 11 mai 2011 et validés à nouveau le 20 juillet 2022 par le COPIL. Ils sont les suivants :

Espèces	Capacité Estavayer-le-Lac
Palée ( <i>Coregonus palaea</i> )*	25 millions
Bondelle ( <i>Coregonus candidus</i> )*	10 millions
Brochet ( <i>Esox lucius</i> )	200 000
Truite de lac ( <i>Salmo trutta</i> )	200 000

\*enjeux principaux de production pour la pêche professionnelle.

Dans le cadre de l'exploitation d'une pisciculture, les saisonnalités jouent un grand rôle, impactent la remise en fonction et le planning de mise en exploitation. Une pisciculture n'est en production que de décembre à avril.

Stade de développement pour restitution aux lacs		Période
Palée	6 – 8 semaines en stade œufs 1 semaine de stockage en stade alevins	Décembre – Février
Bondelle	6 – 8 semaines en stade œufs 1 semaine de stockage en stade alevins	Février – Avril
Brochet	3 – 4 semaines en stade œufs 1 semaine de stockage en stade alevins pour 50 % de production et bassins de pré grossissement (pré estivaux) pour 50 % de la production (jusqu'à 5 semaines) selon niveau d'eaux des lacs de la Gruyère et de Schiffenen	Mars/Avril – Juin/Juillet
Truite de lac	4 – 8 semaines en stade œufs et 4 – 8 semaines pour des pré-estivaux	Novembre/Décembre – Mars/Avril

La commission intercantonale de la pêche du lac de Neuchâtel coordonne annuellement l'approvisionnement en œufs des différentes piscicultures (voir chapitre 2.1.1).

---

### 3.2 Gestion de la production et des utilisateurs

Le concept d'hygiène dans une pisciculture de repeuplement est un des éléments primordiaux, qui avait pourtant fait défaut dans le premier projet. Il s'étend à l'ensemble des espaces de production pour garantir des conditions optimales de santé et de bien-être des poissons destinés au repeuplement. Voici les principaux aspects du concept d'hygiène dans ces espaces de production :

Gestion de l'eau :	Assurer une qualité d'eau optimale dans les bassins de production est essentiel. Cela implique le contrôle régulier des paramètres, tels que la température, la turbidité, le pH, la teneur en oxygène, et la présence de contaminants ;
Installation de filtration et d'aération :	Utiliser des systèmes de filtration appropriés pour éliminer les impuretés de l'eau et assurer une oxygénation adéquate. Cela contribue à maintenir un environnement sain pour les poissons et une bonne ventilation des locaux internes pour le personnel et la durabilité du bâti ;
Hygiène des équipements :	Mettre en place des protocoles de nettoyage régulier pour les équipements, tels que les pompes, les filtres et les conduites d'eau afin de prévenir l'accumulation de débris et de contaminants ;
Contrôle sanitaire :	Mettre en œuvre des programmes de surveillance sanitaire réguliers pour détecter rapidement tout signe de maladie chez les poissons. Cela peut inclure des inspections visuelles, des analyses d'eau et des tests microbiologique ;
Alimentation contrôlée :	Mettre en œuvre des protocoles de gestion de l'alimentation pour éviter la suralimentation, minimiser le gaspillage d'aliments et maintenir une bonne qualité de l'eau ;
Formation du personnel :	Assurer que le personnel soit formé aux bonnes pratiques d'hygiène, y compris la manipulation des poissons, l'entretien des équipements, et la prévention des maladies.

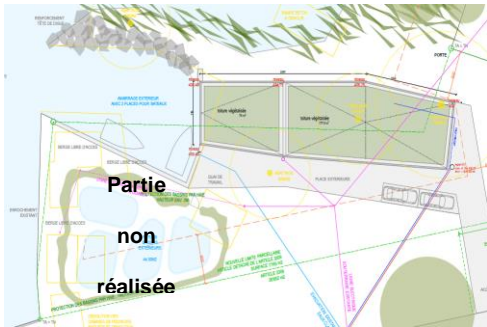
Les process et flux de personnes, matériels et œufs ont été élaborés afin de satisfaire aux objectifs ambitieux de production. Ces considérants et leurs conséquences sur la bâtisse existante ont fortement guidés les réflexions pour adapter l'enveloppe actuelle du bâtiment aux exigences du cahier des charges. Une analyse des risques a été élaborées en parallèle et a permis de guider les réflexions vers la solution présentée. L'expert piscicole a validé les étapes de travail effectuées et a confirmé l'adéquation entre les mesures proposées et l'objectif, complet, de réhabilitation.

### 3.3 Architecture

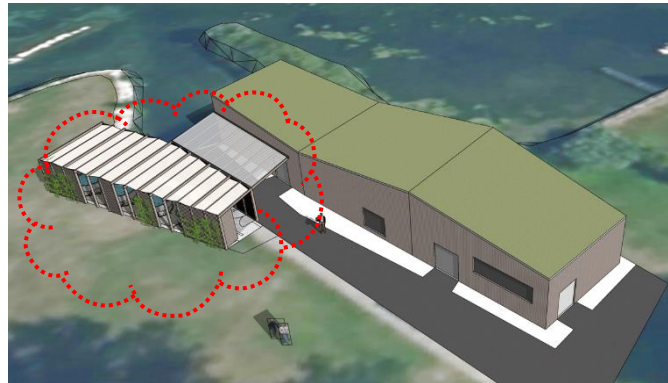
L'enveloppe du bâtiment existant sera conservée en grande partie et recevra des adaptations aux installations révisées compatibles avec les normes en vigueur, les législations actuelles et les besoins spécifiques des espèces. En outre des mesures constructives complémentaires ont été exigées afin de respecter de manière optimale et financière les exigences en relations avec les risques naturels, crues et inondations notamment.

Des bassins extérieurs avaient été projetés (projet 2015) mais n'ont jamais été réalisés, pour des raisons de manque de budget et de constatations des défauts. Un couvert, dans la ligne esthétique initiale vient remplacer ces bassins de manière plus condensée.

**Projet initial**



**Projet actuel**



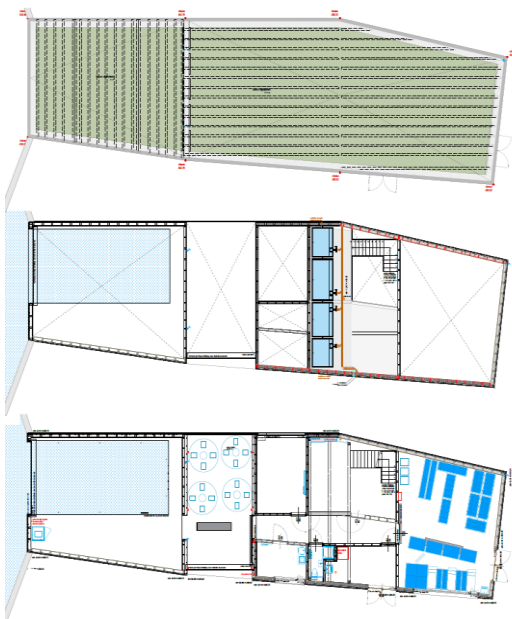
La nécessité de cet ajout vient des besoins particuliers pour l'élevage de brochets et truites et la couverture doit permettre la stabilité de la température de l'eau, face au rayonnement solaire notamment.

La solution a retenu la satisfaction du COPIL et l'aval des autorités communales avant la mise à l'enquête de ce complément non réalisé. Le projet se présente donc dans une unité architecturale conservée et renforcée et les différentes activités peuvent être réalisées dans un cadre qualitatif, adapté et hygiénique.

Les plans en annexe fournissent l'état initial et projeté des travaux. Le nombre de collaborateurs et de collaboratrices occupant les locaux restants identiques, les espaces de travail et sociaux restent similaires et permettront de conserver les autres activités notamment durant les 5 mois hors période de production.

La nouvelle distribution des locaux a aussi été impactée par le mobilier de production particulier. Des conditions de travail optimales ont été élaborées dans des espaces déjà déterminés par l'architecture actuelle de l'ouvrage. Cette adéquation a été un paramètre important du développement du projet et de la planification technique.

**Projet initial**



**Projet actuel**



---

### 3.4 Approvisionnement en eau

Les erreurs de réalisation de l'approvisionnement en eau, ciblées dans le rapport technique et par la CEP, sont responsables d'une bonne partie des problématiques. Une attention essentielle a guidé la conception retenue malgré des nouveaux défis.

#### 3.4.1 Contexte

Actuellement, la prise et le rejet d'eau s'effectuent dans le hangar à bateaux. Cette configuration non conforme requiert une adaptation aux normes qualitatives et aux exigences de stabilité thermique de l'eau utilisée dans la pisciculture.

Pendant les six mois de production, la pisciculture nécessite 120 000 m<sup>3</sup> d'eau pour le fonctionnement des différentes espèces. Afin de refroidir les pompes à chaleur de l'Hôpital Intercantonal de la Broye (HIB), le Groupe E a mis en place une station de pompage à proximité de l'installation piscicole. Cette station réalise des échanges thermiques en utilisant de l'eau pompée dans le lac à une profondeur de 45 mètres, située à environ 1500 mètres du littoral. Cette ressource, répondant au plus près des besoins des espèces envisagées, a engendré un investissement de 59 235 francs en 2020 pour faire passer la conduite de cette eau devant la parcelle de la pisciculture, permettant ainsi de tirer avantage de cette source optimale.

Depuis quelques années, une nouvelle problématique s'est installée dans les lacs suisses et son développement s'est manifesté de manière croissante sur celui de Neuchâtel : la moule quagga.

La moule quagga, une espèce invasive originaire de la mer Caspienne, a été signalée dans diverses régions du monde, y compris en Europe. Les problématiques liées à son introduction dans les lacs comprennent :

Impact sur l'écosystème :	Les moules quagga se reproduisent rapidement et forment des colonies denses sur les surfaces dures, y compris les infrastructures sous-marines et les coquilles d'autres mollusques. Cette colonisation peut entraîner des changements dans la composition des espèces et la structure de l'écosystème local ;
Qualité de l'eau :	Les moules quagga filtrent activement l'eau pour se nourrir, retirant des particules en suspension. Bien que cela puisse améliorer la clarté de l'eau, cela peut également entraîner des changements dans la composition chimique de l'eau et influencer la chaîne alimentaire locale ;
Infrastructures humaines :	Les colonies de moules quagga peuvent causer des problèmes sur les infrastructures humaines, y compris les conduites d'eau, les stations de pompage et les équipements sous-marins tels que les turbines hydrauliques.

Dès lors, en juin 2023, cette problématique a remis en cause cet investissement, le Groupe E devant traiter son eau, la rendant « impropre » aux objectifs de la pisciculture. Face à ce nouveau paramètre, la COPRO s'est approchée des services communaux d'Estavayer-le-Lac et, en parallèle aux investissements de la municipalité, une solution de collaboration a été trouvée afin d'alimenter la pisciculture de manière convenable avec l'eau du lac. De plus, le rapport technique de la CEP avait pointé comme l'un des défaut majeur la méthode retenue d'approvisionnement en eau.

#### 3.4.2 Concept de raccordement en eau

Le nouveau concept d'alimentation en eau, bien que nécessitant un investissement initial, est constitué des éléments suivants :

Une chambre de captage d'eau :	Installée sur l'une des conduites, située à 1500 mètres du littoral, cette chambre a une double utilité. Elle sert non seulement de point de captage d'eau, mais également de ressource pour les besoins communaux en matière de nettoyage périodique des dépôts de moules avec un investissement mutualisé Etat - Commune.
--------------------------------	---

---

Mise en place de deux conduites d'alimentation : Ces conduites permettront d'alimenter alternativement la pisciculture. La première est utilisée, tandis que la seconde reste vide. Cette approche permet de priver les dépôts de moules quagga de leur source de nourriture, induisant ainsi leur déclin naturel. De plus, cette configuration simplifie considérablement l'entretien et le nettoyage des installations.

Ce concept offre donc une solution ingénieuse en maximisant l'utilisation des ressources disponibles tout en minimisant les problèmes potentiels liés aux dépôts des moules quagga. La gestion et l'entretien de la pisciculture est ainsi facilitée.

### 3.5 Charges liées au permis de construire : protection contre les crues

Le permis de construire a été obtenu le 26 janvier 2024. Aucune opposition n'a été manifestée. Cependant des charges nouvelles sont venues impacter le dossier. L'ECAB, face à l'augmentation de la périodicité et l'intensité des crues et inondations, a révisé ses prérequis et demande de faire face à des crues exceptionnelles de type tri centennale et une hausse de son horizon sécuritaire. Par rapport au projet initial, cette charge impacte le dossier avec un niveau de sécurité de 85 cm au-dessus du niveau actuel de la pisciculture.

Face à cette nouvelle information, issue des derniers développements concernant les risques naturels, le COPIL a sollicité l'ECAB afin de diminuer l'impact visuel et financier et ses conséquences. Le compromis retenu permet au projet de satisfaire les prérequis tout acceptant en cas de fortes montées des eaux des parties immergées de l'objet, sans en péjorer sa statique et sa durabilité. Le compromis a été obtenu fin mars après plusieurs études de variantes devant satisfaire les aspects esthétiques (zone touristique), légaux (assurance bâtiment) et en garantissant les installations techniques. Une répercussion financière d'environ 200 000 francs vient donc impacter le dossier.

### 3.6 Durabilité

Les principes du développement durable décrits dans la norme SIA 112/1 sont pris en considération. Les bâtiments devront aussi satisfaire les recommandations KBOB (Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics) en matière de constructions durables. Le standard de construction du pavillon et de la rénovation de la halle existante est MINERGIE-P-Eco. Ces notions visent à prendre en compte, outre l'économie, les aspects environnementaux et sociaux qui sont liés à des enjeux de long terme. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

Pour répondre aux objectifs d'exemplarité qui correspondent à la stratégie immobilière adoptée par le Conseil d'Etat, les constructions répondront aux critères de durabilité ci-après :

Economie : Respecter les budgets alloués et assurer des frais d'exploitation minimums, en cherchant un équilibre cohérent du projet de construction.

Le projet a subi une évolution technologique et financière induite non négligeable et ne permet pas satisfaire au principe d'économicité sachant que l'objectif peut être atteint à Colombier pour un coût trois fois inférieur ;

Société : Offrir des qualités spatiales mettant en exergue le confort de l'utilisateur (fonctionnalité, lumière, chaleur et acoustique), selon les exigences des normes actuelles. Il s'agit aussi de privilégier des systèmes passifs garantissant un confort hivernal et estival optimum en favorisant l'aération et la lumière naturelle.

Situé en pleine zone touristique et face aux baisses continue de la population piscicole dans le lac, le projet s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'Etat de Fribourg de favoriser un maintien de la pêche professionnelle pour une distribution locale ;

Environnement : Respect des exigences en matière d'isolation et augmentation de celles qui concerne la production d'énergie électrique. Le bâtiment peut être équipé en panneaux solaires. Ceci est une démarche globale de l'Etat.

Le projet de nouvelle adduction d'eau affirme la volonté d'indépendance en approvisionnement en eau directement du biotope et permet de rester dans une neutralité des besoins et rejet d'eau.

Des mesures d'accompagnement architecturale en aération, récupération de chaleur et d'isolation ont été intégrées afin de garantir une exploitation du bâtiment sous toutes ses activités durant l'année.

De manière globale, malgré toutes les mesures d'accompagnements techniques et environnementales prises en compte de manière permanente dans les projets de l'Etat, il résulte un impact défavorable à la situation actuelle de collaboration avec la pisciculture de Colombier. Cette dernière, pour des coûts de fonctionnements annuels moindre et une production moyenne inférieure à 40% de sa capacité, répond déjà largement aux besoins actuels. Le statu quo de la relation intercantonale actuelle semble être finalement la solution la plus pérenne et justifiée.

## 4 Planning

La saisonnalité des éclosions impose un calendrier très dense. Les contraintes dues aux manifestations ayant lieu sur le site staviacois ont été prises en considération et le calendrier se présente ainsi :

Juin 2024	Démontage des installations désuètes
Juillet – Septembre 2024	Mesures architecturales d'accompagnement > Corrections de l'enveloppe > Adaptation de l'approvisionnement en eau > Réaménagements intérieurs de base
Juillet 2024 – Novembre 2024	Techniques aquacoles > Nouvelles distributions d'eau > Nouvelles distributions électriques et de monitoring > Mise en place de mobilier d'exploitation > Nouveau pavillon extérieur
Novembre 2024 – Janvier 2025	Mise en service technique
Janvier 2025 – Juillet 2025	Productions pilotes progressives

Les nouveaux travaux de raccordement en eau du bâtiment se dérouleront selon un planning parallèle.

## 5 Coûts de remise en fonction

### 5.1 Remise en état selon les objectifs de production

En avril 2023, le bureau Afry a remporté le mandat d'études de la réhabilitation.

Le projet ayant reçu son permis de construire en date du 26 janvier 2024 et les appels d'offres ayant été faits dans la simultanéité, les coûts de remise en service de la pisciculture se présentent ainsi :

<b>Remise en fonction de la Pisciculture</b>	<b>Montants TTC</b>
Déconstructions des installations obsolètes	15 000
Gros œuvres, Génie civil, charpente et constructions métalliques	671 000
Nouvelles installations électriques et automation	233 000
Nouvelles installations hydrauliques et sanitaires	544 000
Nouvelles installations de ventilation	125 000
Process aquacole, matériel de production et sécurité	525 000
Honoraires	407 000
Mesures complémentaires de protection contre les dégâts naturels	200 000
Réserve pour risques de chantier	120 000
<b>Total Pisciculture</b>	<b>2 840 000</b>
Divers et imprévus de chantier	120 000
<b>Total</b>	<b>2 960 000</b>

Les offres principales ont été conditionnées à l'obtention du crédit d'engagement et les partenaires principaux ont déjà été ciblés.

Ce projet et l'investissement demandé permettent de :

- > Satisfaire les objectifs de production de la pisciculture ;
- > Mettre à niveau le bâtiment et son exploitation aux exigences actuelles et futures ;
- > Compléter le programme non réalisé en 2016 ;
- > Anticiper les évolutions d'équipements et législations ;
- > Maintenir l'unité architecturale du site en proximité d'espaces touristiques.

Le rapport technique de la CEP fait référence au devis d'Aquatransform de 2017 et de son évaluation par l'expert pour un montant médian de 1 550 000 francs. Pour ce genre d'activité les indices de coût de productions et de constructions tiennent compte d'une majoration concernant les phénomènes inflationnistes et conjoncturels de 18 %, ramenant aujourd'hui ce montant à 1 850 000 francs. De, plus, comme mentionné précédemment, le programme réalisé et analysé n'était pas complet. Le pavillon extérieur, compris dans les montants de devis ci-dessus, représente environ 500 000 francs. Le solde de la différence est couvert par les évolutions légales, normatives, énergétiques, les mesures de protections aux risques naturels et les « divers et imprévus ».

Le projet initial de remise en état, avec ses estimations de coûts de 2017, reposait sur une conception d'il y a plus de 15 ans avec des législations et des coûts de construction qui ont fortement évolués entre-temps. La conjoncture économique et ses difficultés en matières premières depuis quelques années sont à prendre en compte dans une comparaison aux chiffres énoncés à l'issue du rapport de la CEP. L'exigence d'exemplarité de remise en service ne doit pas s'arrêter aux activités et législations actuelles mais prendre en compte les évolutions normatives, qualitatives et légales.

## **5.2 Travaux de raccordement en eau**

Le montant global des coûts de raccordement en eau permet, pour les 20 prochaines années, une stabilité des coûts d'approvisionnement. Environ 120 000 m<sup>3</sup> sont nécessaires chaque hiver/printemps pour l'exploitation. Ces coûts, en plus des investissements de construction, tiennent également compte des entretiens planifiés et coûteux de la conduite communale de pompage dans le lac (environ 850 000 francs tous les 4 ans). La nouvelle convention entre l'Etat et la commune d'Estavayer est conditionnée à l'obtention du crédit d'engagement.



<b>Création d'une chambre de captage et conduites d'adductions</b>	<b>Montants TTC</b>
Chambre en béton armé et adaptation communales	350 000
Travaux de Génie civil de raccordements (nouvelle adduction), environs 600 mètres	180 000
Divers et imprévus environs 10% (risque de terrain pollué)	20 000
<b>Total nouveau raccordements</b>	<b>550 000</b>

### 5.3 Montant du crédit d'engagement

Le projet de décret porte sur l'octroi d'un crédit d'engagement de 3 560 000 francs et se base sur les coûts des travaux composés comme suit :

	<b>Montants TTC</b>
Entretien exceptionnel 2024 (curage des boues dans le hangar à bateaux)	50 000
Coûts pour la pisciculture	2 960 000
Coûts pour le nouvel approvisionnement en eau	550 000
<b>Coûts des travaux</b>	<b>3 560 000</b>

Le coût global des travaux est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté en octobre 2023 à 113.7 pts dans la catégorie « Bâtiment – Espace Mittelland » (base octobre 2020 = 100 pts)

Le crédit d'engagement portant sur un montant de 3 560 000 francs, le décret n'est pas soumis au référendum financier dans la mesure où il n'atteint pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (¼% du total des dépenses des derniers comptes de l'Etat, soit 11 863 954 francs).

### 5.4 Coûts d'exploitation estimés : nouvelle pisciculture

Le projet intègre des solutions techniques et architecturales simples pour satisfaire les exigences du point de vue énergétique et d'entretien/maintenance modéré. Une anticipation des normes et exigences a été effectuée, notamment sur les modes de désinfection, le type de compresseur et par des mesures constructives.

Coûts d'exploitation estimés pour la réhabilitation et le raccordement en eau.

<b>Coûts d'exploitation dès 2025</b>	<b>Montants TTC</b>
Consommation annuelle d'électricité (part pisciculture 80 000 francs)	100 000
Consommation annuelle d'eau du lac (120 000 m <sup>3</sup> à 10 cts)	12 000
Participation au curage des moules quagga dès 2025 sur conduite communale (Versement initial de 47 000 francs en 2024)	13 000
Entretien du matériel piscicole et adduction d'eau	20 000
Entretien des installations techniques	20 000
Consommables divers (eau du réseau, gaz des installations, etc.)	10 000
<b>Total nouveau raccordements</b>	<b>175 000 francs / an</b>

Les coûts d'exploitation ci-dessus ne comprennent pas les charges d'amortissements. Il faut noter qu'une diminution de la production n'entraînerait pas une diminution des charges de manière proportionnelle. A titre indicatif, une production à 30% des objectifs placerait les frais d'exploitation à 125 000 francs par ans (frais électriques réduit à 80 000 francs – consommation d'eau réduite 9 000 francs).

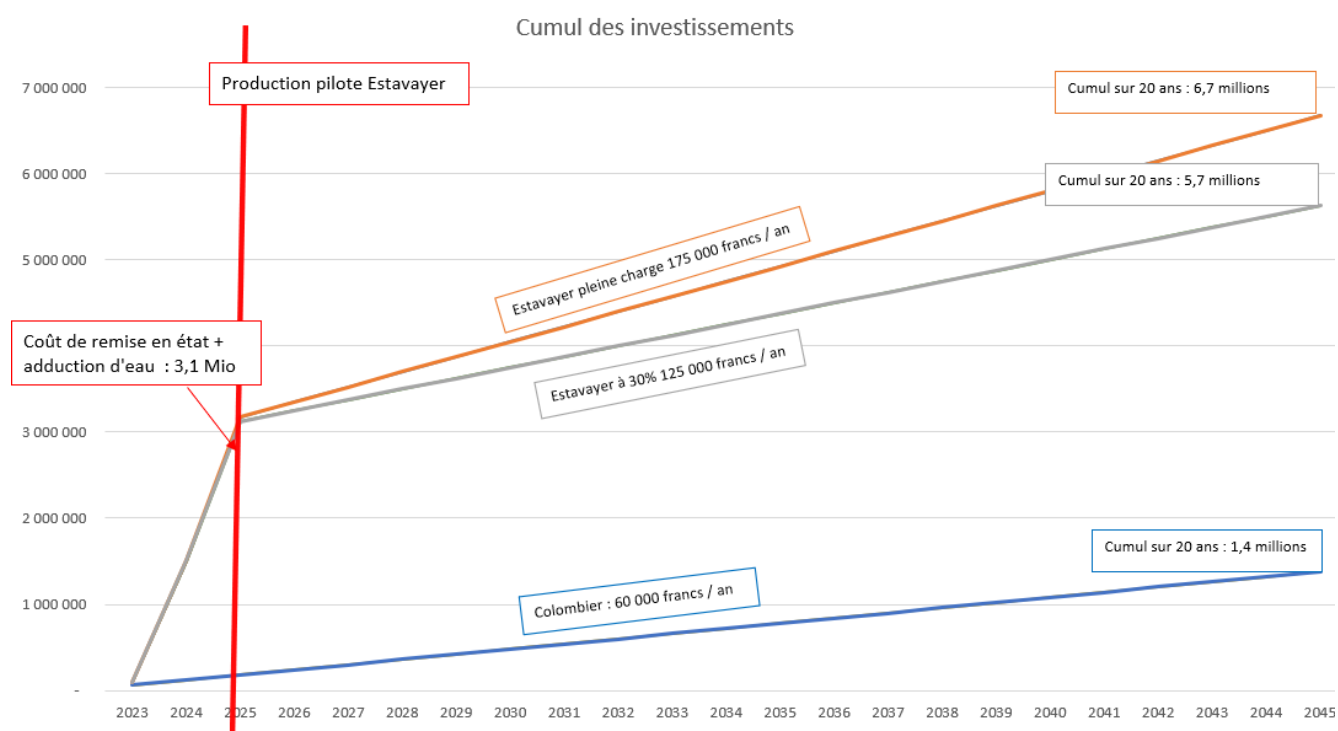
### 5.5 Fonctionnement actuel

Actuellement, au travers de la commission intercantonale de Neuchâtel, le canton de Fribourg participe aux frais d'exploitation ordinaires de la pisciculture de Colombier par un apport de 47 000 francs par an. Ce montant est indépendant des quantités produites à Colombier. Au cas par cas, la commission valide des travaux qui sont répartis entre les 3 partenaires, Neuchâtel, Vaud et Fribourg. Ces frais exceptionnels représentent un ordre de grandeur de 13 000 francs par an au cours des 5 dernières années.

La remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac entraînera une augmentation des contributions des autres cantons.

## 6 Horizon 2045

La convention Etat-commune d'adduction d'eau prévoit un accord sur 20 ans. Le graphique ci-après présente la comparaison entre la situation actuelle avec la pisciculture de Colombier et celle incluant la remise en fonction de celle d'Estavayer-le-Lac. Ce graphique se base sur une exploitation théorique maximale. Les frais d'exploitation d'Estavayer-le-Lac sont grandement impactés par la quantité d'eau nécessaire. Une diminution consistante de la production n'entraînera qu'une faible diminution de la consommation, le circuit d'eau devant être maintenu.



## 7 Conclusion

Le projet de remise en état répond à la volonté politique du Grand Conseil qui a décidé de conserver une pisciculture fribourgeoise fonctionnelle dans la Broye. Il répond aux objectifs de production définis par le COPIL et maintient le bâtiment existant dans sa fonction initiale.

En raison du surdimensionnement des infrastructures, le projet ne permettra en revanche pas d'augmenter le nombre d'alevins remis à l'eau dans le lac de Neuchâtel et ne contribuera donc pas à la défense des intérêts de la pêche. D'autre part, l'assainissement de la pisciculture induit une augmentation des coûts de production (triple des coûts) sans plus-value piscicole et sa production quantitative dépend du bon vouloir des cantons partenaires pour l'approvisionnement en œufs.

Ce décret n'est pas soumis au référendum financier facultatif et entre en vigueur dès sa promulgation.



## Botschaft 2024-DIME-108

14. Mai 2024

### Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac und Arbeiten für den Wasseranschluss

*Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit von 3 560 000 Franken für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac und die Arbeiten für den Wasseranschluss vor.*

## Inhaltsverzeichnis

<b>1</b>	<b>Hintergrund</b>	<b>3</b>
1.1	Rückblick	3
1.2	Die aktuelle Fischzuchtanlage	4
<b>2</b>	<b>Fischereiliche Bewirtschaftung des Neuenburgersees</b>	<b>5</b>
2.1	Interkantonale Koordination	5
2.2	Aktueller Stand nach Fischart	5
2.3	Stellungnahmen der Interkantonalen Kommissionen für die Fischerei im Neuenburger- und im Murtensee	7
<b>3</b>	<b>Projekt für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage</b>	<b>8</b>
3.1	Produktionsziele	8
3.2	Management von Produktion und Personal	9
3.3	Architektur	9
3.4	Wasserversorgung	10
3.4.1	Hintergrund	11
3.4.2	Konzept für den Wasseranschluss	11
3.5	Zusätzlicher Aufwand im Zusammenhang mit der Baubewilligung – Hochwasserschutz	12
3.6	Nachhaltigkeit	12
<b>4</b>	<b>Planung</b>	<b>13</b>
<b>5</b>	<b>Kosten für die Wiederinbetriebnahme</b>	<b>13</b>
5.1	Instandstellung gemäss Produktionszielen	13
5.2	Arbeiten für den Wasseranschluss	14
5.3	Höhe des Verpflichtungskredits	14

---

<b>5.4</b>	<b>Geschätzte Betriebskosten – neue Fischzuchtanlage</b>	<b>15</b>
<b>5.5</b>	<b>Aktueller Betrieb</b>	<b>15</b>
<b>6</b>	<b>Zeithorizont 2045</b>	<b>15</b>
<b>7</b>	<b>Schlussfolgerung</b>	<b>16</b>

---

---

# 1 Hintergrund

---

## 1.1 Rückblick

Die kantonale Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac, die zwischen 2015 und 2016 gebaut und am 26. Oktober 2016 eingeweiht wurde, war nur kurze Zeit in Betrieb, bevor sie wegen erheblicher Mängel abgestellt werden musste. Um die Gründe für diesen Misserfolg zu verstehen, wurde 2017 ein erster technischer Bericht verfasst.

Im Dezember 2017 leiteten die Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) und die Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion (RUBD, neu: RIMU) eine Administrativuntersuchung über das Management des Planungs- und Bauverfahrens für die Anlagen ein. Die zu diesem Zweck beauftragte Kanzlei Eller & Associés SA veröffentlichte ihren Bericht im März 2018.

Am 5. Oktober 2018 hat sich die Finanz- und Geschäftsprüfungskommission (FGK) des Grossen Rats für einen Antrag ausgesprochen, wonach der Staat Arbeiten zur Instandsetzung der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac durchführen soll. Im Mai 2019 hatte ein vom Staat beauftragtes Büro ein Projekt zur Optimierung der Anlagen vorgelegt, das auf 1,526 Millionen Franken geschätzt wurde.

Parallel dazu wies der Kanton Neuenburg am 7. Mai 2019 den Kanton Freiburg darauf hin, dass die Fischzuchtanlage in Colombier die Produktion der für den gesamten Neuenburgersee benötigten Brütlinge sicherstellen könne. Er schlug vor, eine interkantonale Fischzucht mit der Beteiligung der Kantone Freiburg, Neuenburg und Waadt zu gründen. Am 23. Oktober 2019 übermittelte der zuständige Neuenburger Regierungsrat seinem Freiburger Amtskollegen einen mit Zahlen unterlegten Vorschlag. Am 10. Dezember 2019 nahm der Freiburger Staatsrat das Neuenburger Angebot an und beschloss, den Betrieb der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac in der jetzigen Form aufzugeben.

Am 24. Januar 2020 beantragten Grossrätin Nadia Savary-Moser und Grossrat Eric Collomb die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK), um die Situation der Fischzuchtanlage zu klären und sie wieder in Betrieb zu nehmen. Am 6. Februar 2020 stimmte der Grosse Rat dem Antrag zu und setzte am 28. Mai 2020 eine solche PUK ein. Der Grosse Rat nahm den Bericht der PUK<sup>1</sup> am 3. November 2021 zur Kenntnis.

Am 19. Februar 2020 reichten die Herren Dominic Catillaz und Romain Lambert die Volksmotion «Wiedereröffnung der neuen Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac» ein. Mit dieser Motion wurde eine Änderung des kantonalen Gesetzes über die Fischerei verlangt, um sicherzustellen, dass der Staat Freiburg die für den Fischbesatz nötigen Fischzuchtanlagen selbst verwaltet.

Der Staatsrat hielt in seiner Antwort vom 12. Oktober 2021<sup>2</sup> fest, dass die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac nach Einschätzung der Sachverständigen nicht gerechtfertigt sei und dass die von der Sanierung der Anlage erwarteten Leistungen derzeit von der interkantonalen Fischzuchtanlage in Colombier zu ungleich tieferen Kosten und zur Zufriedenheit aller erbracht würden. Dessen ungeachtet schlug der Staatsrat angesichts der Erwartungen, die von den Grossrätinnen und Grossräten während der Debatten über den PUK-Bericht geäußert wurden, vor, die Volksmotion teilweise anzunehmen, damit dem Grossen Rat ein Dekret für die Investition vorgeschlagen werden könne.

Am 3. November 2021 erklärte der Grosse Rat den Teil der Volksmotion erheblich, der die Instandsetzung der Anlage forderte.

Im Juli 2022 wurde ein Steuerungsausschuss (COFIL) aus Abgeordneten der verschiedenen Fraktionen, den betroffenen staatlichen Stellen und unter dem gemeinsamen Vorsitz der beiden Direktoren der ILFD und der RIMU gebildet, um die Studien zur Instandsetzung der Fischzuchtanlage wieder in Gang zu bringen. Weiter wurde ein

---

<sup>1</sup> <https://www.fr.ch/de/document/456681>

<sup>2</sup> [https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-65a94ef369b3b/de\\_RCE\\_MP2020-GC-28\\_Rouverture\\_pisciculture.pdf](https://www.parlinfo.fr.ch/dl.php/de/ax-65a94ef369b3b/de_RCE_MP2020-GC-28_Rouverture_pisciculture.pdf)

---

Projektausschuss (COPRO) eingesetzt, in der Berufsfischerinnen und -fischer und ein externer Experte in Aquakultur einsitzen. Er wird vom Projektleiter des Hochbauamts (HBA) unter dem Vorsitz des Kantonsarchitekten geleitet und hat als Mitglieder das Amt für Wald und Natur, den Experten in Aquakultur und einen Fachmann für die Fischerei auf dem Neuenburgersee.

Wie von den Motionären gewünscht und von den COPIL-Mitgliedern bestätigt, bleiben die Produktionsziele gleich wie bei der ursprünglichen Planung. Sie werden weiter unten behandelt.

Die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac war mit verschiedenen Herausforderungen verbunden, darunter:

Behebung der wichtigsten Mängel:	Die Fischzuchtanlage wurde aufgrund bedeutender Mängel geschlossen. Der erste Schritt bestand darin, diese Probleme zu identifizieren und zu lösen. Die für 2018 geschätzte Investition musste überarbeitet, aktualisiert und ergänzt werden.
Rechtlicher Rahmen:	Die Auslegung der Fischzuchtanlage basiert auf Prozessen und Techniken, die 14 Jahre alt sind. Die Energie-, Hygiene- und technischen Normen haben sich jedoch weiterentwickelt und erfordern einen vollständigen Abbau der aktuellen technischen Anlagen. Die Anforderungen der KGV haben sich ebenfalls weiterentwickelt.
Ökologische Nachhaltigkeit:	Die Einhaltung hoher Umweltstandards ist eine Priorität, die den Erhalt der lokalen Wasserressourcen fördern kann. Die Fischzucht wurde unter Berücksichtigung der kommunalen Bestrebungen und eines stark touristisch geprägten Sektors in der Nähe entwickelt.
Wiederherstellung der Fischbestände:	Die Instandsetzung würde in Ergänzung zur Instandsetzung von Colombier die Fischbestände sichern und so zur Erhaltung dieser Arten beitragen. Allerdings sorgen zahlreiche Phänomene für einen komplexen und schwer zu bewältigenden Kontext (invasive Arten wie z. B. Quaggamuscheln, Kormorane, Wasserqualität wie z. B. Temperatur und Nährstoffe usw.).
Risikomanagement:	Da die Zahl der Laichtiere und Rogen stetig abnimmt, integriert die geplante Fischzuchtanlage klare und sichere Prozesse, um Produktionsverluste zu eliminieren.
Regionale Zusammenarbeit:	Das Oberamt des Broyebezirks und die Gemeinde Estavayer unterstützen das Projekt. Die Zusammenarbeit mit den Kantonen Neuenburg und Waadt besteht bereits über die Fischzuchtanlage in Colombier, die derzeit aufgrund eines Mangels an Rogen nicht ausgelastet ist.

Im April 2023 wurde die Studie und die Kostenschätzung an das Bureau Afry SA und seinen Aquakultur-Spezialisten (IDEE Aquaculture) vergeben. In diesem Rahmen wurden ähnliche Fischzuchtanlagen besucht und technische Beziehungen geknüpft, um sich auszutauschen und Erfahrungen zu sammeln.

## **1.2 Die aktuelle Fischzuchtanlage**

Die heutige Fischzuchtanlage beruht auf dem Dekret 2020\_063 des Grossen Rats vom 11. Mai 2011 mit einem Kredit von 2 000 000 Franken für den Bau einer neuen Anlage, um die gesamte Fischproduktion des Kantons Freiburg an einem einzigen Standort zu bündeln. Diese Produktion war hauptsächlich für den Neuenburger- und den Murtensee bestimmt.

Die Firma Bruno Gallusser Ingenieurbüro GmbH in St. Gallen war mit der technischen Planung der neuen Fischzuchtanlage beauftragt worden. Die ersten Pläne wurden 2009 und 2010 ausgearbeitet und basierten auf den vom Staat gewünschten Produktionszahlen (siehe Punkt 3.1). Aus gesundheitlichen Gründen konnte der Ingenieur seine Begleitung während der Realisierung nicht beenden.

Der Bau verzögerte sich aufgrund von Einsprachen gegen die Änderung des Ortsplans und die Baubewilligung über mehrere Jahre. Die Fundament- und Bauarbeiten begannen in der zweiten Hälfte des Jahres 2015 und dauerten etwa ein Jahr.

---

Die Fischzuchtanlage wurde am 26. Oktober 2016 eingeweiht und war von November 2016 bis Januar 2017 in Betrieb, bevor sie aufgrund grösserer Betriebsstörungen abgestellt werden musste. Ein Grossteil der Palée-, Bondelle-, Forelle- und Hecht-Rogen erreichte nicht die vollständige Inkubationsphase. Die Bondelle-Rogen aus der zweiten Produktion mussten zu ihrer Rettung in die alte Fischzucht umgesiedelt werden. Die Hechtproduktion erforderte dringende Anpassungen der Anlagen. Je nach Art lagen die Verluste zwischen 41 % und 85 %.

Sämtliche Betriebsstörungen wurden analysiert und dokumentiert (siehe technischer Bericht und PUK-Bericht).

## **2 Fischereiliche Bewirtschaftung des Neuenburgersees**

### **2.1 Interkantonale Koordination**

Nach dem geltenden gesetzlichen Rahmen liegt die Verantwortung für die Wiederbevölkerung des Neuenburgersees bei den Konkordatskantonen Waadt, Neuenburg und Freiburg. Die drei Kantone haben nach Artikel 32 Abs. 1 des Konkordats vom 19. Mai 2003 über die Fischerei im Neuenburgersee die Aufgabe, die erforderlichen Fischzuchtanlagen selbst zu betreiben oder zu beaufsichtigen. Sie koordinieren ihre Tätigkeit entsprechend der Entwicklung der Wiederbevölkerung und der Fischerei im See (Art. 32 Abs. 2 des Konkordats).

Auf kantonaler Ebene legt Artikel 31 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über die Fischerei (FischG) fest, dass das Amt für Wald und Natur dafür zuständig ist, die Wiederbevölkerung der dem Regal unterstellten Gewässer zu besorgen. Zu diesem Zweck betreibt es Fischzuchtanstalten oder -anlagen oder lässt solche betreiben.

Seit 2020 legt das Konkordat die Produktionsziele sowie die Kostenteilung zwischen den Konkordatskantonen für den Betrieb der Fischzuchtanlage in Colombier fest. Die Kosten beliefen sich in den letzten fünf Jahren auf durchschnittlich 59 730 Franken pro Jahr und Kanton und umfassten nicht nur die Betriebskosten, sondern auch die Kosten für Erweiterungen und die Sicherung der Anlagen. Dank der Vereinbarung können nicht nur die Produktionsziele der Fischzuchtanlage in Colombier, sondern auch die der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac erreicht werden. Für die kommenden Jahre basieren diese Kosten, die mit 47 000 Franken pro Jahr und Kanton veranschlagt sind, auf den Betriebskosten der Fischzucht in Colombier. Die anfänglich geäusserten Befürchtungen bezüglich des Transports der Rogen, mit denen der Bau der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac begründet wurde, erwiesen sich als unbegründet. Es zeigte sich nämlich, dass dieser Transport kein Problem für die Produktion der Brütlinge darstellt. Diese Zusammenarbeit ermöglicht es der Fischzuchtanlage in Colombier, die Ziele der Fischproduktion für den gesamten See vollständig und zur Zufriedenheit der drei Konkordatskantone zu erfüllen.

### **2.2 Aktueller Stand nach Fischart**

Die Herausforderungen unterscheiden sich zwischen den verschiedenen Fischarten: Die Palée und Bondellen, die zu den Felchen gehören, sind die beiden entscheidenden Arten für die Berufsfischerei und bilden die Grundlage für das Einkommen dieser Berufsgruppe. Bei der Seeforelle besteht die Herausforderung angesichts der anhaltenden Sorge um den Zustand der Seepopulationen darin, die Art zu erhalten. Beim Hecht rechtfertigt der mögliche Besatz durch das Abfischen von Laichtieren eine Ausnahme vom Fischereiverbot während der Reproduktionszeit. Diese Ausnahmeregelung hat zur Folge, dass die Berufsfischerinnen und -fischer diese Ressource während der Laichzeit nutzen und so im Frühjahr ein erhebliches Einkommen erzielen. Diese Art, die auch von Freizeitanglern geschätzt wird, wird hauptsächlich zu Fischereizwecken wiederbesetzt.

Die Ergebnisse der Befischung der Felchenlaicher sowie der Seeforellen in den letzten Jahren haben gezeigt, dass es mit den verfügbaren Rogen nicht mehr gelingt, die Fischzuchtanlagen gemäss Kapazität zu versorgen. Im Durchschnitt der letzten 15 Jahre wurden 37,8 Millionen Palée-Brütlinge und 12,8 Millionen Bondellen-Brütlinge besetzt, wobei die Tendenz rückläufig ist (Abb. 1). In den letzten zehn Jahren war die Fischzuchtanlage in Colombier trotz erheblicher Anstrengungen, Laichfische zu fangen und Rogen zu gewinnen, bei den Palée nur zu 68 % und bei den Bondellen nur zu 50 % ihrer Kapazität ausgelastet. Der limitierende Faktor für einen höheren Besatz ist somit eindeutig nicht die Produktionskapazität der Neuenburger Fischzuchtanlage, sondern die Menge der von den

Berufsfischerinnen und -fischern gesammelten Rogen. Die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac wird daran nichts ändern.

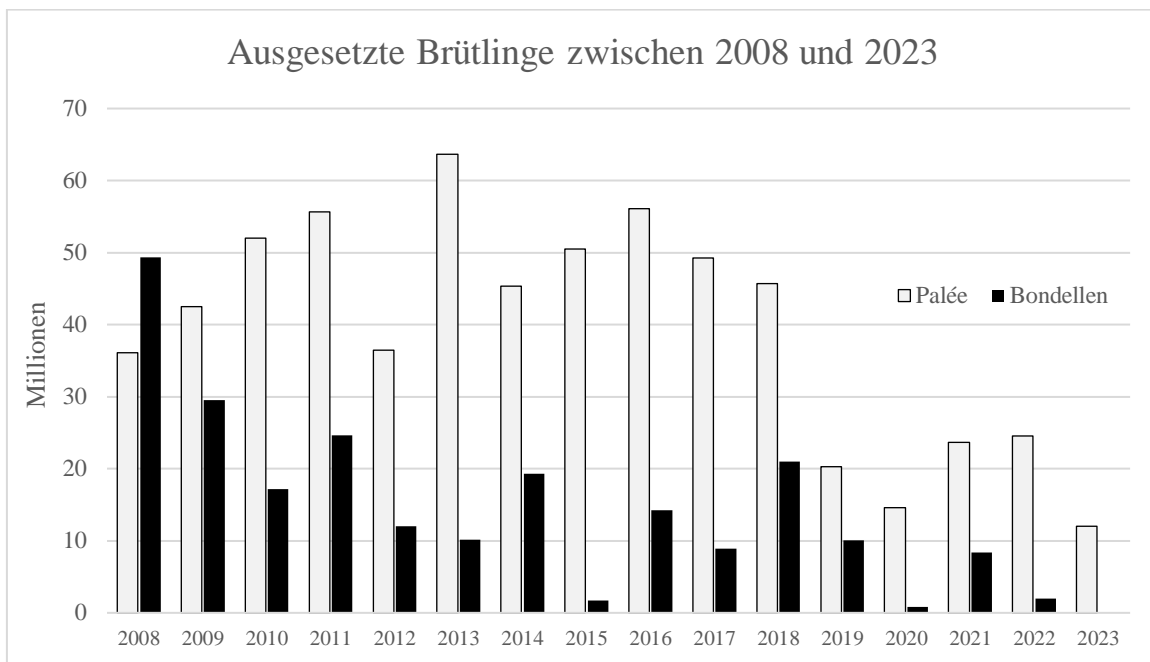


Abb. 1: Ausgesetzte Brütlinge im Neuenburgersee zwischen 2008 und 2023

Art	Durchschnittlich produzierte Jahresmenge in den letzten 15 Jahren	Durchschnittlich produzierte Jahresmenge in den letzten 10 Jahren	Durchschnittlich produzierte Jahresmenge in den letzten 3 Jahren	Produktionskapazität der Fischzuchtanlage in Colombier	Produktionskapazität der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac
Palée	37,8 Millionen	33,9 Millionen	22,2 Millionen	50 Millionen	25 Millionen
Bondelle	12,8 Millionen	9,9 Millionen	3,5 Millionen	20 Millionen	10 Millionen
Hecht	1,5 Millionen	1,9 Millionen	1,5 Millionen	1-3 Millionen	200 000
Seeforelle	310 000	250 000	387 000	400 000	200 000

Jährliche Durchschnittswerte der in den letzten 3, 10 und 15 Jahren in den Neuenburgersee entlassenen Brütlinge im Vergleich zur Produktionskapazität der Fischzuchtanlage in Colombier

Bei der Produktion von Hechten gibt es hingegen keine Probleme mit der Versorgung mit Rogen, weil es sich um eine Art handelt, die auf natürliche Weise im Neuenburgersee gedeiht. Der Hecht wird in der Roten Liste der Fische in der Schweiz als «nicht gefährdet» eingestuft. Bei den Forellen ist es wesentlich, dass die Laichfische in den Zuflüssen des Sees auf ihrer Wanderung zu den Laichplätzen abgefischt werden. Da es auf Freiburger Boden keine solchen Zuflüsse hat, ist er für seine Versorgung auf das Wohlwollen der Nachbarkantone angewiesen. Weiter gilt, dass der Fang von Forellenlaichern von Jahr zu Jahr schwieriger wird und dass diese Problem in Zukunft noch zunehmen wird.



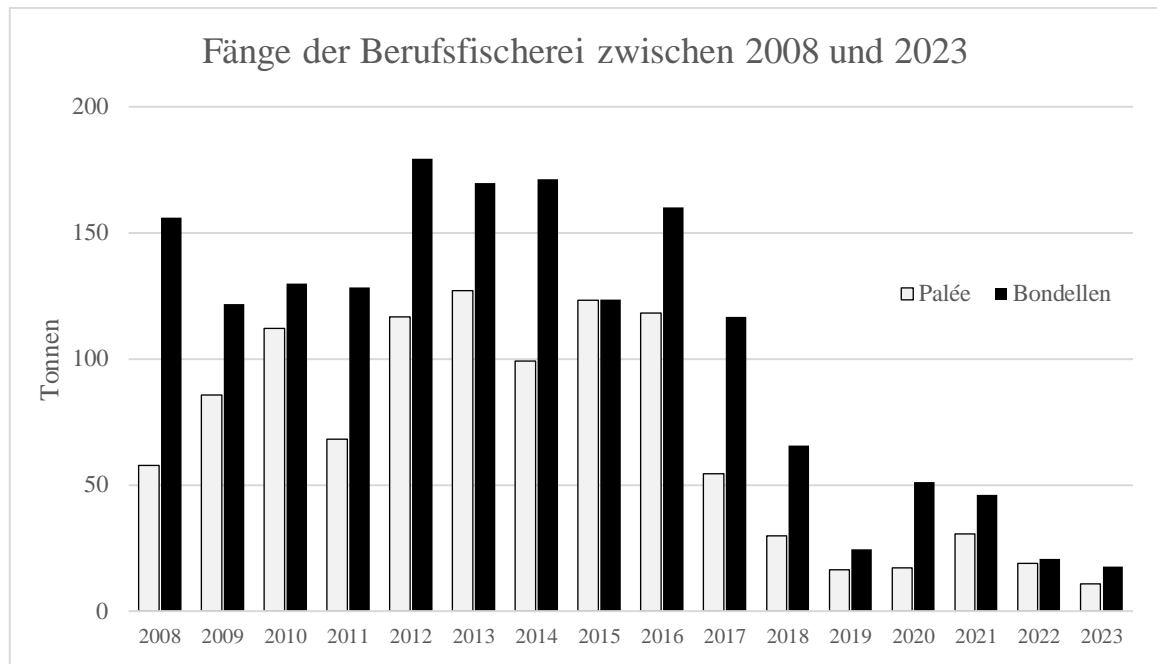


Abb. 2: Fänge der Berufsfischerei im Neuenburgersee zwischen 2008 und 2023

Die Gründe für den in den letzten Jahren beobachteten Rückgang der Populationen (Abb. 2) der Felchen (deutlicher Rückgang seit 2017) sind nach wie vor ungeklärt. Dennoch muss betont werden, dass in diesem schwierigen Kontext die Besatzbemühungen der Fischzuchtanlage in Colombier einen erheblichen Beitrag zur Zahl der von der Berufsfischerei gefangenen Fische leisten. Eine Studie, die mit Bondellen, die 2018 markiert und 2021 und 2022 wieder gefangen wurden, sowie mit Palée, die 2019 markiert und 2022 und 2023 wieder gefangen wurden, durchgeführt wurde, zeigt Raten von markierten und wieder gefangenen Fischen, die jeweils zwischen 35 % (n<sup>3</sup>: 123) und 12 % (n: 239) für Bondellen und zwischen 57 % (n: 47) und 47 % (n: 128) für Palée schwankten. Die markierten Fische aus Colombier verteilten sich gleichmässig über den gesamten See.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass die Problematik, ohne die Besatzaktion im Neuenburgersee in Frage stellen zu wollen, auf der Ebene der Lieferung der Rogen und nicht auf der Ebene der Produktionskapazität der Konkordatskantone liegt. Die Instandsetzung der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac, die die Produktionskapazität erhöht, bringt keine Lösung für die Problematik des Rückgangs der Fischereifänge, dies trotz einer ausgezeichneten Zusammenarbeit und eines starken Engagements der Berufsfischereikreise.

### 2.3 Stellungnahmen der Interkantonalen Kommissionen für die Fischerei im Neuenburger- und im Murtensee

Die Interkantonale Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee ist der Ansicht, dass eine Fischzuchtanlage am Südufer des Neuenburgersees notwendig und gerechtfertigt ist, dass aber angesichts der Entwicklung der Fischereierträge und der in Colombier durchgeführten Sicherungsarbeiten eine zweite Fischzuchtanlage, die ebenfalls weitgehend unternutzt wäre, heute nicht mehr gerechtfertigt ist. Die 2011 geäusserten Bedenken hinsichtlich der Risiken durch Todesfälle während des Rogentransports und der zusätzlichen Arbeitsbelastung in Colombier haben sich in den vergangenen Jahren als unbegründet erwiesen.

Heute trägt eine neue Fischzuchtanlage lediglich zur Erhöhung der Kosten für alle beteiligten Kantone bei, ohne dass zusätzliche Brütlinge produziert oder Lücken geschlossen würden. Der enorme Aufwand, der betrieben wurde, um die Fischzuchtanlage in Colombier zu versorgen, zeigt, dass es nicht mehr möglich ist, solche Anlagen auszulasten. Die Verteilung der in Colombier bebrüteten Rogen, die heute schon nicht ausreichen (Auslastung der Anlagen zwischen 17,5 % und 44 % in den letzten drei Jahren bei den Felchen), würde somit auch die Tragfähigkeit dieser

<sup>3</sup> n: Anzahl gefangene Fische zur Bestimmung des Markierungsprozentsatzes, wobei der Anteil in Prozenten vor dem «n:» steht.

Fischzuchtanlage gefährden und das Risiko mit sich bringen, dass sie möglicherweise irgendwann ebenfalls geschlossen wird.

Nach Ansicht der Kommission gewährleistet ein gemeinsamer Betrieb durch drei Kantone mit einer Kostenteilung die langfristige Kontinuität besser als der Versuch, mit grossem Aufwand unabhängige Fischzuchtanlagen zu unterhalten. Es ist zwar richtig, dass die Zusammenlegung aller Rogen in einer einzigen Fischzuchtanlage im Falle einer schweren Krankheit oder einer technischen Panne die Produktion eines ganzen Jahres gefährden kann, doch ist dieses Risiko dank der technischen Verbesserungen, die seit 2020 in Colombier vorgenommen wurden, begrenzt. Zudem ist Besatz langfristig zu verstehen; der potenzielle Verlust eines Produktionsjahres wird in einem solchen Fall durch die Produktion der Folgejahre sowie die Langlebigkeit dieser Fischarten teilweise wieder ausgeglichen.

Aus all diesen Gründen empfiehlt die Interkantonale Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee, das Besatzprogramm der vergangenen Jahren mehr oder weniger beizubehalten, jedoch nur die Fischzuchtanlage in Colombier zu betreiben. Für den Fall, dass die Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac instand gesetzt werden sollte, würden sich die Nachbarkantone nicht an den Betriebskosten dieser Fischzuchtanlage beteiligen, wären aber bereit, die Rogen zu teilen, die von der Berufsfischerei und den Wildhüterin-Fischereiaufseherinnen und Wildhüter-Fischereiaufseher der drei Kantone gesammelt werden.

Der Freiburger Staatsrat ist gleicher Meinung wie die Kommission.

### 3 Projekt für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage

#### 3.1 Produktionsziele

Das Projekt für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac orientiert sich an den Produktionszielen, die in der Botschaft zum Dekret 2020\_063 des Grossen Rats vom 11. Mai 2011 formuliert und am 20. Juli 2022 vom COPIL bestätigt wurden. Sie lauten wie folgt:

Art	Kapazität Estavayer-le-Lac
Palée ( <i>Coregonus palaea</i> )*	25 Millionen
Bondelle ( <i>Coregonus candidus</i> )*	10 Millionen
Hecht ( <i>Esox lucius</i> )	200 000
Seeforelle ( <i>Salmo trutta</i> )	200 000

\*Hauptarten für die Berufsfischerei.

Beim Betrieb einer Fischzucht spielen Saisonalitäten eine bedeutende Rolle und wirken sich auf die Instandsetzung und den Zeitplan für die Inbetriebnahme aus. Fischzuchten sind nur von Dezember bis April in Produktion.

Entwicklungsstadium für die Rückgabe in den See		Periode
Palée	6 bis 8 Wochen im Ei-Stadium 1 Woche Aufbewahrung im Brütlingstadium	Dezember bis Februar
Bondelle	6 bis 8 Wochen im Ei-Stadium 1 Woche Aufbewahrung im Brütlingstadium	Februar bis April
Hecht	3 bis 4 Wochen im Ei-Stadium 1 Woche Aufbewahrung im Brütlingstadium für 50 % der Produktion, Becken für Vorsommerlinge für 50 % der Produktion (bis zu 5 Wochen) in Abhängigkeit des Wasserstands des Greyerzer- und des Schifflensees	März/April bis Juni/Juli
Seeforelle	4 bis 8 Wochen im Ei-Stadium und 4 bis 8 Wochen für Vorsommerlinge	November/Dezember bis März/April

---

Die Interkantonale Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee koordiniert jährlich die Versorgung der verschiedenen Fischzuchtanlagen mit Rogen (siehe Punkt 2.1.1).

### **3.2 Management von Produktion und Personal**

Das Hygienekonzept in einer Fischzuchtanlage für Besatzfische ist eines der wichtigsten Elemente, doch fehlte es im ersten Projekt. Das Konzept erstreckt sich auf alle Produktionsbereiche, um optimale Bedingungen für die Gesundheit und das Wohlbefinden der Fische zu gewährleisten, die für die Wiederaufstockung bestimmt sind. Die wichtigsten Aspekte des Hygienekonzepts in diesen Produktionsbereichen sind folgende:

Wassermanagement:	Die Sicherstellung einer optimalen Wasserqualität in den Produktionsbecken ist von entscheidender Bedeutung. Dazu gehört die regelmässige Kontrolle von Temperatur, Trübung, pH-Wert, Sauerstoffgehalt, Vorhandensein von Verunreinigungen und anderen Parametern.
Filter- und Belüftungsanlage:	Um Verunreinigungen aus dem Wasser zu entfernen und eine ausreichende Sauerstoffzufuhr zu gewährleisten, braucht es geeignete Filtersysteme. Dies trägt dazu bei, eine gesunde Umgebung für die Fische und eine gute Belüftung der Innenräume für das Personal und die Nachhaltigkeit des Gebäudes zu erhalten.
Hygiene der Ausrüstung:	Um die Ansammlung von Ablagerungen und Verunreinigungen zu verhindern, braucht es eine regelmässige Reinigungsprotokolle für Geräte wie Pumpen, Filter und Wasserleitungen.
Sanitarische Kontrolle:	Um Anzeichen von Fischkrankheiten frühzeitig zu erkennen, müssen regelmässige Hygieneüberwachungen durchgeführt werden. Dies kann visuelle Inspektionen, Wasseranalysen und mikrobiologische Tests umfassen.
Kontrollierte Ernährung:	Es müssen Protokolle für das Ernährungsmanagement umgesetzt werden, um Überfütterung zu vermeiden, Lebensmittelverschwendung zu minimieren und eine gute Wasserqualität zu gewährleisten.
Schulung der Angestellten:	Es muss sichergestellt werden, dass das Personal in guten Hygienepraktiken geschult wird, einschliesslich des Umgangs mit den Fischen, der Wartung der Ausrüstung und der Vermeidung von Krankheiten.

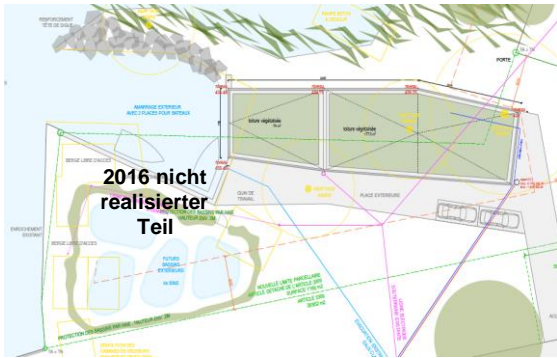
Die Prozesse und der Fluss von Personen, Materialien und Rogen wurden so gestaltet, dass sie den ehrgeizigen Produktionszielen gerecht werden. Diese Überlegungen und ihre Auswirkungen auf das bestehende Gebäude haben die Überlegungen zur Anpassung der aktuellen Gebäudehülle an die Anforderungen des Pflichtenhefts geleitet. Parallel dazu wurde eine Risikoanalyse erarbeitet, die die Überlegungen in Richtung der vorgestellten Lösung lenkte. Der Fischexperte validierte die durchgeführten Arbeitsschritte und bestätigte die Eignung der vorgeschlagenen Massnahmen für das Ziel der umfassenden Sanierung.

### **3.3 Architektur**

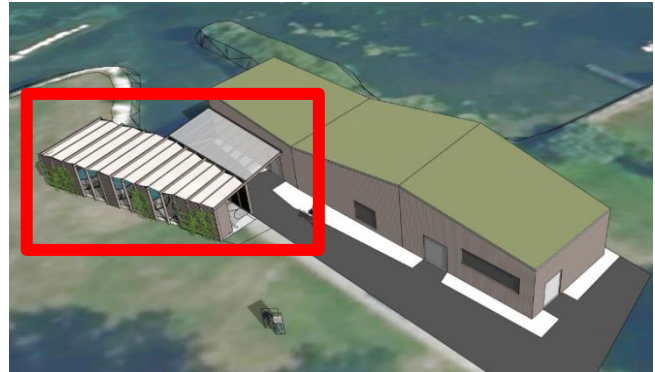
Die Hülle des bestehenden Gebäudes wird weitgehend erhalten bleiben. Gleichzeitig sollen die Einrichtungen angepasst werden, um die geltenden technischen und juristischen Normen einzuhalten und den spezifischen Bedürfnissen der Arten gerecht zu werden. Darüber hinaus wurden zusätzliche bauliche Massnahmen gefordert, um die Anforderungen in Bezug auf Naturgefahren, insbesondere Hochwasser und Überschwemmungen, technisch und finanziell optimal zu erfüllen.

Das Projekt 2015 sah Aussenbecken vor, die jedoch aufgrund von fehlender Mittel und der Feststellung von Mängeln nie realisiert wurden. Eine Überdachung, die die ursprüngliche ästhetische Linie übernimmt, ersetzt diese Becken in kompakterer Form.

## Ursprüngliches Projekt



## Aktuelles Projekt



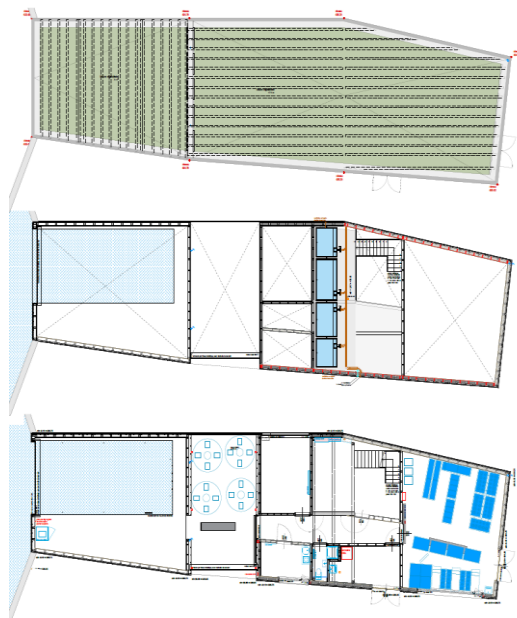
Die Notwendigkeit dieser Ergänzung ergab sich aus den besonderen Bedürfnissen der Hecht- und Forellenzucht; die Abdeckung soll die Stabilität der Wassertemperatur insbesondere bei direkter Sonneneinstrahlung ermöglichen

Die Lösung fand vor der öffentlichen Auflage dieser nicht realisierten Ergänzung die Zustimmung des COPIL und die Zustimmung der Gemeindebehörden. Das Projekt wartet mit einer erhaltenen und stärkeren architektonischen Einheit auf. Weiter können die verschiedenen Aktivitäten in einem qualitativ hochwertigen, adäquaten und hygienischen Rahmen durchgeführt werden.

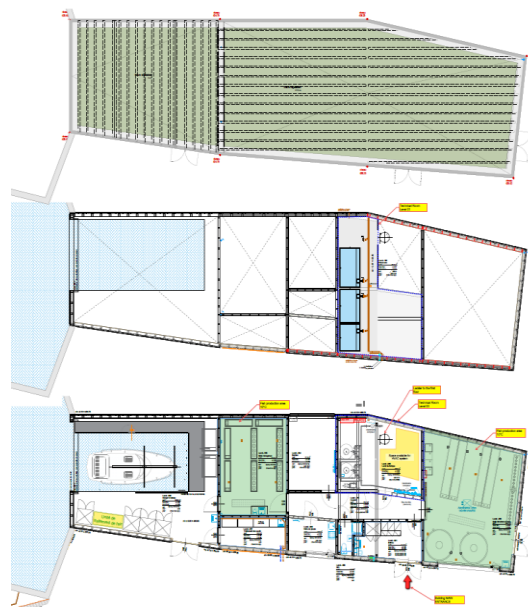
Die Pläne zeigen die Arbeiten gemäss ursprünglichem und aktuellem Projekt. Die Zahl der Angestellten, die in den Räumlichkeiten arbeiten, bleibt gleich, die Räume, die der Arbeit oder dem sozialen Austausch gewidmet sind, bleiben ähnlich und werden es ermöglichen, die anderen Aktivitäten insbesondere während der 5 Monate ausserhalb der Produktionszeit aufrechtzuerhalten.

Die neue Raumaufteilung wurde auch durch die besonderen Produktionsmöbeln beeinflusst. In den Räumen, die bereits durch die aktuelle Architektur des Bauwerks bestimmt waren, wurden optimale Arbeitsbedingungen definiert. Zweckmässige Räume waren ein wichtiger Parameter bei der Projektentwicklung und der technischen Planung.

## Ursprüngliches Projekt



## Aktuelles Projekt



## 3.4 Wasserversorgung

Die Fehler bei der Umsetzung der Wasserversorgung, auf die der technische Bericht und die PUK das Augenmerk richteten, sind für einen Grossteil der Probleme verantwortlich. Bei der nun gewählten Ausgestaltung wurde diesem Punkt trotz der neuen Herausforderungen eine besondere Aufmerksamkeit geschenkt.

---

### 3.4.1 Hintergrund

Derzeit erfolgt die Wasserentnahme und -ableitung im Bootshaus. Aufgrund dieser nicht konformen Konfiguration muss die Wasserversorgung angepasst werden, damit die Anforderungen an die Qualität und die thermische Beständigkeit des in der Fischzucht verwendeten Wassers erfüllt werden.

Während der sechsmonatigen Produktionszeit benötigt die Fischzuchtanlage 120 000 m<sup>3</sup> Wasser für die verschiedenen Arten. Um die Wärmepumpen des Interkantonalen Spitals der Broye (HIB) zu kühlen, hat Groupe E in der Nähe der Fischzuchtanlage eine Pumpstation errichtet. Diese Station führt einen Wärmeaustausch durch, indem sie Seewasser verwendet, das etwa 1500 Meter vom Ufer entfernt aus einer Tiefe von 45 Metern entnommen wird. Diese Ressource erfüllt die Bedürfnisse der für die Fischzucht vorgesehenen Arten am besten. Deshalb wurde 2020 ein Investition von 59 235 Franken beschlossen, um die Leitung für das HIB an der Parzelle der Fischzuchtanlage vorbeizuführen und so das Wasser auch für die Fischzucht nutzbar zu machen.

Seit einigen Jahren gibt es in den Schweizer Seen mit der Verbreitung der Quaggamuschel ein neues Problem, von dem auch der Neuenburgersee betroffen ist.

Die Quaggamuschel, eine invasive Art, die ursprünglich aus dem Kaspischen Meer stammt, wurde in verschiedenen Teilen der Welt, darunter auch in Europa, nachgewiesen. Zu den Problemen, die mit ihrer Einführung in Seen verbunden sind, gehören:

Auswirkungen auf das Ökosystem:	Quaggamuscheln vermehren sich schnell und bilden dichte Kolonien auf harten Oberflächen, einschliesslich Unterwasserinfrastrukturen und Schalen anderer Muscheln. Diese Besiedlung kann zu Veränderungen in der Artenzusammensetzung und der Struktur des lokalen Ökosystems führen.
Wasserqualität:	Quaggamuscheln filtern das Wasser aktiv, um sich zu ernähren, und entfernen dabei Schwebeteilchen. Dies kann zwar die Klarheit des Wassers verbessern, aber auch zu Veränderungen in der chemischen Zusammensetzung des Wassers führen und die lokale Nahrungskette beeinflussen.
Infrastrukturen für Menschen:	Kolonien von Quaggamuscheln können Probleme bei den Infrastrukturen verursachen, einschliesslich Wasserleitungen, Pumpstationen und Unterwasserausrüstung wie Wasserturbinen.

Ab Juni 2023 stellte die Invasion die Investition zur Nutzung der HIB-Leitung in Frage, da Groupe E ihr Wasser aufbereiten musste, wodurch es für die Zwecke der Fischzucht nicht mehr geeignet war. Angesichts dieses neuen Parameters wandte sich der COPRO an die Gemeindedienste von Estavayer-le-Lac. Parallel zu den Investitionen der Gemeinde wurde eine Lösung für die Zusammenarbeit gefunden, um die Fischzucht auf angemessene Weise mit Seewasser zu versorgen. Dies umso mehr, als auch der technische Bericht der PUK die gewählte Methode der Wasserversorgung als einen der Hauptmängel bezeichnet hatte.

### 3.4.2 Konzept für den Wasseranschluss

Das neue Konzept der Wasserversorgung erfordert eine Anfangsinvestition und besteht aus den folgenden Komponenten:

Brunnenstube:	Diese Kammer ist an einer der Rohrleitungen installiert, die zum Ufer eine Distanz von 1500 Metern aufweist, und dient einem doppelten Zweck. Sie dient nicht nur der Wasserentnahme, sondern auch für die periodische Reinigung durch die Gemeinde der Muscheldepots, wobei sich Staat und Gemeinde die Investitionskosten aufteilen.
Einrichtung von zwei Zuleitungen:	Mit der Verdoppelung der Leitung kann die Fischzucht abwechselnd versorgt werden: Die eine wird genutzt, während die andere leer bleibt. Dadurch wird der Quaggamuschel die Nahrungsquelle entzogen, wodurch ihr natürlicher Rückgang eingeleitet wird. Darüber hinaus vereinfacht diese Konfiguration die Wartung und Reinigung der Anlagen erheblich.

---

Dieses Konzept ist mit anderen Worten eine findige Lösung, indem es die Nutzung der verfügbaren Ressourcen maximiert und gleichzeitig die potenziellen Probleme minimiert, die mit der Ablagerung der Quaggamuscheln verbunden sind. Auch wird dadurch die Verwaltung und Pflege der Fischzuchtanlage erleichtert.

### **3.5 Zusätzlicher Aufwand im Zusammenhang mit der Baubewilligung – Hochwasserschutz**

Die Baubewilligung wurde am 26. Januar 2024 erteilt. Dagegen wurde eine Einsprache eingereicht. Zudem kommen neue Ausgaben hinzu: Weil die Hochwasser und Überschwemmungen häufiger und intensiver werden, hat die KGV ihre Anforderungen überarbeitet. So verlangt sie nun, dass die Anlage für ein dreihundertjähriges Hochwasser ausgelegt ist und die Sicherheitshöhe erhöht wird. Im Vergleich zum ursprünglichen Projekt bedeutet dies eine Sicherheitshöhe, das 85 cm über der aktuellen Höhe der Fischzucht liegt.

Angesichts dieser neuen Informationen, die sich aus den jüngsten Entwicklungen betreffend Naturgefahren ergaben, wandte sich der COPIL an die KGV, um die visuellen und finanziellen Auswirkungen zu verringern. Der gefundene Kompromiss ermöglicht es, die Anforderungen zu erfüllen. Die Teile, die im Falle eines starken Wasseranstiegs überschwemmt würden, sind dergestalt, dass die Statik und Dauerhaftigkeit der Anlage nicht beeinträchtigt werden. Der Kompromiss wurde Ende März nach mehreren Variantenstudien erzielt; er genügt den ästhetischen (Tourismusegebiet) und rechtlichen (Gebäudeversicherung) Vorgaben und schützt die technischen Installationen. Die geschätzten finanziellen Auswirkungen belaufen sich auf 200 000 Franken.

### **3.6 Nachhaltigkeit**

Die in der SIA-Empfehlung 112/1 beschriebenen Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung werden berücksichtigt. Die Gebäude müssen auch die Empfehlungen der KBOB (Koordinationskonferenz der Bau- und Liegenschaftsorgane der öffentlichen Bauherren) für nachhaltiges Bauen erfüllen. Der Pavillon und die bestehende Halle nach Renovation erfüllen den Standard Minergie-P-ECO. Neben den ökonomischen Aspekten werden mit anderen Worten auch die ökologische und die soziale Dimension berücksichtigt, die mit langfristigen Herausforderungen verbunden sind. Die nachhaltige Entwicklung ist eine Entwicklung, die die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können.

Um den Zielen der Vorbildfunktion gemäss Immobilienstrategie des Staats gerecht zu werden, werden die Bauten die folgenden Nachhaltigkeitsvorgaben erfüllen:

Wirtschaft	<p>Die bereitgestellten Budgets einhalten und minimale Betriebskosten sicherstellen, indem ein kohärentes Gleichgewicht des Bauprojekts angestrebt wird.</p> <p>Das Projekt unterliegt einer nicht zu vernachlässigenden technologischen und finanziellen Entwicklung und erfüllt nicht den Grundsatz der Wirtschaftlichkeit, da das Ziel in Colombier zu dreimal niedrigeren Kosten erreicht werden kann.</p>
Gesellschaft:	<p>Räumliche Qualitäten bieten, die den Komfort der Nutzer hervorheben (Funktionalität, Licht, Wärme und Akustik), entsprechend den Anforderungen der aktuellen Normen. Es geht auch darum, passive Systeme zu bevorzugen, die einen optimalen Komfort im Winter und Sommer garantieren, indem sie die Belüftung und das natürliche Licht fördern.</p> <p>Das Projekt liegt mitten im Tourismusegebiet und entspricht angesichts des ständigen Rückgangs der Fischpopulation im See den Zielen des Staats Freiburg, den Erhalt der Berufsfischerei für den lokalen Konsum zu unterstützen.</p>
Umwelt:	<p>Die Vorgaben zur Isolierung einhalten und die Anforderungen an die Stromerzeugung erhöhen. Das Gebäude kann im Sinne eines gesamtheitlichen Ansatzes des Staats mit Solarpanels ausgestattet werden.</p> <p>Das Projekt für eine neue Wasserzufuhr bekräftigt den Wunsch nach einer unabhängigen Wasserversorgung direkt aus dem Biotop und ermöglicht es, den Wasserbedarf und die Wasserabgabe neutral zu halten.</p> <p>Es wurden architektonische Begleitmassnahmen für die Belüftung, Wärmerückgewinnung und Isolierung integriert, um einen ganzjährigen Betrieb des Gebäudes mit all den Aktivitäten zu gewährleisten.</p>

Ganz allgemein ist das Resultat negativ für die Zusammenarbeit mit der Fischzuchtanlage in Colombier, trotz der technischen und ökologischen Begleitmassnahmen, die stets in den Projekten des Staats berücksichtigt werden. Die Fischzuchtanlage in Colombier deckt nämlich mit geringeren jährlichen Betriebskosten und einer durchschnittlichen Produktion von weniger als 40 % ihrer Kapazität bereits weitgehend den aktuellen Bedarf. Der Status quo der derzeitigen interkantonalen Beziehung scheint letztlich die dauerhafteste und zweckmässigste Lösung zu sein.

## 4 Planung

Die Saisonabhängigkeit des Schlüpfens erzwingt einen sehr dichten Zeitplan. Weiter müssen die Veranstaltungen in der Nähe berücksichtigt werden. So wurde letztlich folgender Zeitplan definiert:

Juni 2024	Entfernung veralteter Einrichtungen
Juli bis September 2024	Begleitende architektonische Massnahmen > Sanierung der Hülle > Anpassung der Wasserversorgung > Grundlegende innere Umgestaltungen
Juli bis November 2024	Aquakulturtechniken > Neue Wasserverteilung > Neue Verteilung für Strom und Monitoring > Mobilier > Neuer Aussenpavillon
November 2024 bis Januar 2025	Technische Inbetriebnahme
Januar 2025 bis Juli 2025	Progressive Pilotproduktionen

Die neuen Arbeiten für den Wasseranschluss des Gebäudes werden nach einem parallelen Zeitplan durchgeführt.

## 5 Kosten für die Wiederinbetriebnahme

### 5.1 Instandstellung gemäss Produktionszielen

Im April 2023 wurde dem Büro Afry der Auftrag für die Planung der Sanierung zugeschlagen.

Nachdem die Baubewilligung für das Projekt am 26. Januar 2024 erteilt wurde und die Ausschreibungen zeitgleich stattfanden, stellen sich die Kosten für die Wiederinbetriebnahme der Fischzucht wie folgt dar:

Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage	Beträge inkl. MWST
Entfernung veralteter Einrichtungen	15 000
Rohbau, Tiefbau, Zimmerei und Metallkonstruktionen	671 000
Neue elektrische Anlagen und Automatisierung	233 000
Neue Wasser- und Sanitäreanlagen	544 000
Neue Lüftungsanlagen	125 000
Aquakulturprozess, Produktionsausrüstung und Sicherheit	525 000
Honorar	407 000
Ergänzende Massnahmen für den Hochwasserschutz	200 000
Reserve für Baustellenrisiken	120 000
<b>Total Fischzuchtanlage</b>	<b>2 840 000</b>
Verschiedenes und Unvorhergesehenes	120 000
<b>Total</b>	<b>2 960 000</b>

---

Die wichtigsten Offertanfragen wurden von der Bewilligung des Verpflichtungskredits abhängig gemacht und die wichtigsten Partner angesprochen.

Das Projekt und die Investition ermöglichen es:

- > die Produktionsziele der Fischzucht zu erfüllen;
- > das Gebäude und den Betrieb an die aktuellen und zukünftigen Anforderungen anzupassen;
- > das 2016 nicht verwirklichte Programm abzuschliessen;
- > die technischen und rechtlichen Entwicklungen vorwegzunehmen;
- > die architektonische Einheit des Standorts in der Nähe eines touristischen Sektors zu wahren.

Der technische Bericht der PUK bezieht sich auf den Kostenvoranschlag von Aquatransform aus dem Jahr 2017 und dessen Bewertung durch den Experten mit einem Medianwert von 1 550 000 Franken. Unter Berücksichtigung eines Zuschlags für Inflation und konjunkturelle Preiserhöhungen von 18 % wurden die Produktions- und Baukostenindizes auf 1 850 000 Franken erhöht. Darüber hinaus war, wie bereits erwähnt, das realisierte und analysierte Programm nicht vollständig. Der Aussenpavillon, der im oben genannten Kostenvoranschlag enthalten ist, macht rund 500 000 Franken aus. Der Rest der Differenz geht zurück auf gesetzliche, normative und energetische Entwicklungen, Massnahmen gegen Naturgefahren sowie Verschiedenes und Unvorhergesehenes.

Das ursprüngliche Instandstellungsprojekt mit seinen Kostenschätzungen aus dem Jahr 2017 beruhte auf einem mehr als 15 Jahre alten Konzept mit Gesetzen und Baukosten, die sich in der Zwischenzeit stark verändert haben. Bei einem Vergleich mit den Zahlen, die am Ende des PUK-Berichts genannt wurden, sind die Wirtschaftslage und die Rohstoffengpässe in den letzten Jahren zu berücksichtigen. Die Forderung nach vorbildlicher Wiederinbetriebnahme darf nicht bei den aktuellen Aktivitäten und Gesetzgebungen stehen bleiben, sondern muss auch die normativen, qualitativen und gesetzlichen Entwicklungen vorwegnehmen.

## 5.2 Arbeiten für den Wasseranschluss

Die Gesamtkosten für den Wasseranschluss ermöglichen in den nächsten 20 Jahren eine Stabilität der Versorgungskosten. Für den Betrieb werden jeden Winter/Frühjahr etwa 120 000 m<sup>3</sup> Wasser benötigt. Diese Kosten berücksichtigen neben den Bauinvestitionen auch die geplanten und teuren Wartungen der kommunalen Pumpleitung im See (ca. 850 000 Franken alle 4 Jahre). Die neue Vereinbarung zwischen dem Staat und der Gemeinde Estavayer ist an die Bedingung geknüpft, dass der Verpflichtungskredit bewilligt wird.

Schaffung einer Brunnenstube und von Zuleitungen	Beträge inkl. MWST
Kammer aus Eisenbeton und Anpassung, Gemeinde	350 000
Tiefbauarbeiten für Anschlüsse (neue Wasserleitung), ca. 600 Meter	180 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes ca. 10 % (Risiko eines belasteten Grundstücks)	20 000
<b>Total Neuanschlüsse</b>	<b>550 000</b>

## 5.3 Höhe des Verpflichtungskredits

Der Dekretsentwurf hat einen Verpflichtungskredit von 3 560 000 Franken zum Gegenstand. Damit werden die folgenden Arbeiten und Kosten gedeckt:

	Beträge inkl. MWST
Ausserordentliche Wartung 2024 (Ausbaggern des Schlammes im Bootshaus)	50 000
Kosten für die Fischzucht	2 960 000
Kosten für die neue Wasserversorgung	550 000
<b>Gesamtkosten der Arbeit</b>	<b>3 560 000</b>

Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) von Oktober 2023 von 113,7 Punkten für die Kategorie «Hochbau – Espace Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkt.).



Weil der Verpflichtungskredit mit 3 560 000 Franken die Schwelle nach Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 ( $\frac{1}{4}$  % der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung, d. h. 11 863 954 Franken) nicht übersteigt, unterliegt das Dekret nicht dem Finanzreferendum.

#### 5.4 Geschätzte Betriebskosten – neue Fischzuchtanlage

Das Projekt beinhaltet einfache technische und architektonische Lösungen, um die Anforderungen an Energieeffizienz und geringen Wartungs- und Instandhaltungsaufwand zu erfüllen. Insbesondere bei den Desinfektionsmethoden, dem Kompressortyp und den baulichen Massnahmen wurden Normen und Anforderungen vorweggenommen.

Die geschätzten Betriebskosten für die Sanierung und den Wasseranschluss sind wie folgt:

Betriebskosten ab 2025	Beträge inkl. MWST
Jährlicher Stromverbrauch (Anteil Fischzucht 80 000 Franken)	100 000
Jährlicher Seewasserverbrauch (120 000 m <sup>3</sup> zu 10 Rp./m <sup>3</sup> )	12 000
Beteiligung an der Reinigung der Quaggamuscheln ab 2025 in der Leitung der Gemeinde (Erste Zahlung von 47 000 Franken im Jahr 2024)	13 000
Wartung Fischzuchtausrüstung und Wasserversorgung	20 000
Unterhalt der technischen Anlagen	20 000
Diverser Verbrauch (Wasser aus dem Netz, Gas usw.)	10 000
<b>Total Neuanschlüsse</b>	<b>175 000 Franken/Jahr</b>

Die oben genannten Betriebskosten verstehen sich ohne Abschreibungsaufwand. Es ist zu beachten, dass eine Herabsetzung der Produktion nicht zu einer Senkung der Kosten im selben Verhältnis führen würde. So würden beispielsweise die Betriebskosten bei einer Produktion von 30 % der Zielvorgaben auf 125 000 Franken pro Jahr sinken (Reduktion der Stromkosten auf 80 000 Franken und des Wasserverbrauchs auf 9000 Franken).

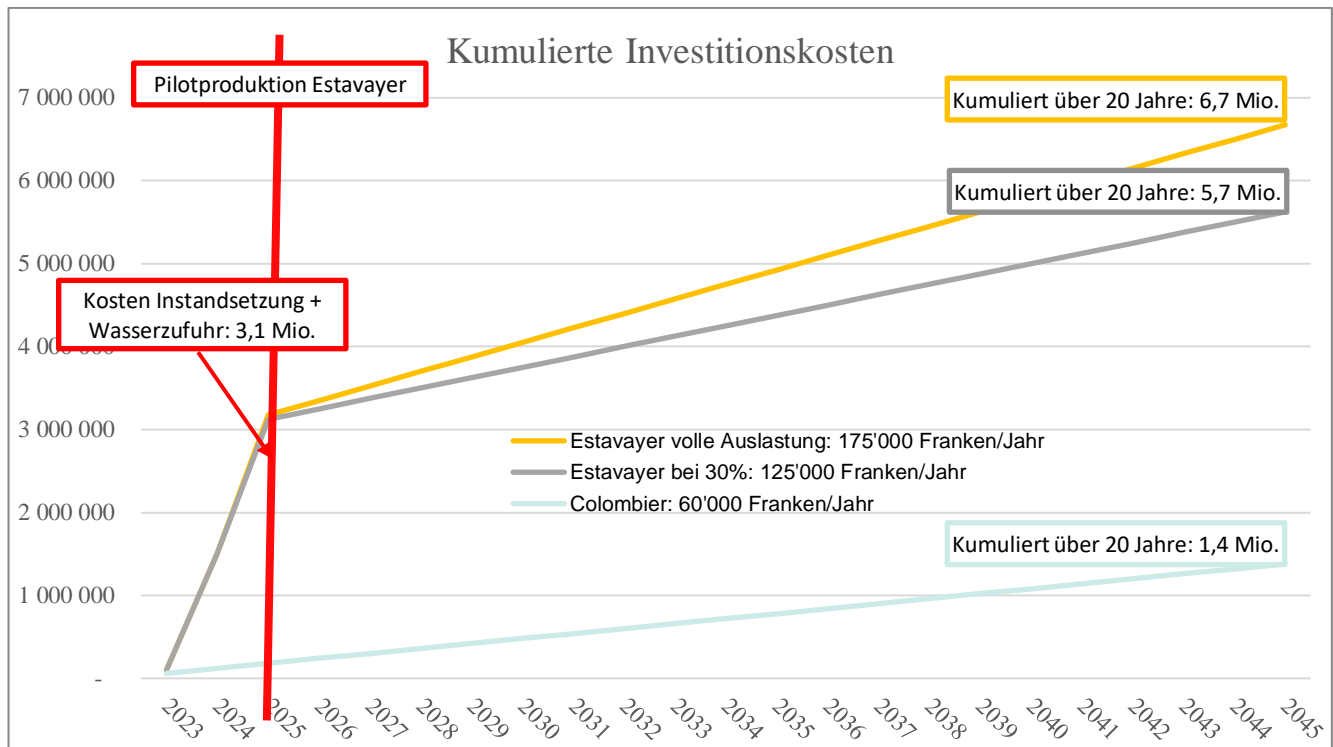
#### 5.5 Aktueller Betrieb

Derzeit beteiligt sich der Kanton Freiburg über die Interkantonale Kommission für die Fischerei im Neuenburgersee mit einem Beitrag von 47 000 Franken pro Jahr an den ordentlichen Betriebskosten der Fischzucht in Colombier. Dieser Betrag ist unabhängig von den in Colombier produzierten Mengen. Von Fall zu Fall validiert die Kommission Arbeiten, die zwischen den drei Konkordatskantonen Neuenburg, Waadt und Freiburg aufgeteilt werden. Diese aussergewöhnlichen Kosten beliefen sich auf 13 000 Franken pro Jahr (Grössenordnung) in den letzten 5 Jahren.

Die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac wird zu einer Erhöhung der Beiträge der anderen Kantone führen.

### 6 Zeithorizont 2045

Die Vereinbarung zwischen Staat und Gemeinde über die Wasserversorgung hat eine Laufzeit von 20 Jahren. Die nachfolgende Grafik zeigt den Vergleich zwischen der aktuellen Situation mit der Fischzuchtanlage in Colombier und der Situation mit der Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac und basiert auf der Annahme einer theoretischen maximalen Auslastung. Der Wasserverbrauch hat einen grossen Einfluss auf die Betriebskosten der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac. Dieser geht bei einer starken Drosselung der Produktion nur in geringem Mass zurück, weil der Wasserkreislauf in jedem Fall aufrechterhalten werden muss.



## 7 Schlussfolgerung

Das Instandsetzungsprojekt entspricht dem politischen Willen des Grossen Rats, eine funktionierende Freiburger Fischzuchtanlage im Broyebezirk zu bewahren. Es erfüllt die vom COPIL festgelegten Produktionsziele und erhält das bestehende Gebäude in seiner ursprünglichen Funktion.

Wegen der Überdimensionierung der Infrastrukturen wird das Projekt hingegen nicht zu mehr Brütlingen im Neuenburgersee führen und somit auch nicht zur Wahrung der Fischereiinteressen beitragen, wohl aber eine Verdreifachung der Produktionskosten ohne fischereilichen Mehrwert zur Folge haben. Zudem hängt die Produktion vom guten Willen der Partnerkantone für die Versorgung mit Rogen ab.

Das Dekret unterliegt nicht dem fakultativen Finanzreferendum und tritt mit seiner Promulgation in Kraft.

## Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DIME-108

**Projet de décret :**  
**Octroi d'un crédit d'engagement pour la remise en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac**

*Propositions de la commission ad-hoc CAH-2024-007*

---

*Présidence :* François Genoud

*Membres :* Jean-Daniel Chardonnens, Eric Collomb, Sébastien Dorthe, Catherine Esseiva, Regula Hayoz Helfer, Carole Raetzo, Rose-Marie Rodriguez, Nadia Savary-Moser, Alexander Schroeter, Ivan Thévoz

### Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de décret.

### Vote final

Par 10 voix contre 1 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la proposition initiale du Conseil d'Etat.

### Catégorisation du débat

La Commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

---

*Le 04 juin 2024*

## Anhang

GROSSER RAT

2024-DIME-108

**Dekretsentwurf:**  
**Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac**

*Antrag der Ad-hoc-Kommission ADK-2024-007*

---

*Präsidium:* François Genoud

*Mitglieder:* Jean-Daniel Chardonnens, Eric Collomb, Sébastien Dorthe, Catherine Esseiva, Regula Hayoz Helfer, Carole Raetzo, Rose-Marie Rodriguez, Nadia Savary-Moser, Alexander Schroeter, Ivan Thévoz

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

### Schlussabstimmung

Mit 10 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltung beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

### Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

---

*Den 04. Juni 2024*

## Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DIME-108

**Projet de décret :**  
**Octroi d'un crédit d'engagement pour la remise  
en fonction de la pisciculture d'Estavayer-le-Lac**

*Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG*

---

*Présidence* : Claude Brodard

*Vice-présidence* : Bruno Riedo

*Membres* : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas  
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel  
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey,  
Jean-Daniel Schumacher

### Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en  
matière sur ce projet de décret.

### Vote final

Par 14 voix contre 1 et 0 abstention, la commission propose au Grand  
Conseil de rejeter ce projet de décret.

---

*Le 12 juin 2024*

## Anhang

GROSSER RAT

2024-DIME-108

**Dekretsentwurf:**  
**Verpflichtungskredit für die Wiederinbetriebnahme  
der Fischzuchtanlage in Estavayer-le-Lac**

*Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK*

---

*Präsidium* : Claude Brodard

*Vize-Präsidium* : Bruno Riedo

*Mitglieder* : Catherine Beaud, Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas  
Freiburghaus, Benoît Glasson, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel  
Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey,  
Jean-Daniel Schumacher

### Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen  
Dekretsentwurf einzutreten.

### Schlussabstimmung

Mit 14 zu 1 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem  
Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf abzulehnen.

---

*Den 12. Juni 2024*



## Détermination du Bureau sur deux instruments parlementaires

Motion Jean-Daniel Chardonnens / François Genoud <b>Modification de la LGC et de la loi sur la mobilité (LMob)</b>	2023-GC-251
Motion Anne Meyer Loetscher / Simon Zurich <b>Modification de la LGC et de la loi sur la santé (LSan)</b>	2023-GC-294

### I. Résumé de la motion 2023-GC-251

Par motion déposée en date du 18 octobre 2023, les députés Jean-Daniel Chardonnens et François Genoud ainsi que 34 cosignataires proposent de modifier la loi sur le Grand Conseil (LGC) et la loi sur la mobilité (LMob) afin d'instaurer une commission permanente de la mobilité et du réseau routier du Grand Conseil en précisant son rôle et ses compétences. Les auteurs de cette motion souhaitent transformer l'actuelle commission spécialisée des routes et cours d'eau en une commission permanente. Ils veulent en faire une commission de gestion en matière de mobilité et de réseau routier et lui attribuer des compétences décisionnelles propres.

### II. Résumé de la motion 2023-GC-294

Par motion déposée et développée le 24 novembre 2023, les députés Anne Meyer Loetscher et Simon Zurich demandent de modifier la loi sur le Grand Conseil (LGC) et la loi sur la santé (LSan) afin d'instaurer une commission permanente de la santé au sein du Grand Conseil. Les auteurs de cette motion soutiennent qu'une telle commission permanente est nécessaire et permettrait une meilleure gestion conjointe des dossiers entre le Conseil d'Etat et le Grand Conseil.

### III. Détermination du Bureau

La motion 2023-GC-251 et la motion 2023-GC-294 concernent le fonctionnement du Grand Conseil. En vertu de l'art. 60 al. 2a LGC, il revient ainsi au Bureau de se déterminer. Le Conseil d'Etat peut également adresser sa propre détermination au Grand Conseil.

Lors de la dernière révision de la loi sur le Grand Conseil en 2022, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023, il a été à maintes reprises et très largement débattu de la possibilité d'instituer des commissions thématiques permanentes. Elles étaient désignées dans le projet de loi sous le terme de « commissions thématiques ». Cette option n'a pas été retenue car le développement de commissions thématiques comportait le risque que tous les grands thèmes soient traités par des députés spécialistes, les commissions ad hoc ne concernant plus que des dossiers « orphelins ». A moyen terme, cela pourrait être la fin du député généraliste. En voulant créer des petits groupes de députés, qui se sentiraient vite des experts, on se priverait des connaissances des autres députés, ce qui serait fort regrettable. Il en résultera une diminution du nombre de commissions ad hoc.

Cela risque également d'engendrer des tensions et des frustrations pour les députés qui ne siégeront dans aucune commission permanente, faute de disponibilité suffisante, et seront moins appelés à siéger dans une commission ad hoc.

En plénum, lors de la révision de la LGC, le Grand Conseil s'est alors prononcé contre l'instauration de commissions thématiques. Il a explicitement rejeté la création de telles commissions, ne voulant pas créer deux classes de députés, mais souhaitait continuer à promouvoir la diversité du débat démocratique par le biais des commissions actuelles.

Le Bureau confirme la décision prise par le Grand Conseil lors de la dernière révision de la LGC et s'oppose à l'institution de deux nouvelles commissions permanentes.

#### **IV. Position du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat avait déjà émis sa détermination sur le projet de révision de la LGC. Il avait notamment fait part des risques liés au développement de commissions thématiques permanentes. Il s'était prononcé contre l'instauration de telles commissions. Il s'inquiétait également d'une éventuelle multiplication des séances, et des problématiques d'agenda qui y sont liées. Aujourd'hui, le Conseil d'Etat confirme sa position du 4 juillet 2022 qui va dans le sens de l'option prise par le Grand Conseil dans le cadre de la révision de la LGC entrée en vigueur le 1er janvier 2023. Il se prononce en défaveur de la création de ces commissions thématiques.

Compte tenu de ce qui précède, le Bureau invite le Grand Conseil à rejeter ces deux motions.